

# ADRESSES

---

internationalisme et démocr@tie

N° 9 – 20 février 2025



Pour nous écrire :  
[Adresses.la.revue@gmail.com](mailto:Adresses.la.revue@gmail.com)



---

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre%20les%20lignes%20entre%20les%20mots), [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net) et Réseau Bastille.

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières et DR.

# LISTE DES ADRESSES

## ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

« Nous sommes en face du surgissement de l'inconcevable » 5  
Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

## ADRESSE N° 09/81

Combattre l'abolition de la démocratie 9  
Carl Davidson et Bill Fletcher Jr.

## ADRESSE N° 09/82

Fascism or not fascism ? 18  
Frieda Afary

## ADRESSE N° 07/63

La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme 23  
Taki Manolakos

## ADRESSE N° 07/64

Naissance du post-fascisme dans la Hongrie de Orban 27  
Gaspar Miklos Tamás

## ADRESSE N° 09/83

Sur le post-fascisme 36  
Gaspar Miklos Tamás

## ADRESSE N° 09/84

Le salut nazi d'Elon Musk, George Orwell et cinq leçons 49  
Bart Cammaerts

## ADRESSE N° 09/85

Le poutinisme, c'est le fascisme 52  
Ilya Budraitskis

## ADRESSE N° 09/86

L'ère du néofascisme et ses particularités 61  
Gilbert Achcar

ADRESSE N° 09/87

Comprendre la réélection de Trump	63
<u>Samuel Farber</u>	

RETOUR VERS LE FUTUR

ADRESSE N° 09/88

Les Croix-de-Feu et la tentation autoritaire à la française	72
<u>Didier Leschi</u>	

ADRESSE N° 09/89

Dernière station avant l'abattoir	84
<u>Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Patrick Silberstein</u>	

PARTI PRIS

ADRESSE N° 09/90

8 Mars : grève féministe !	100
<u>Un appel unitaire</u>	

Adresse inaugur@le pour une revue	103
<u>Adresses, n° 0, 23 janvier 2024</u>	

# « Nous sommes en face du surgissement de l'inconcevable »

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

## Et le monde a basculé...

Donald Trump est redevenu président ou plutôt il vient d'être investi 47<sup>e</sup> président des États-Unis d'Amérique. Trois mois ont suffi, les répliques de la secousse ne sont pas stabilisées, mais rien ne sera plus comme avant.

Des signes avaient précédé l'événement. Mais, c'était davantage la faiblesse, les erreurs de la campagne démocrate qui étaient soulignés. L'arrivée de Trump était souvent minorée, voire moquée: «C'est un clown», «Ce sera comme la dernière fois»... L'attaque du Capitole par la horde de ses partisans était relativisée, voire oubliée<sup>1</sup>.

Les débats lexicologiques ne sont pas sans intérêt pour la compréhension fine de l'époque. Nous publions deux textes de Gaspar Miklos Tamás sur l'apparition du post-fascisme en Hongrie<sup>2</sup>. La vague vient de loin...

«L'histoire ne repasse pas les plats», remarquait Hegel, au début du 19<sup>e</sup> siècle. La politique de Trump n'est pas identique à celle menée en Europe par Mussolini, Hitler ou le colonel de La Roque<sup>3</sup>; l'oligarque de la tech, Elon Musk, n'est pas Henry Ford. Pourtant ce n'est pas une comédie qui se déroule sous nos yeux malgré les gesticulations, les saluts et les grimaces des protagonistes<sup>4</sup>.

1. Deux romans, à la fois dystopiques et uchroniques, auraient pu attirer notre attention sur la survenue possible de l'inconcevable. *Impossible ici*, de Sinclair Lewis date de 1935 et *Complot contre l'Amérique* de Philip Roth est paru en 2004.

2. Voir Gaspar Miklos Tamás, «Naissance du post-fascisme dans la Hongrie de Orban», p. 27 et «Sur le post-fascisme», p. 36.

3. Voir Didier Leschi, «Les Croix-de-feu et la tentation autoritaire à la française», Adresse n° 09/88, p. 72; Patrick Le Tréhondat, Robi Morder et Patrick Silberstein, «Dernière station avant l'abattoir», Adresse n° 09/89, p. 84.

4. Voir Bart Cammaerts, «Le salut nazi d'Elon Musk, George Orwell et cinq leçons», Adresse n° 09/89, p. 49.

Trump, depuis son investiture, déroule ce qu'il faut bien appeler une politique fasciste. Pour s'en convaincre, il suffit de récapituler quelques-uns des nombreux décrets qu'il a théâtralement signés.

- Amnistie des assaillants du Capitole en 2021... Milices armées.

- Aide aux entreprises amies, suppression des règlements et organismes anticorruption... Mafia.

- Expulsions des immigré-es, réaffectation de Guantanamo... Racisme.

- État d'urgence à la frontière avec le Mexique... Menaces contre les pays voisins.

- «Dégraissage de l'État», fermeture de services à la population... Libertarisme.

- Suspension de l'aide internationale (USAID) et nationales... Isolationnisme.

- Hausse des tarifs douaniers... Guerre commerciale.

- Organisation de l'espace d'influence (Canada, Panama, golfe du Mexique, Groenland)... Doctrine Monroe élargie.

- Attaques contre le droit international et ses instances: CPI et CIJ, protection du criminel Netanyahu... Impunité renforcée des criminels et destruction du droit et des droits.

- Suppression du «droit du sol»... Nativisme.

- Fin des programmes d'égalité, de diversité et d'inclusion... Remise en cause des acquis de la lutte pour les droits civiques.

- Retrait des organismes internationaux où ils siégeaient encore, en particulier, l'OMS... Laisser faire, conspirationniste, eugénisme.

- Attaques contre les femmes (droit à la contraception et à l'avortement) laissées au bon vouloir des États avec la bénédiction d'une Cour suprême à majorité réactionnaire, en attente de possibles nouveaux décrets... Masculinisme et destruction des droits.

■ Restauration de «la réalité biologique naturelle». Essentialisme.

■ Exclusion des personnes «trans» de l'armée et du sport... Homophobie et sexisme.

La liste est longue et s'allonge<sup>5</sup>...

Un exemple troublant et lourd de sens: Trump a publié un décret sur l'architecture des établissements publics et s'est nommé président de la Fondation J. F. Kennedy Center of Performing Arts. À quand l'interdiction de l'art «dégénéré», c'est-à-dire celui qui ne reçoit pas l'agrément de ses amis, comme Bernard Arnaud, qui font et contrôlent le marché de l'art?

Pour appliquer cette rafale de décrets, le président s'est entouré de collaborateurs issus du mouvement MAGA<sup>6</sup>, créé sur la base du mot d'ordre initial de campagne, dans et hors du vieux Parti républicain.

Aujourd'hui, Trump dicte sa politique et les républicains approuvent ou se taisent<sup>7</sup>. D'autre part, ses collaborateurs n'ont pas suivi le cursus traditionnel qui menait à l'exercice du pouvoir; ce sont des businessmen pour la plupart. La réussite en affaires, encore faut-il distinguer les investisseurs industriels et les aventuriers des échanges transactionnels<sup>8</sup>, semble être le viatique pour gouverner. Le néolibéralisme dans son idéologie et par son *soft power* magnifiait depuis longtemps ces «héros» aux États-Unis, mais aussi en Europe. La vague vient de loin...

MAGA accoucha de MEGA (Make Europe Great Again) le 8 février 2025 à Madrid où se sont réunis les soutiens européens de Trump<sup>9</sup>. Une force politique réelle et dangereuse au pouvoir ou à ses portes dans beaucoup de pays mais aussi à Bruxelles.

Vendredi 14 février, le vice-président des États-Unis s'est adressé aux chefs d'États européens à Munich. Il a reproché à l'Europe son renoncement à «certaines valeurs fondamentales», comme la liberté d'expression.

---

5. Voir Frieda Afary, «Fascism or not fascism», Adresse n° 09/82, p. 18.

6. Make America Great Again : Rendre l'Amérique à nouveau grande.

7. Voir Sam Farber, «Comprendre la réélection de Trump», Adresse n° 09/87, p. 63.

8. Voir Samuel Farber, «Trump Lumpen Capitalist», *Jacobin*, octobre 2018.

9. Voir Gilbert Achcar, «L'ère du néofascisme et ses particularités», Adresse n° 09/86, p. 61.

Pour lui, comme sur X, celle-ci doit être sans limite et laisser libre cours au complotisme et aux «vérités alternatives». L'Europe a également, selon lui, renoncé à la démocratie. Il prend pour exemple le président roumain qui, sans campagne aucune, a été élu grâce à des malversations informatiques venues de l'étranger (Russie très certainement). C'était la démocratie selon Vance et jamais il n'aurait dû être obligé de démissionner.

Vance est en phase et soutient les MEGA dans leur lutte orwellienne contre «l'Europe des Lumières» et, contre l'avis de tous les dirigeants allemands, il a rencontré personnellement Alice Weidel, la responsable de l'AfD.

Au début du siècle, les études sur le «post-humanisme» s'attardaient sur le côté dangereux mais folklorique des pionniers de la réalité augmentée, du dépassement du vivant, etc. Aujourd'hui, Musk, a rallié la Silicon Valley - une illustration du basculement de secteurs capitalistes vers des solutions très autoritaires et illibérales<sup>10</sup> - à la cause de Trump et ce qui, il y a peu, semblait encore un cauchemar de science-fiction, est devenu un marché juteux. Sous couvert de recherches médicales réelles, le champ des applications de l'augmentation machiniste du «potentiel humain» s'est extraordinairement étendu.

De même, se retrouvent au pouvoir des propriétaires de plateforme d'échanges de bitcoins, à commencer par Trump et Musk. Ce marché financier parallèle et obscur enrichit les riches d'autant plus qu'ils sont au pouvoir. La vague vient de loin...

### Notre revue a un an

Née en réaction au 7 octobre en Israël-Palestine - crimes du Hamas et politique de Netanyahu - et à l'invasion poutinienne de l'Ukraine, soutien à la résistance du peuple ukrainien contre l'impérialisme russe, *Adresses* s'est intéressée à la transformation du monde en multipolarités impérialistes<sup>11</sup>. Les divers pôles, issus le plus souvent des BRICS, cumulaient des politiques autoritaires pour le moins. Mais il restait des aspects de la mondialisation capitaliste (adhésion de la

---

10. Voir Taki Manolacos, «La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme», Adresse n° 07/63, p. 23.

11. Voir Kavita Krishna, «Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes», *Adresses*, n° 0, 23 janvier 2024.

Chine à l'OMC en 2001) qui faisait que les économies se trouvaient en concurrence certes mais incroyablement interpénétrées.

Restait encore, une domination évidente de la puissance étasunienne qui semblait maintenir un équilibre précaire et renvoyer un reflet de la démocratie dite occidentale.

C'était même l'unique grille de lecture de bien des analystes qui prônent un campisme primaire ou une hiérarchisation des combats au nom d'une conception étriquée de la colonialité<sup>12</sup>.

L'élection de Trump vient de chambouler bien des analyses. Le basculement fasciste du gouvernement des États-Unis rentre en résonance avec les pratiques des autres pôles impérialistes.

Il ne s'agit pas simplement de recréer de nouvelles narrations mais d'ouvrir les yeux sur la profondeur du changement.

L'instauration d'un dialogue entre Trump et Poutine excluant de fait les dirigeants ukrainiens, la place des accords économiques (la volonté d'accaparement des terres rares) primant sur le droit international sont des exemples de ce qu'il convient d'appeler la « diplomatie transactionnelle ». La loi du plus fort, la primauté des intérêts financiers.

Cette nouvelle pratique s'applique à bien des aspects de la politique internationale. Tous les acteurs majeurs de la politique mondiale prennent langue avec Trump et se préparent à ce grand casino. Les règlements internationaux n'interfèrent plus avec la volonté du plus fort, la tentative d'organiser un développement « éthique » et concerté de l'« Intelligence artificielle » a échoué cruellement pour son organisateur lors du sommet de Paris des 10 et 11 février.

Ces rapports directs de subordinations et de transactions sont lourds de confrontations à venir. Le néolibéralisme mondialisé a vu les conflits se multiplier, le trumpisme, ses avatars et ses dérivés mènent aux guerres et aux affrontements contre les collectifs de travailleurs et travailleuses<sup>13</sup>.

12. Voir Michel Cahen, « Violences en colonialité : "Angola 1961. Gaza-Israël 2023" », *Adresses*, n° 4, 1<sup>er</sup> septembre 2024 ; « Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique », à paraître dans *Adresses*, n° 10.

13. Voir Ilya Budraitskis, « Le poutinisme, c'est le fascisme », Adresse n° 09/85, p. 52.

## Certes la vague vient de loin mais aujourd'hui c'est une déferlante

Bien des interrogations se posent : quel sera le rôle de la Chine ? Quel sort réservera-t-on aux Gazaoui-es ? Que deviennent les résistant-es ukrainien·nes ? Dans cette nouvelle forme de domination du monde que deviennent les populations qui ne participent pas aux razzias, celles et ceux qui n'ont que leur force de travail ?

En conclusion que peut faire la « gauche d'émancipation » dans ce nouveau « casino » ?

Certes les analyses doivent sortir de la peinture à gros traits de la situation. Ce travail doit être poursuivi et approfondi rapidement. Il faut aussi apprendre des erreurs. La faiblesse de cette gauche, son inconséquence, sa rapidité à transformer les mobilisations émancipatrices en regroupements conformistes font partie du problème global.

Mais sans tarder, face à cette déferlante c'est bien d'un *barrage uni contre le fascisme*<sup>14</sup> pour la défense implacable de la démocratie, du droit des femmes à disposer de leur corps<sup>15</sup>, du droit des peuples à l'autodétermination, de la solidarité internationale sans laisser quiconque dans l'ombre (Afghan·nes, Congolais·es, Géorgien·nes, Haïtien·nes, Soudanais·es, Iranien·nes, Kurdes, Ouïgour·es, Palestinien·nes, Rohingyas, Tutsi·es, Syrien·nes, Tamoul·es, Tibétain·nes, Ukrainien·nes, etc. - tous et toutes aussi dignes que les autres -, sans oublier les peuples-nations effacés de l'outremer français).

Sans tarder, ensemble, en respectant les choix de chacun·e, par-delà les divergences, nous pouvons populariser les résistances fragmentaires, ressouder des liens distendus, participer à revivifier toutes ces formes sociales et politiques qui se construisent par en bas, etc.

*Faire front commun contre la déferlante fasciste. Il y a urgence !*

15 février 2025

[Nous avons emprunté le titre de cet édito à Patrick Chamoiseau que nous remercions chaleureusement pour son autorisation.](#)

14. Voir, Carl Davidson et Bill Fletcher Jr., « Combattre l'abolition de la démocratie », Adresse n° 09/81, p. 9.

15. Voir Un appel unitaire, « 8 Mars : grève féministe ! », Adresse n° 09/90, p. 100.

# ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

UN AN, 9 NUMÉROS  
UNE BOUGIE À SOUFFLER  
UNE SUITE À ENVISAGER AVEC SES LECTEUR·TRICES

LUNDI 10 MARS DE 18H À 21H  
C'EST LA BONNE ADRESSE

Maltis rouge  
40 rue de Malte, Paris 11<sup>e</sup>  
métro République



La revue est gratuite mais la gratuité a un coût  
participation aux frais de la soirée demandée  
inscrivez-vous sur [Adresses.la.revue@gmail.com](mailto:Adresses.la.revue@gmail.com)



# Combattre l'abolition de la démocratie

Carl Davidson et Bill Fletcher Jr.

9

Dans cette exploration, nous voulons préconiser un nouveau récit stratégique sur notre avenir. Tous les avènements, en particulier ceux qui sont enchevêtrés dans les complexités du fascisme et du socialisme, sont mieux ancrés dans une exploration profonde de notre passé. Et comme tous les récits exigent un bon usage des métaphores et des analogies, ainsi que la découverte de nouveaux faits, nous voulons commencer par une métaphore inhabituelle mais puissante. Appelons-la «l'énigme de la mer Noire».

La mer Noire, située au nord-est de la Méditerranée, est inhabituelle à bien des égards. Plus particulièrement, il s'agit d'une mer composée de deux mers étroitement et uniquement reliées entre elles. Comment cela se fait-il? Il existe deux sortes de «rivières», l'une d'eau douce et l'autre d'eau de mer, l'eau douce s'écoulant de la mer Noire vers la mer Égée, et l'eau salée s'y déversant. Cependant, en raison des voies d'écoulement, le «fleuve» salin inférieur qui remplit la mer Noire n'atteint jamais la surface. La partie inférieure de la mer ne reçoit donc jamais d'oxygène. Sans oxygène, cette couche contient très peu de matière organique vivante, ce qui fait du fond de la mer Noire une zone morte et un musée liquide de navires naufragés.

Cette double circulation, bien que découverte récemment, existe depuis près de 8000 ans. Cela signifie que la mer Noire contient en réalité deux mers, qui se mélangent rarement. Pourtant, la mer Noire telle que nous la connaissons ne pourrait exister sans ces deux mers qui s'opposent. Ensemble, elles constituent l'une des plus grandes mers du monde. Cependant, la mer Noire est dynamique et une partie de l'eau du fond remonte périodiquement vers le haut.

Apprécier la nature de la mer Noire peut donc nous aider à comprendre la complexité de l'histoire des États-Unis. La plupart d'entre nous apprennent une histoire à la fois linéaire et prétendument globale. Pourtant, la réalité est bien plus complexe et essentielle à comprendre. Pourquoi? Parce qu'il s'agit d'une histoire surdéterminée, pour reprendre l'expression du marxiste français Louis Althusser. Et comme pour nos «mers» d'en bas et d'en haut, il y a des questions qui doivent être comprises dans toute leur complexité.

## **Notre histoire est une compilation d'histoires**

L'histoire des États-Unis est une compilation d'histoires, peut-être une douzaine. Dans un premier temps, notre histoire est celle des classes dominantes de l'État colonisateur racialisé, alors qu'elle est aussi celle des classes subalternes. Nous pouvons appeler cela la contradiction historique entre les peuples et leurs adversaires dirigeants. Dans un deuxième temps, il s'agit également d'une histoire des luttes des classes et des peuples subalternes entre eux. Nous pouvons l'appeler l'histoire des contradictions entre les peuples. De même, dans la première partie, les factions des classes dirigeantes sont également en collusion et en conflit. En tant que socialistes, nous devons contextualiser notre travail et nos tâches entre et au sein des mers supérieures et inférieures. Cela ne signifie pas qu'il faille exagérer les divisions au sommet ou glorifier, romancer ou diaboliser les blocs subalternes qui s'affrontent en bas. Cela signifie plutôt que nous sommes des partisans. Nous comprenons mieux l'histoire des États-Unis en saisissant l'audace des mouvements d'émancipation, qui ont tous été confrontés à une situation où les

chances étaient contre eux et où la situation était sombre, pour paraphraser les mots d'un personnage majeur de la science-fiction.

## Démocratie abolitionniste, Reconstruction et contre- révolution

Les efforts d'émancipation des esclaves africains et la résistance des peuples autochtones à l'expansion vers l'ouest de l'État colonisateur ont existé dès le premier jour, même s'ils étaient parfois mineurs. Ils étaient au cœur de la question complexe de la forme de capitalisme qui allait prévaloir aux États-Unis au 19<sup>e</sup> siècle. Pourquoi compliquée? Parce que l'accumulation initiale du capital combinait l'extermination des indigènes pour leurs terres, l'expropriation des Africains pour leur travail et l'exploitation des engagés pour leur temps de travail. Le point d'inflexion critique – lorsque les contradictions ont été réunies – s'est produit entre 1860 et 1880. C'est la période de la guerre civile, de la Reconstruction<sup>1</sup> et de la contre-révolution de 1876 contre la Reconstruction. Pour les Premières nations, les principales guerres contre elles se sont déroulées tout au long de cette période, qui s'est terminée en 1900.

Les mouvements à l'origine de la première Reconstruction ont connu plusieurs fractures majeures. L'une d'entre elles est l'éclatement de l'alliance conclue avant 1865 entre certaines femmes blanches suffragistes et le mouvement pour la liberté des Noirs. Une autre a opposé les *scalawags*<sup>2</sup> à la slavocratie; les *scalawags* sont devenus des partenaires de la Reconstruction avec les esclaves affranchis<sup>3</sup>. Une autre encore entre les syndicats «blancs» du Nord, qui ont ignoré la Reconstruction ou s'y sont opposés. Nous pourrions continuer ainsi. Nous ne voulons

pas négliger d'autres événements majeurs, tels que la guerre des États-Unis contre le Mexique, la loi sur l'exclusion des Chinois et la montée générale d'un mouvement syndical contre les patrons de l'acier, du charbon et des chemins de fer de l'âge d'or. Mais nous affirmons que les conflits qui ont marqué la Reconstruction et son renversement ont été les contradictions centrales qui ont façonné une ère de renaissance nationale.

W.E.B. Du Bois<sup>4</sup> a inventé le terme provocateur de «démocratie abolitionniste», qui décrit à la fois un moment et un mouvement. Il s'agissait d'un moment en ce sens qu'il évoquait la période de la guerre de Sécession et de la Reconstruction, qui était une période de révolution sociale fondamentalement différente de la guerre d'indépendance de 1776 (l'appeler «révolution américaine» est un peu exagéré). En même temps, la guerre de Sécession et la Reconstruction ont été un mouvement, c'est le moins que l'on puisse dire. Il s'agissait d'un mouvement élémentaire, souvent appelé la deuxième révolution américaine ou, alternativement, l'achèvement de la première. Ce mouvement englobait les abolitionnistes officiels du Nord, mais aussi les masses d'anciens esclaves africains et leurs alliés *scalawags* qui cherchaient à redéfinir la démocratie non seulement dans les États du Sud, mais aussi dans l'ensemble des États-Unis.

Comme l'explique Manisha Sinha dans son nouvel ouvrage exceptionnel, *The Rise and Fall of the Second American Republic: Reconstruction, 1860-1920*, la Reconstruction était bien plus qu'une affaire de Noirs contre Blancs. La Reconstruction noire était une alliance des travailleurs pauvres, à la fois affranchis et *scalawags*, soutenue par les Républicains radicaux au Congrès. Il s'agissait d'une période au cours de laquelle une bataille était engagée pour faire évoluer les États-Unis vers un État démocratique plus égalitaire. Du Bois appelait les nouveaux gouvernements qui prenaient forme dans

---

1. NdT. Sur la période dite de la Reconstruction (1863-1977), voir Eric Foner, *Reconstruction : America's Unfinished Revolution, 1863-1877* (New York, Harper & Row, 1988), W.E.B Du Bois, *Black Reconstruction in America, 1860-1880* (New York, Free Press, 1999).

2. NdT. Terme péjoratif qui, après la guerre civile, désignait les Blancs pauvres du Sud qui soutenait la politique fédérale de reconstruction ou qui s'associait aux affranchis.

3. NdT. C'est le 1<sup>er</sup> janvier 1863, en pleine guerre civile, que la Proclamation d'émancipation libèrent tous les esclaves.

---

4. NdT. Militant des droits civiques et panafricaniste, W.E.B Du Bois (1868 -1963), est l'un des fondateurs de la National Association for the Advancement of Colored People. Il est notamment l'auteur de *Les âmes du peuple noir* (La Découverte, 2007) et de *Black Reconstruction in America* en 1935 (non traduit) qui remettait en question l'orthodoxie dominante selon laquelle les Noirs étaient responsables des échecs de l'ère de la Re-construction.



le Sud «la dictature du travail» qui, bien que fondée sur l'économie capitaliste, était également engagée dans de multiples projets et mouvements démocratiques de masse remettant en cause les relations de propriété existantes. Fondamentalement, la Reconstruction noire s'opposait à la trajectoire qui l'a emporté, à savoir la consolidation de l'industrie manufacturière issue de la guerre dans le capitalisme monopoliste et la montée de l'impérialisme américain. En décrivant le renversement violent de la Reconstruction, Du Bois a insisté pour décrire la défaite de la démocratie abolitionniste comme une défaite de classe du travail par le capital, plutôt que comme une simple victoire des «Blancs» sur les Noirs.

Angela Davis, dans son ouvrage *Abolition Democracy: Beyond Empire, Prisons and Torture*, utilise le terme de Du Bois en particulier dans le cadre de l'opposition au complexe carcéro-industriel et à l'État carcéral. Nous sommes d'accord avec elle et son analyse. Sans vouloir suggérer qu'elle ne serait pas d'accord, nous utilisons le terme «démocratie abolitionniste» dans un contexte plus large. Comme nous l'avons mentionné, la démocratie d'abolition a eu pour point fort de compléter et de consolider l'émancipation. Cela signifiait l'éradication de la plantocratie

et de tous les vestiges de l'esclavage. Toutefois, comme l'affirme Sinha, la Reconstruction et ses conséquences étaient également directement liées à la «résolution» de la question amérindienne. L'utilisation du terme «démocratie abolitionniste» au 19<sup>e</sup> siècle était toutefois fondamentalement et principalement axée sur l'avenir des anciens esclaves africains, les peuples qui devenaient la nation subalterne des Afro-Américains. En tout état de cause, Sinha a eu raison d'inclure les questions de la Reconstruction dans l'Ouest, l'assujettissement des Mexicains conquis, les guerres avec les Cheyennes, les Apaches et les Navajos, ainsi que la ségrégation et les tentatives de déportation des Chinois.

Ainsi, à son apogée, la démocratie abolitionniste était inégale. Pourtant, elle montrait la voie à suivre pour transformer les États-Unis. Certains éléments du mouvement démocratique abolitionniste reconnaissaient l'immoralité de l'expansion vers l'Ouest, mais la lutte contre cette expansion n'était pas un thème dominant du mouvement. En ce sens, la «démocratie abolitionniste» n'était pas encore une théorie ou un objectif unifié. Il s'agissait plutôt d'un mouvement, mais d'un mouvement révolutionnaire.

La démocratie abolitionniste et la lutte pour préserver et étendre la Reconstruction

étaient des efforts équivalents aux efforts de Tecumseh<sup>5</sup> pour créer une confédération amérindienne massive (revendiquant le territoire du Nord-Ouest comme «patrie rouge») au cours de la première décennie du 19<sup>e</sup> siècle, à la rébellion des Taiping en Chine (1850-1864) et à la Commune de Paris (1871) en France. Il s'agissait dans tous les cas de bouleversements et de campagnes de masse, d'expériences révolutionnaires qui ont profondément transformé la société, mais qui n'ont pas atteint leurs objectifs fondamentaux. Dans chaque cas, les forces contre-révolutionnaires ont pu prendre le dessus et écraser brutalement les insurrections de masse des différents subalternes concernés. En outre, ces insurrections de masse n'étaient pas elles-mêmes animées par une théorie révolutionnaire cohérente, ancrée dans des organisations capables d'élaborer une stratégie efficace. Elles se sont également heurtées au problème de la temporalité, à savoir saisir le bon moment pour frapper et poursuivre l'ennemi jusqu'à ce que le succès soit au rendez-vous.

La démocratie abolitionniste doit donc être comprise comme dépassant non seulement les efforts du 19<sup>e</sup> siècle, mais aussi les efforts plus récents liés à nos luttes actuelles plus ciblées contre l'État carcéral. Le mieux est de la considérer stratégiquement comme un tremplin vers ce que l'on appelle la «deuxième» et la «troisième Reconstruction».

## **La troisième Reconstruction et la lutte pour le pouvoir**

La première Reconstruction s'est déroulée, bien entendu, de 1865 à 1877. La «deuxième Reconstruction» est une référence métaphorique, grosso modo, à la période 1954-1973. Il s'agit des «longues années 1960», marquées par les campagnes en faveur des droits civiques et la révolte des Noirs après l'assassinat de Martin Luther King. Au cours de ces années, des victoires majeures ont été remportées en matière de justice raciale et de justice entre les sexes, ainsi que des victoires en matière de santé et de sécurité au travail et d'environnement

(et globalement, les avancées et les victoires des indépendances nationales et des luttes de libération). On ne sait pas exactement quand ce moment s'est achevé, mais dès la récession de 1973, il était évident que les mouvements sociaux progressistes étaient dans l'impasse.

Le terme «troisième Reconstruction» est apparu ces dernières années pour faire référence au pouvoir politique progressiste acquis dans le contexte du capitalisme bourgeois-démocratique. Lorsque le terme a circulé pour la première fois, on s'est demandé s'il faisait référence à une future «reconstruction socialiste» aux États-Unis. Ce débat s'est largement clos en faveur d'une conceptualisation de ce terme comme moyen de discuter d'une tâche plus immédiate consistant à gagner ce que l'on appelle désormais le pouvoir de gouverner. Il faut distinguer cela d'un mouvement socialiste qui gagne le pouvoir d'État, ou même qui «brise» un pouvoir d'État existant et en crée un nouveau pour s'éloigner du capitalisme. Cela signifiait également que la Reconstruction ne devait pas simplement consister en une campagne de pression pour une réaffectation des ressources vers le bas.

La «troisième Reconstruction» est donc une référence ambitieuse. C'est ce que les forces de gauche et progressistes devraient chercher à réaliser. Il ne s'agit pas d'un ensemble de politiques ou d'exigences, bien qu'elle comprenne des politiques et des exigences. À l'instar de la première Reconstruction, la troisième Reconstruction doit être conceptualisée comme un réalignement politique. Il ne s'agit pas d'un réalignement uniquement en termes de mode de scrutin ou même d'émergence d'un nouveau parti politique de masse (ou d'un groupe de partis). Il s'agit d'un réalignement en termes de forces au gouvernement – et du bloc populaire qu'elles représentent – qui se considèrent comme engagées dans une lutte à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'État capitaliste démocratique. Il s'agit d'une lutte, nous tenons à le souligner, qui est une bataille sur le terrain ainsi qu'au sein des institutions de l'État et de la société civile, y compris, mais pas seulement, le gouvernement.

Le fait de considérer la troisième Reconstruction comme étant plus qu'un ensemble de revendications la rendra immédiatement

5. Tecumseh (1768-1813) tente de fédérer les tribus amérindiennes du Canada à la Floride, afin de résister à l'avance des colons sur leurs terres.

suspecte aux yeux de nombreuses forces de gauche et progressistes. Comment cela se fait-il ? Parce qu'elle nécessite la construction d'un bloc ou d'une alliance de diverses forces de classe et de mouvements sociaux qui ne sont pas toujours alignés. Certains le seront d'un point de vue stratégique, mais d'autres ne le seront que d'un point de vue tactique. Un tel alignement ne peut être le fait de la seule gauche et des principaux groupes progressistes, mais doit également impliquer les forces médianes vacillantes, ces organisations, groupes et personnalités qui sont souvent mal à l'aise avec la gauche, alors même qu'ils sont terrifiés par la droite.

Dans notre conjoncture immédiate menant à 2025, une version de cet alignement s'est constituée en opposition à Donald Trump et aux fascistes MAGA. Cet alignement porte de nombreux noms, mais il s'agit objectivement d'un large front qui s'oppose à la droite et aux mesures qu'elle cherche à mettre en œuvre. Il n'a pas encore de structure organisationnelle globale, ni de programme à long terme. En ce sens, il est très différent du Nouveau Front populaire français avec ses quatre groupements électoraux qui, tous deux, se sont opposés aux fascistes français en 2024 tout en promouvant leur propre programme. Notre «B-4» – ou front large d'opposition à la droite – est un ensemble d'organisations et d'individus qui ont souvent peu de choses en commun, si ce n'est leur antipathie pour MAGA. Bien que cela soit bien nécessaire en ce moment, ce n'est pas un alignement qui peut durer. On peut l'entendre dans les voix des républicains plus traditionnels. S'ils sont clairs dans leur haine de Trump, leur intention reste de former un nouveau parti ou de restaurer une variante du Parti républicain. Ils veulent toujours, à long terme, dominer la scène politique américaine.

Comme la Reconstruction originelle, la troisième Reconstruction doit avancer une plateforme de réformes structurelles profondes. Pour la première, cela comprenait les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> amendements<sup>6</sup> et la loi sur les droits civiques de 1866. Elle aurait également pu inclure – sans Andrew Johnson et

ses alliés – la privation totale des droits de vote des dirigeants de l'ancienne Confédération – tant au niveau du gouvernement que de l'armée – ainsi qu'une réforme foncière majeure dans le Sud, telle que la formule « 40 acres et une mule » de William Tecumseh Sherman, William Stanton, Charles Sumner et Thaddeus Stevens<sup>7</sup>.

La Reconstruction a introduit les écoles publiques et le droit de vote, ainsi que la protection du gouvernement, au moins dans un premier temps, contre le terrorisme. En outre, l'auto-organisation et le militantisme des travailleurs ont pris de l'ampleur, en particulier dans les premiers jours de la Reconstruction. Ce qu'il aurait pu advenir de l'expansion vers l'Ouest est toutefois une question qui a fait l'objet d'un débat considérable. L'expansion vers l'Ouest et une résolution démocratique de la Reconstruction auraient été contradictoires à bien des égards.

La Reconstruction a d'abord divisé les classes dirigeantes. Le clivage le plus évident était celui entre le capital industriel du Nord et la plantocratie du Sud (capital des plantations). La Reconstruction a impliqué la suppression politique de la plantocratie sudiste et certaines limitations de son activité politique, en particulier après la fin de l'administration d'Andrew Johnson. Le capital nordiste n'a cependant jamais été homogène et le GOP était divisé entre radicaux et libéraux. Les radicaux du GOP voulaient que la Reconstruction progresse dans la démocratisation du Sud. Les libéraux voient le Sud comme un havre pour l'expansion de l'industrie manufacturière, gérée localement par les «Bourbons». Entre autres choses, une démocratisation significative du Sud aurait eu d'autres implications pour le Nord, comme une plus grande démocratie pour les travailleurs, ce qui est probablement devenu plus clair dans le contexte de la grande grève des chemins de fer de 1877, bien qu'à ce moment-là, les dés étaient déjà jetés.

La Reconstruction a pu accomplir une grande partie de ce qu'elle a accompli précisément grâce à la combinaison du mouvement abolitionniste-démocratique de masse, de la création du Bureau des affranchis en

6. NdT. Successivement abolition de l'esclavage, garantie de l'égalité devant la loi et droit de vote pour les hommes noirs.

7. NdT. Respectivement commandant en chef des armées de l'Union et membres du Parti républicain et hostiles à l'esclavage.

tant que branche du pouvoir positif, et de la scission au sein des cercles dirigeants. Grâce à cette scission, les éléments les plus radicaux du parti républicain, en accord avec la masse des Africains libérés et de nombreux Blancs pauvres du Sud, ont pu réaliser une percée historique et stratégique pendant quelques années.

L'expérience de la Reconstruction originelle et de la «seconde Reconstruction» comporte une myriade de leçons et d'avertissements supplémentaires pour les forces de gauche et progressistes d'aujourd'hui. Certains sont très importants, tandis que d'autres sont trop nombreux pour être passés en revue ici.

Le premier, d'une importance capitale, est l'objectif de la lutte pour le pouvoir. La lutte pour le pouvoir ne se traduit pas principalement par des exigences à l'égard des élites dirigeantes existantes. À certains moments, les demandes de changement doivent devenir des demandes de prise de pouvoir, et plus précisément, la montée au pouvoir de nouvelles forces de classe et de mouvements sociaux qui représentent les intérêts des forces subalternes. Cette exigence de pouvoir distingue une gauche sérieuse et mûre de celles qui s'appuient sur des demandes de changement de politique de la part des élites, principalement parce qu'elles ne souhaitent pas se salir les mains avec le travail de construction de coalitions électorales, le travail de «Get Out the Vote» et le fait de gouverner.

Il convient de faire la distinction entre les demandes de redistribution et les demandes structurelles. Les premières visent à obtenir une plus grande part du gâteau en redistribuant les richesses vers le bas. Les secondes visent à modifier les structures du pouvoir pour favoriser les institutions subalternes. Les deux sont nécessaires, mais la première seule nous maintient liés au libéralisme.

La deuxième leçon importante est justement ce point critique concernant la formation de coalitions. Le chef shawnee Tecumseh l'a probablement le mieux compris dans ses efforts pour construire une alliance nord-américaine massive des Amérindiens afin de jeter les bases d'un État-nation des Amérindiens. Le travail conscient et patient de construction d'une alliance nécessite des compromis et la capacité de négocier la

résolution constructive des contradictions. Il nécessite également l'utilisation des contradictions entre les adversaires et des divisions au sein des cercles de l'élite dirigeante.

L'histoire de la Première Reconstruction a démontré une alliance multiclassées pour la révolution sociale. Cette alliance était très délicate. Entre autres choses, si elle incluait les *scalawags* du Sud, comme dans le «Free State of Jones<sup>8</sup>», elle n'impliquait pas les travailleurs blancs du Nord - après la fin de la guerre civile - en raison de leur insistance sur l'exclusion raciale des travailleurs africains et asiatiques du travail organisé, ainsi que du ressentiment de classe croissant des travailleurs blancs du Nord à l'égard des capitalistes industriels du Nord. Cela dit, la bataille pour la Reconstruction était, objectivement, une bataille qui était toujours dans l'intérêt des travailleurs blancs du Nord puisqu'elle engageait une lutte pour étendre la démocratie et changer la nature des forces qui occupaient le pouvoir politique (au moins dans le Sud).

Une stratégie dite «classe contre classe» aurait non seulement échoué mais aurait représenté une incompréhension du moment. C'est précisément ce que préconisait la National Labor Union (NLU), la première fédération syndicale nationale, exclusivement composée de Blancs. Plus précisément, elle a appelé les travailleurs africains émancipés à abandonner le Parti républicain en faveur d'un parti ouvrier, bien que la NLU ne permettait pas aux travailleurs africains ou asiatiques émancipés - sans parler des Amérindiens - d'entrer dans les rangs de ses syndicats!

Bien que le Parti républicain du 19<sup>e</sup> siècle n'ait pas été en mesure de se consolider autour des objectifs de son aile radicale, le refus des travailleurs africains d'abandonner le parti républicain était tout à fait compréhensible. C'est le Parti républicain qui a été le parti de la Reconstruction et de l'émancipation. Ce que proposaient les travailleurs blancs de la NLU n'était même pas une chimère. Ainsi, nous pouvons voir dans la

---

8. NdT. Dans le Mississippi dans le comté de Jones, au milieu de la guerre civile, un groupe de fermiers blancs, de femmes, de déserteurs de l'armée confédérée et d'esclaves en fuite se proclamèrent «État libre de Jones» et engagèrent le combat contre les États confédérés.

Reconstruction l'absence d'un instrument désireux et capable de poursuivre pleinement la lutte émancipatrice, combinée à d'autres facteurs qui ont ensuite ouvert la porte à la contre-révolution.

Une conclusion similaire peut être tirée de la «seconde Reconstruction». Les mouvements sociaux qui ont commencé à se développer après la Seconde Guerre mondiale et qui ont pris de l'ampleur dans les années 1960 ont apporté avec eux des réformes à la fois modestes et transformatrices. Ces mouvements ont permis l'émergence d'un bloc progressiste, bien qu'il présente une myriade de contradictions. Le parti démocrate, à sa propre surprise, est devenu le principal instrument politique pour rassembler ces mouvements sociaux et leur donner une voix électorale. Mais il l'a fait de manière à rendre les revendications compatibles avec le capitalisme du New Deal et à fermer les yeux sur toutes les ramifications de l'impérialisme américain.

Le grand débat des années 1960 a été illustré par l'opposition de Bayard Rustin<sup>9</sup> entre la «politique de la protestation» et la «politique du pouvoir» («[From Protest to Politics: The Future of the Civil Rights Movement](#)», février 1965). Rustin a identifié un défi central pour les mouvements sociaux progressistes, bien qu'il ait créé une contradiction et un antagonisme entre les deux directions plutôt que de reconnaître la relation qu'il était essentiel de construire. Rustin a également mis l'accent sur la modification de la configuration du Parti démocrate, plutôt que sur la construction d'un nouveau bloc – à l'intérieur et à l'extérieur du Parti démocrate – capable de défendre les revendications des mouvements sociaux progressistes.

9. NdT. Bayard Rustin (1912-1987), activiste dans le mouvement des droits civiques, proche de Martin Luther King Jr. Membre du Parti communiste en 1937, il le quitte quand celui-ci abandonne la bataille des droits civiques au profit de l'alliance USA-URSS. Il participe en 1941 à l'organisation d'une marche contre la ségrégation au sein de l'armée qui, contraint la Maison Blanche à signer un décret interdisant la discrimination raciale dans les industries de guerre. Après l'adoption du Civil Rights Act de 1964 et du Voting Rights Act en 1965, il prône la coopération entre le mouvement des droits civiques et le Parti démocrate. Voir notamment Ahmed Shawki, *Black and Red : les mouvements noirs et la gauche américaine, 1850-2010* (Paris, Syllepse, 2012).

Néanmoins, Rustin était sur la bonne voie. Le fait qu'une grande partie de la gauche se soit détournée de la lutte pour le pouvoir politique a laissé ce terrain aux libéraux et n'a pas préparé la gauche et les forces progressistes à l'effort contre-révolutionnaire total de ceux qui, après l'échec de la campagne Goldwater, sont devenus les germes qui ont construit la «Nouvelle Droite». Dans une large mesure, ils ont été illusoire ou apocalyptiques, c'est-à-dire qu'ils attendaient une sorte de cataclysme politique spontané et massif pour éveiller les masses à la nécessité d'une nouvelle orientation. Cela s'applique également à la campagne nationale du Parti socialiste d'Eugene V. Debs<sup>10</sup>, bien qu'il y ait eu quelques exceptions au niveau des États et des municipalités.

## Que construire ?

Une grande partie du débat sur la troisième Reconstruction s'est déroulée en l'absence de discussion sur une stratégie de conquête du pouvoir. Des échanges utiles sur des questions telles que le droit de vote, les femmes et le choix en matière de procréation, la liberté de genre, l'environnement, les réparations, les nouvelles formes de développement économique et même la nécessité d'une politique étrangère démocratique ont circulé au fil du temps. Mais sans stratégie, le danger est que cela devienne une liste de souhaits.

Les discussions de gauche/progressistes sur la lutte pour le pouvoir dans un passé récent ont, assez logiquement – bien que de manière problématique – eu tendance à se concentrer sur la conquête du pouvoir dans les villes et les comtés. Il y a eu quelques exceptions notables, comme le travail de la New Virginia Majority et d'autres formations similaires. Le problème, qui s'est manifesté au lendemain de la première poussée politique des Noirs (vers 1969) et, plus tard, de la poussée politique menée par les Noirs à la fin des années 1970-1989, était la capacité de la droite blanche, par le biais du contrôle des assemblées législatives des États, à

10. NdT. Eugene Victor Debs (1855-1926) est l'un des fondateurs de l'Industrial Workers of the World. Il a été candidat du Parti socialiste d'Amérique à l'élection présidentielle à cinq reprises.

restreindre la capacité d'action des villes et des comtés, c'est-à-dire ce que l'on appelle la préemption par l'État. Les efforts progressistes des fonctionnaires de couleur ont été sapés à plusieurs reprises par les législatures républicaines des États. Cette situation s'est poursuivie et a été mise en évidence par les attaques des législatures des États contre les ordonnances sur le salaire de subsistance.

Cela souligne la nécessité d'adopter des stratégies axées sur la conquête du pouvoir dans les États. Les municipalités et les comtés peuvent constituer un tremplin, mais il est essentiel que les campagnes menées au niveau des municipalités et des comtés informent l'électorat des restrictions qui sont souvent imposées aux municipalités et aux comtés.

Ainsi, gagner des États nécessite une approche totalement différente du travail de front uni. Il faut construire des accords qui dépassent les frontières des districts et des circonscriptions urbaines, suburbaines et rurales. Mais il faut aussi faire face à la réalité de la droite paramilitaire, en particulier dans les zones rurales et semi-rurales. Les forces de gauche/progressistes devront 1) construire un front contre MAGA, et 2) construire un noyau de gauche/progressiste ou de gauche populiste pour une lutte à plus long terme. Les activités dans les zones dominées par les républicains prendront de plus en plus la forme d'activités «souterraines» - du moins au début - étant donné les activités d'intimidation et de menace des MAGA. Cela signifie que des noyaux d'alliés devront être discrètement organisés autour d'une plateforme progressiste, afin de briser l'isolement.

L'une des leçons à tirer de la première Reconstruction est la manière dont les groupes terroristes blancs, comme le Ku Klux Klan, ont intimidé la population. Dans de nombreux cas, les premières cibles de ces terroristes blancs étaient les républicains unionistes blancs (progressistes!) qui se rangeaient du côté des Africains libérés et des forces de la Reconstruction. L'objectif des terroristes était de présenter la lutte contre la Reconstruction comme une lutte des Blancs contre les Noirs, plutôt que comme une lutte des classes menée par la population africaine libérée. Nous avons vu et continuerons de voir des approches similaires de la part de MAGA, ce qui signifie former les activistes à diverses

formes d'autodéfense et opérer comme des organisateurs syndicaux qui travaillent dans un établissement non syndiqué, c'est-à-dire en identifiant soigneusement les membres potentiels d'un noyau et en construisant prudemment jusqu'à ce qu'il y ait une masse critique qui puisse être rendue publique.

La lutte pour le pouvoir et la lutte pour la troisième Reconstruction n'est pas seulement un projet électoral. Comme pour la première Reconstruction, diverses institutions ont été créées pour donner une voix aux Africains libérés en particulier, et aux pauvres du Sud en général. Dans la situation actuelle, l'intérêt croissant pour l'«aide mutuelle» et l'économie solidaire doit passer d'une question de défense et/ou de survie à des efforts de sécurisation du pouvoir. La formation de coopératives de travail et de logement en est un exemple. La création de méthodes alternatives de travail et de logement peut être une question de survie ainsi qu'une source d'inspiration. Ce sont également des écoles de lutte. Si les travailleurs peuvent gouverner une coopérative, pourquoi ne pas gouverner l'économie de leur ville, et ainsi de suite, en allant vers le haut. Si elles sont liées à une gouvernance politique progressiste, ces coopératives peuvent fonctionner en tandem avec des stratégies plus larges de développement économique et territorial.

La stratégie doit se fonder sur une combinaison d'objectifs et sur une analyse minutieuse de la situation actuelle et des tendances en jeu. Bien que l'establishment du parti démocrate s'interroge probablement sur la possibilité de gagner tel ou tel État, une discussion approfondie des militants de gauche et des progressistes sur la conquête du pouvoir dans un État n'a pas lieu, reste superficielle ou n'est qu'un appendice de ce que l'establishment du parti démocrate a conclu.

Commençons par un autre endroit. Si nous voulons progresser vers une troisième Reconstruction et bloquer les efforts de la droite en vue d'une convention constitutionnelle (qui abrogerait nos droits), nous devons évaluer, État par État, l'équilibre des forces en présence. Plus précisément: quelles sont les municipalités et les comtés clés à gagner; quelles sont les municipalités et les comtés que nous pouvons nous permettre de perdre; quels sont les principaux



mouvements sociaux progressistes et réactionnaires dans l'État (et comment sont-ils organisés, financés, etc.); quels sont les principaux faiseurs d'opinion/influenceurs; quels sont les principaux médias (traditionnels et sociaux); et quelles sont les principales tendances économiques. En compilant ces informations et en les analysant, les forces de gauche/progressistes seront mieux placées pour élaborer une stratégie de conquête du pouvoir plutôt que de rester bloquées dans la politique d'opposition et d'expression.

En suivant cette voie et en reconnaissant qu'il ne s'agit pas d'un processus de cycle électoral, nous pouvons nous rapprocher de la transformation de la «troisième Reconstruction» en une réalité concrète plutôt qu'en un rêve utopique.

---

Carl Davidson a milité dans la Nouvelle Gauche des années 1960. En 2012, il a fondé l'Université de gauche en ligne. Il réside aujourd'hui à Aliquippa, en Pennsylvanie.

Bill Fletcher Jr. est syndicaliste et militant de la solidarité internationale et un écrivain de fiction et de non-fiction.

Source : *New Politics*, vol. 20, n° 2,  
[https://newpol.org/issue\\_post/abolition-democracy-and-a-third-reconstruction/](https://newpol.org/issue_post/abolition-democracy-and-a-third-reconstruction/)



# Fascism or not fascism ?

Frieda Afary

Dans cet article, je voudrais résumer les points de vue de certains spécialistes du fascisme, mettre en évidence les caractéristiques qui font de Trump un fasciste, et tirer quelques conclusions pour résister au fascisme aux États-Unis aujourd'hui.

L'élection de Donald Trump pour un second mandat à la présidence des États-Unis est une catastrophe pour les États-Unis et le monde. Bien que certains, comme Paxton<sup>1</sup> et Stanley<sup>2</sup> aient qualifié Trump de fasciste, les médias grand public et la gauche n'ont pas suffisamment discuté de ce qu'est le fascisme, de ce qui fait de Trump un fasciste et de ce qu'il faut faire pour résister au fascisme aux États-Unis aujourd'hui.

## Qu'est-ce que le fascisme ?

Voici l'étymologie du mot telle qu'elle est décrite par l'*Encyclopedia Britannica* (2024):

Le mot fascisme vient du latin *fascis*, qui désigne un faisceau de tiges de bois comprenant généralement une lame de hache saillante. Dans la Rome antique, les licteurs (assistants des magistrats) tenaient le *fascis* comme symbole du pouvoir pénal de leur magistrat. Le premier fasciste européen, Benito Mussolini, a adopté ce symbole à la fois pour rappeler la grandeur de l'Empire romain et pour renforcer son autorité en tant que futur dictateur de l'Italie. Les régimes fascistes comme le sien exigeaient de leurs citoyen·nes qu'elles et ils soient aussi unis que les *fascis* étroitement liés.

Dans *Le fascisme en action*<sup>3</sup>, Robert Paxton affirme que le fascisme est une idéologie propre au 20<sup>e</sup> siècle et au-delà. C'est le produit de l'ère de la politique de masse et caractérise un type spécifique de réponse aux crises économiques, sociales et politiques. Le fascisme est un mouvement populaire contre le libéralisme, le socialisme et le marxisme. Ses exemples classiques sont l'Italie de Mussolini (1922-1943) et l'Allemagne nazie d'Hitler (1933-1945), des régimes qui ont provoqué des violences de masse, une guerre mondiale et la mort et l'extermination de millions de personnes. Aux États-Unis, affirme Paxton, le règne du Ku Klux Klan dans le Sud, du début du 20<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1960, doit être considéré comme une forme précoce de fascisme. Comme le note Isabel Wilkerson<sup>4</sup>, l'Allemagne nazie a également beaucoup appris du Ku Klux Klan et de Jim Crow<sup>5</sup>.

Le fascisme peut être défini comme une forme de comportement politique marqué par une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la communauté, l'humiliation ou le statut de victime et par des cultes compensatoires de l'unité, de l'énergie et de la pureté, dans lesquels un parti de masse composé de militants nationalistes engagés travaillant en collaboration difficile mais efficace avec les élites traditionnelles, abandonne les libertés démocratiques et poursuit avec une violence rédemptrice et sans restrictions éthiques ou juridiques,

1. Voir Elisabeth Zerofsky, « Is It Fascism? A Leading Historian Changes His Mind », *New York Times*, 23 octobre 2024.

2. Jason Stanley, *How Fascism Works: The Politics of Us and Them*, New York, Random House, 2020.

3. Robert O. Paxton, *Le fascisme en action*, Paris, Le Seuil, 2004.

4. Isabel Wilkerson, *Caste: The Origins of Our Discontent*. New York, Random House, 2023.

5. NdT. Ensemble des dispositions institutionnalisant la ségrégation raciale dans les États du Sud des États-Unis.

des objectifs de nettoyage interne et d'expansion externe<sup>6</sup>.

Selon Paxton, les caractéristiques spécifiques du fascisme sont les suivantes :

Adoration du leadership masculin et supériorité de l'instinct du leader sur la raison et la pensée.

Mépris total de la raison et de la pensée.

La croyance que son groupe est une victime.

Croyance en la supériorité de sa nation ou de sa race.

Besoin d'une communauté plus pure par la violence d'exclusion.

Promotion de la « purification interne » et de l'expansion externe [impériale] par le biais de guerres.

Justification de toute action contre des ennemi-es internes ou externes.

Droit déterminé uniquement par les prouesses d'un groupe dans une lutte darwinienne avec d'autres groupes.

Paxton souligne que la plupart des régimes fascistes utilisent un langage anticapitaliste. Toutefois, le fascisme remplace tout au plus le capitalisme de marché par le capitalisme monopolistique et le capitalisme d'État. Il remplace la lutte des classes par le productivisme, la « survie du plus apte » darwiniste et la « guerre de tous contre tous » hobbesienne.

Il met également en garde contre les analyses qui identifient le fascisme à un trouble mental. La plupart des fascistes sont des gens ordinaires et peuvent même être considérés par les membres de la société comme de « bonnes personnes ».

## Comment fonctionne le fascisme ?

Pour comprendre le fonctionnement du fascisme, Paxton estime qu'il faut faire la distinction entre le fascisme et l'autoritarisme. Alors que les dirigeants autoritaires veulent démobiliser le public et s'accrocher au statu quo, les fascistes veulent exciter le public par la rhétorique et le spectacle politique. Ils proposent « une nouvelle voie » avec un État à parti unique et des programmes économiques.

Selon lui, une distinction plus importante entre le fascisme et l'autoritarisme est que, alors que sous l'autoritarisme, les gens sont forcés de vivre dans une société non démocratique, sous le fascisme, la plupart des gens abandonnent volontairement les institutions démocratiques.

Paxton note également que le goût fasciste pour la guerre et l'exclusion peut prendre de nouvelles formes, pas toujours anti-juives mais aussi anti-musulmanes, avec de nouveaux symboles et de nouveaux ennemis internes tel-les que les immigré-es.

Il reconnaît les éléments clés suivants dans l'ascension fasciste au pouvoir :

- polarisation ;
- impasse ou blocage
- mobilisation de masse contre les ennemi-es de l'intérieur et de l'extérieur ;
- complicité des élites existantes qui choisissent de s'incliner devant les fascistes et de faciliter leur ascension.

Paxton souligne toutefois qu'en tant que forme de gouvernement, le fascisme est déstabilisant. Il est condamné à se détruire lui-même et à détruire de nombreux êtres humains par des guerres internes sans fin et des guerres d'expansion impériale.

Dans *Les origines du totalitarisme* (1951), Hannah Arendt désigne également l'impérialisme et les guerres internes de « purification » comme des éléments fondamentaux du fascisme. Elle analyse la manière dont le fascisme utilise l'expansion impérialiste, le racisme anti-noir et l'antisémitisme pour promouvoir ses objectifs.

Arendt affirme que les régimes fascistes s'appuient sur la fragmentation de leurs sociétés, l'atomisation de leurs populations et la colère de celles et ceux qui ont perdu leur ancien statut économique et social. Ils les soudoient de diverses manières et encouragent l'obéissance inconditionnelle au chef.

Paxton ne partage pas l'idée que la société allemande d'avant la Seconde Guerre mondiale était atomisée. Cependant, il reconnaît que la majeure partie de la population allemande « aryenne » a été soudoyée par le régime nazi et a gardé le silence sur les atrocités commises par les nazis parce qu'elle bénéficiait du régime. Les camps de concentration et l'holocauste des Juifs/Juives en particulier sont devenus une source de

6. Robert O. Paxton, *Le fascisme en action*, op. cit.

création et de promotion d'emplois pour de nombreuses et nombreux Allemands.

Dans *How Fascism Works: The Politics of Us and Them*, Jason Stanley explore les façons spécifiques dont le fascisme conditionne idéologiquement de larges segments de la population sous sa domination. Il se concentre sur les façons dont le fascisme tire parti de l'insatisfaction économique et sociale pour promouvoir la déshumanisation des segments de la population étiquetés comme «l'ennemi». Selon son étude, le fascisme opère de la manière suivante :

- il encourage l'emprisonnement, l'expulsion et l'extermination en masse de ces segments «ennemis» ;
- il crée un passé mythique et réécrit l'histoire pour promouvoir un nationalisme extrême ;
- il promeut la propagande ;
- il favorise l'anti-intellectualisme ;
- il nie la réalité en remplaçant le débat raisonné par le mensonge, la peur et la colère ;
- il promeut une hiérarchie fondée sur la domination «naturelle» d'un groupe et non sur la connaissance ;
- il promeut la «loi et l'ordre» en divisant la société entre les élus et les sans foi ni loi ;
- il s'oppose à toute remise en cause de la virilité patriarcale ; et promeut l'homme patriarcal comme protecteur des femmes ;
- il monte la population rurale contre la population urbaine par le biais d'une rhétorique anti-urbaine ;
- il fait la promotion de la nation élue en tant que «travailleurs acharnés», «créateurs», par opposition aux autres, «paresseux» et «parasites» ;
- il continue à «brandir la bannière du nationalisme devant la classe ouvrière afin d'acheminer le butin de l'État dans les mains des oligarques».

Toutes les caractéristiques que Stanley met en avant s'appliquent à Donald Trump. En fait, le livre de Stanley a été écrit en réponse à l'élection de Donald Trump en 2016. Examinons plus en détail les caractéristiques fascistes de Trump.

## Qu'est-ce qui fait de Trump un fasciste ?

Le programme Make America Great Again (MAGA) de Trump est axé sur la xénophobie, la déportation massive des immigrés sans papiers et l'assaut contre l'«ennemi intérieur», qu'il définit comme les libéraux, les socialistes, les marxistes ou tout·e dirigeant·e, juge, avocat·e, journaliste, activiste ou intellectuel·le qui s'oppose à lui et qui l'a défié.

Étant donné que 77 millions de citoyen·nes étasunien·nes ont voté pour Trump lors des élections de 2024, on peut affirmer qu'il a persuadé 77 millions de personnes d'abandonner volontairement les institutions démocratiques.

Trump présente également les caractéristiques suivantes, qui sont compatibles avec le manuel de jeu fasciste :

- il prétend que les Étasunien·nes sont des victimes ;
- il promeut un nationalisme théocratique extrémiste ;
- il promeut le culte du chef qui a « toujours raison » ;
- il promeut le capitalisme monopolistique au nom de la défense des «petits» ;
- il promeut le patriarcat et cherche à écraser tous les efforts en faveur de la fluidité des genres ;
- il encourage la désinformation, l'interdiction des livres et l'effacement de l'histoire ;
- il encourage les guerres économiques contre les pays amis et les menaces chauvines contre les autres.

Un aspect qui distingue Trump du fascisme classique est qu'il ne préconise pas un État-providence fort pour sa base MAGA. C'est pourquoi Robert Paxton a hésité à qualifier Trump de fasciste jusqu'à il y a quelques années. Après la tentative de coup d'État des suprémacistes blancs du 6 janvier 2021, cependant, Paxton a changé d'avis et a identifié Trump comme un fasciste. Dans cette tentative de coup d'État, il a vu un mouvement extrémiste violent « surgir d'en bas [...] et cela ressemble beaucoup aux fascismes d'origine. C'est la réalité<sup>7</sup> ».

---

7. Elisabeth Zerofsky, «Is It Fascism? A Leading Historian Changes His Mind», art. cité.

Bien que Trump n'offre pas d'État-providence à sa base, il pourrait utiliser l'incarcération de masse des immigré·es sans papiers et d'autres groupes «ennemis» comme moyen de générer des revenus grâce au travail d'esclaves dans les prisons. Il pourrait également suivre le modèle du *Convict Leasing System* du Sud des États-Unis après la Reconstruction, qui impliquerait l'arrestation de personnes appartenant à des groupes ciblés et leur transformation en esclaves loués pour le travail. (Dans les deux cas, les partisans du MAGA pourraient être employés comme gardiens de prison ou de camp de travail et comme agents de l'État policier).

Le système actuel d'incarcération de masse aux États-Unis compte environ 2 millions de personnes dans les prisons (Sentencing Project, 2024). Beaucoup de ces personnes incarcérées effectuent diverses formes de travail pour un salaire dérisoire. Toutefois, la plupart des prisons étasuniennes sont actuellement des entités à but non lucratif.

Le discours de Trump sur la «paix» et contre les guerres américaines à l'étranger va également à l'encontre de la réalité. Son soutien à la guerre impérialiste brutale de Vladimir Poutine contre l'Ukraine et à la guerre génocidaire de Benjamin Netanyahu contre les Palestinien·nes, ainsi que les menaces chauvines de Trump contre le gouvernement chinois, tout aussi chauvin, révèlent ses fortes ambitions militaristes. Les guerres tarifaires de Trump contre des nations amies telles que le Canada, le Mexique et les États européens devraient également être considérées comme des guerres aux conséquences extrêmement néfastes pour ces pays et pour le public étasunien.

## Comment résister efficacement au fascisme de Trump ?

Si l'on examine les caractéristiques du fascisme, telles qu'elles ont été définies par les différents chercheurs mentionnés ci-dessus, on peut affirmer que le fascisme exige un rejet massif de la raison et de la pensée critique et une adhésion massive à l'idéologie du darwinisme social et de la survie du plus fort. Il nécessite également la complicité de dirigeants qui ne croient peut-être pas au

fascisme, mais qui s'y plient et facilitent son développement.

Pendant sa campagne présidentielle, Kamala Harris a qualifié Trump de fasciste. Cependant, les dirigeant·es du Parti démocrate ne nous donnent aucune indication sur la manière de lutter contre le fascisme. Nombre de ses dirigeant·es parlent maintenant de trouver un «terrain d'entente» avec l'administration Trump et de lui souhaiter bonne chance. Quelques-uns demandent même à Biden de gracier Trump<sup>8</sup>. Dans la mesure où elles et ils parlent d'une quelconque «résistance», il s'agit de s'appuyer sur le Congrès américain à un moment où les démocrates n'ont pas la majorité à la Chambre des représentant·es, perdront leur majorité au Sénat à partir de 2025, et font face à une Cour suprême à majorité d'extrême droite qui a déjà accordé l'immunité absolue à Trump.

Lorsque le fascisme soutenu par des milliardaires de la Big Tech comme Elon Musk l'emporte électoralement, la plupart des démocrates semblent prêt·es à jouer le jeu. Le discours des démocrates sur le «terrain d'entente», ainsi que le rejet par le procureur spécial du ministère de la justice, Jack Smith, des poursuites pénales contre Trump pour son rôle dans la violente tentative de coup d'État de la suprématie blanche du 6 janvier 2021, sont en effet des exemples du type de complicité contre laquelle l'historien Robert Paxton nous a mis en garde.

Cette complicité peut nous faire oublier certains faits concernant l'élection de 2024. Trump n'a pas gagné à l'arraché. L'opinion publique américaine est toujours divisée en deux. Trump a obtenu 77,3 millions de voix contre 75 millions pour Harris. Cela équivaut à une part de 49,8 % du vote populaire pour Trump contre 48,3 % pour Harris. Il n'y a que 1,5 point de pourcentage d'écart entre les deux (CNN, 2024).

Dans le même temps, lors des dernières élections, Trump a obtenu 47 % des voix des hommes latinos, 24 % des voix des hommes noirs et 53 % des voix des femmes blanches.

Les principaux thèmes sur lesquels la campagne de Trump s'est appuyée pour gagner des voix sont les suivants :

8. Micah Sifry, «Fake Fighting Fascism», *The Connector*, 26 novembre, 2024 ; Jamelle Bouie, «Don't Surrender and Call It Compromise», *New York Times*, 22 décembre 2024.



- la misogynie/misogynoir et l'instrumentalisation des débats sur le genre.
- la haine anti-immigré-es et l'idée que les immigré-es sans papiers sont des « criminels » et des « parasites » ;
- l'idée que l'exploitation capitaliste nue est la voie de la croissance économique pour la classe ouvrière et la classe moyenne. L'affirmation selon laquelle Trump apporterait la « paix » pour mettre fin aux guerres en Ukraine et au Moyen-Orient.

Un mouvement de résistance sérieux contre le fascisme doit réfléchir à ces faits. Il doit travailler de manière réfléchie et agir stratégiquement pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible afin de discuter de ces mêmes questions et de proposer des explications et des alternatives convaincantes, basées sur des faits, afin de changer les esprits et les cœurs.

Pour résister efficacement au fascisme, nous avons besoin à la fois de manifestations de masse dans les rues et d'idées, de langage et d'explications qui nous aident à combattre la désinformation, le conditionnement idéologique et la haine. Nous devons offrir la vision d'une alternative humaniste au

capitalisme, au racisme, au sexisme et à l'homophobie.

Après l'élection du 5 novembre, une coalition d'organisations progressistes nationales telles que Indivisible, Public Citizen, Move On et le Working Families Party a appelé les citoyen·nes de tout le pays à se manifester et à organiser une série de réunions publiques, en personne ou virtuelles, pour discuter de la formation d'un mouvement de résistance. Ce réseau, qui s'est baptisé « Worth Fighting For », prendra fin avant l'investiture de M. Trump, le 2 janvier. À l'heure actuelle, la plupart des organisations progressistes travaillent au niveau local et au niveau des États. Aucune organisation ou réseau d'organisations ne prend la responsabilité de construire un mouvement de résistance au fascisme à l'échelle nationale. Malheureusement, un ensemble de petites organisations, de groupes de défense des droits des immigré-es et de groupes communautaires sans coordination ni financement à l'échelle nationale ne suffira tout simplement pas à résister au fascisme.

L'administration Trump, cependant, est prête à lancer son assaut contre les immigrant·es, à fermer les médias d'opposition et à poursuivre les dirigeant·es démocratiques, les avocat·es, les juges, les journalistes, les intellectuel·les et les militant·es qui se sont opposés·e à Trump et à son mouvement MAGA.

---

Frieda Afary est une irano-américaine, traductrice et auteure de *Socialist Feminism: A New Approach* (Pluto Press, 2022). Elle publie *Iranian Progressives in Translation* (<https://iranianprogressives.org/>) et *Socialistfeminism.org*. Elle est membre du comité éditorial de *New Politics*.

Cet article a été publié dans le numéro d'hiver 2025 de *New Politics*.

# La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme

Taki Manolakos

23

Donald Trump a obtenu un nouveau mandat avec 312 votes du collège électoral contre 226 pour Harris. L'élection s'est jouée dans une poignée d'États dits «pivots». Trump a remporté la Pennsylvanie en recueillant 50,5 % des voix !

Le Parti républicain détient 53 des 100 sièges au Sénat, et en a gagné quatre lors de cette élection. Le Sénat est important, car il a le pouvoir constitutionnel de nommer les juges fédéraux, y compris les juges de la Cour suprême, et la direction militaire. L'une des poursuites en justice contre Trump dans l'État de Floride a été jugée en sa faveur par un juge qu'il avait nommé. De fait, maintenant qu'il a remporté un second mandat, les autres poursuites seront très probablement rejetées, bien qu'il ait perdu un procès en diffamation. Parmi les autres poursuites, on note une accusation de subversion électorale dans l'État de Géorgie.

La chambre basse du parlement des États-Unis, la Chambre des représentants, sera contrôlée par le Parti républicain avec une majorité absolue de 219 sièges sur 435. Cette Chambre a le pouvoir de déposer des projets de loi et de mettre en accusation des fonctionnaires au fédéral.

## Le paradoxe des initiatives électorales

Dans les États et les villes, de nombreuses initiatives électorales dignes d'intérêt ont été organisées lors de cette élection. Une initiative électorale est une procédure par laquelle un nombre déterminé de l'électorat peut proposer une loi, un amendement constitutionnel ou une ordonnance et imposer un vote populaire sur son adoption. Ces initiatives sont assez courantes aux États-Unis et constituent une méthode populaire de

contourner les législatures en passant par la voie de la démocratie directe.

Dans le climat politique actuel, une initiative électorale importante concernant le droit à l'avortement a été soumise à l'électorat. La Cour suprême des États-Unis a annulé le droit national à l'avortement en 2022, mais a décidé que les États seraient libres de faire adopter des mesures à cet égard. Des amendements constitutionnels visant à protéger ou à étendre le droit à l'avortement ont été adoptés dans sept des dix États où ils figuraient sur le bulletin de vote. Il est intéressant de noter que les États qui élisent régulièrement des législatures de droite ont choisi de soutenir des initiatives électorales, inscrivant le droit à l'avortement dans leur constitution (le Kansas est un exemple notable de 2022).

D'un autre côté, en Californie, une population censée être progressiste a rejeté une initiative de vote qui aurait interdit la servitude involontaire à titre de punition pour un crime. Là où j'habite, dans le Missouri, les initiatives allaient de l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution de l'État à l'augmentation du salaire minimum et au droit pour les travailleuses et travailleurs de bénéficier d'un congé de maladie rémunéré. Ces deux initiatives ont été approuvées et adoptées. Les résultats du vote sur les initiatives électorales illustrent le fait que la société américaine continue d'être traversée par d'intenses contradictions.

## Les campagnes des partis

La question essentielle à laquelle la classe dirigeante américaine est confrontée aujourd'hui est de savoir ce qui remplacera le néolibéralisme, qui s'est maintenant effondré de manière décisive. Trump a effectivement proposé le néofascisme comme solution. Toute sa campagne a été guidée par une

profonde animosité à l'égard des populations migrantes. Pour ne citer qu'un exemple, lors du débat présidentiel, Trump a accusé la population d'origine haïtienne de Springfield (Ohio) de voler les chiens de compagnie de la population blanche et de les manger. Il n'a cessé d'accuser l'immigration d'être responsable d'une vague de criminalité nationale. La propagande de diabolisation des personnes migrantes a été intense tout au long de la campagne.

Trump a également promis d'imposer des droits de douane et d'utiliser cette source d'argent pour financer le gouvernement fédéral, ce qui a été fait pour la dernière fois au 19<sup>e</sup> siècle, à l'époque de l'industrialisation. Il semble croire que les droits de douane permettront d'inverser le déclin du secteur manufacturier dans le pays. Plus important encore, il a promis d'utiliser l'appareil d'État pour éliminer l'«ennemi intérieur», c'est-à-dire toute son opposition politique, qu'il s'agisse de personnalités politiques de premier plan comme Nancy Pelosi ou de groupes situés à la gauche des démocrates.

Les démocrates n'ont pas apporté beaucoup de réponses à la question fondamentale de ce qui devrait remplacer le néolibéralisme. Sur le plan politique, ils ont tenté de dépeindre Trump comme une menace pour la démocratie, tout en hésitant à le qualifier de fasciste. Harris a proposé ce qu'elle a appelé une économie de l'opportunité, où chacun aurait la possibilité de devenir un.e capitaliste prospère, mais les détails n'étaient pas très clairs.

D'autre part, Harris a défendu les sionistes jusqu'au bout, se présentant comme une alliée solide d'Israël. Elle s'est ainsi aliéner une grande partie de l'électorat, car les sondages montrent depuis des mois que la population des États-Unis compatit au sort du peuple palestinien et souhaite que le génocide cesse. Une majorité de l'électorat d'Harris (77 %) et de Trump (51 %) déclarent qu'il est très important ou assez important que les États-Unis exigent un cessez-le-feu immédiat au Liban et à Gaza. Comme l'ont montré les mouvements de protestation sur les campus universitaires appelant à un cessez-le-feu à Gaza, 66 % des 18-29 ans ont déclaré qu'il était très important [d'exiger un cessez-le-feu immédiat].

Dans l'État crucial du Michigan, un des quelques États susceptibles de faire pencher la balance de l'élection et qui compte des dizaines de milliers de l'électorat arabo-américains, Bill Clinton a fait campagne pour Harris en prononçant un discours contenant des remarques racistes anti-arabes. Le Michigan est traditionnellement un bastion démocrate, avec une importante classe ouvrière industrielle (la ville de Detroit se trouve au Michigan), mais la désindustrialisation a changé la dynamique politique. Le résultat était prévisible, avec des marges aussi faibles; Harris a obtenu 48,3 % et Trump, 49,7 %. Une grande partie de la communauté arabo-américaine du Michigan a voté pour le Parti vert.

Dernier élément, Harris a défendu le droit de l'armée américaine de se lancer dans des aventures impériales en fonction des «intérêts de sécurité nationale». Dans le discours qu'elle a prononcé lors de la convention nationale du Parti démocrate à Chicago au cours de l'été, elle a fait l'éloge de la «létalité» de l'armée américaine. Dans les derniers jours de la course, elle s'est concentrée sur le recrutement de républicains anti-Trump en faisant appel à leur patriotisme. Or, cette orientation stratégique générale a échoué de manière spectaculaire.

## Les autres partis

En dehors des partis démocrate et républicain, un écosystème alternatif dynamique existe, mais continue d'échouer à faire avancer la conversation au-delà du mode binaire défini par le duopole politique. Malheureusement, la loi électorale rend très difficile l'accès des partis politiques alternatifs au scrutin. En outre, les médias capitalistes ignorent ces options alternatives et, par conséquent, la grande majorité de l'électorat ne sait tout simplement pas qu'elles existent.

Les partis alternatifs ne sont pas autorisés à participer aux débats présidentiels. Lorsque des partis alternatifs sont évoqués dans les médias, ils sont généralement ridiculisés. Malgré ces difficultés considérables, trois partis alternatifs ont participé à l'élection. Jill Stein, du Parti vert, est arrivée en tête de ceux-ci, suivie de Claudia de La Cruz, du Parti pour le socialisme et la libération (PSL), et du professeur indépendant Cornel West.

Ces partis alternatifs ont, unanimement et sans ambiguïté, condamné le génocide



sioniste en Palestine, ont adopté une politique progressiste en matière de changement climatique et se sont généralement raliés à des politiques de bon sens qui auraient amélioré la condition de la classe ouvrière. Néanmoins, ces partis n'ont récolté qu'un faible pourcentage du total des voix exprimées (moins de 5 %).

### **Le sens à donner aux résultats**

Quelle signification donner à ces résultats électoraux? Pour comprendre la tournure qu'ont pris les élections et la réapparition du phénomène Trump, il faut savoir que la classe ouvrière a globalement abandonné le Parti démocrate. L'alliance traditionnelle entre les syndicats et les démocrates remonte à la Grande Dépression et aux réformes du président Franklin D. Roosevelt, qui a adopté une législation consacrant le droit des syndicats à exister et leur conférant un ensemble de droits à faire valoir face à l'ensemble de la classe capitaliste. Tout un

dispositif institutionnel a été créé pour régir les relations entre le capital et le travail en faisant en sorte que soit favorisé ce dernier, qui a pris la forme du National Labor Review Board (NLRB).

Depuis lors, les syndicats ont servilement obéi aux diktats du parti, et cet arrangement politique s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui. Même des syndicats relativement progressistes comme le United Electrical Workers (UE) et l'International Longshore and Warehouse Workers (ILWU) ont soutenu Harris. Cette période de «compromis de classe» n'a cependant duré qu'un temps.

Le néolibéralisme a fait se déplacer le centre d'inertie du pouvoir vers la classe capitaliste. Par exemple, le taux de syndicalisation s'est considérablement érodé depuis le début du néolibéralisme. La proportion de travailleur·euses syndiqué·es a chuté depuis 1983 qui présentait un taux de syndicalisation de 20,1%. En 2023, il est seulement de 10%. Cette évolution fait partie intégrante



du projet néolibéral, qui a conduit à la «flexibilisation» du travail et à la précarité.

Une grande partie de la classe ouvrière cumule aujourd'hui plusieurs emplois, ne bénéficie pas d'avantages tels qu'un programme de retraite et ne peut pas se procurer les produits de première nécessité. Le coût du logement est devenu une question politique nationale, de nombreux travailleur-euses consacrant jusqu'à 50 % de leurs revenus au logement dans les grandes villes. Avoir des enfants est devenu trop cher et un luxe. J'ai documenté en détail les conditions de la classe ouvrière américaine sous l'administration Biden dans un article pour le magazine *Dollars and Sense*. Nombre de travailleur-euses, se rendant compte que les démocrates sont les principaux architectes de l'ordre néolibéral, ont donc décidé de soutenir les républicains. Le fait que Trump se considère comme un politicien antisystème n'est pas étranger à pareille décision.

La crise financière de 2008 et la pandémie de Covid ont conduit l'ordre néolibéral vers un déclin terminal. Des mouvements sociaux comme Occupy Wall Street et Black

Lives Matter ont accéléré ce déclin. Occupy Wall Street a notamment engendré une augmentation objective de la conscience de classe et une redécouverte du vocabulaire et de la pratique de la lutte des classes. En revanche, l'utilité du mouvement Black Lives Matter réside dans l'éducation et la sensibilisation des jeunes de la population blanche au racisme institutionnalisé et à la terreur policière en Amérique, ce qui n'était pas le cas lors du mouvement pour les droits civiques des années 1960.

L'ensemble du phénomène Trump est donc une réponse à cette situation difficile - le fascisme est toujours prêt, sous le capitalisme, à s'affirmer pour reproduire l'ordre capitaliste chaque fois que cela devient nécessaire. Mais nous devons attendre de voir jusqu'où Trump peut pousser son programme politique néofasciste.

Il ne fait guère de doute qu'il graciera ses ami-es et alli-es politiques au cours des cent premiers jours de son administration. Il ne fait guère de doute non plus qu'il rassemblera et expulsera des milliers d'immigré-es. Vous entendrez bientôt parler d'arrestations d'activistes et d'intellectuel-les, dans un climat de résurgence des tendances maccarthystes aux États-Unis. Reste à savoir jusqu'où tout cela ira. Sa capacité de mettre en œuvre un programme néofasciste dépendra de l'éventualité d'une mobilisation et d'une résistance de masse organisées. Ce n'est que si un nouveau sens commun révolutionnaire américain est construit et poussé jusqu'à sa conclusion logique par les masses que la menace sera vaincue.



---

Taki Manolakos est économiste et organisateur communautaire à Kansas City (Missouri). Il est membre de l'India Civil Watch International.

Source : *Le Journal des alternatives* (Québec). Traduction Johan Wallengren. Merci à Ronald Cameron du *Journal des alternatives* de son autorisation.

# Naissance du post-fascisme dans la Hongrie de Orbán

Gaspar Miklos Tamás

Propos recueillis par Dave Erik de la Reguera

---

27

*C'est un sentiment étrange que de visiter Budapest ces jours-ci. Tout semble si calme, avec tous les touristes qui se promènent joyeusement dans le centre historique - alors que le gouvernement construit des clôtures contre les réfugiés aux frontières. Es-tu d'accord avec le sociologue Zygmunt Bauman lorsqu'il écrit que nous avons deux classes dans le monde d'aujourd'hui, ceux qui peuvent voyager librement et selon leur propre volonté, et ceux qui ne le peuvent pas, mais qui sont forcés de le faire - les « touristes » et les « vagabonds », comme il les appelle ?*

Absolument. Pendant que cette tragédie se déroule, les touristes occidentaux se promènent, tous les cafés sont pleins, la musique joue... Comme je l'ai écrit dans un article récent, la même chose s'est produite en 1944. Quelque 600 Juifs venaient d'être emmenés à Auschwitz et dans les journaux de l'époque, tu pouvais lire des articles sur les premières des opérettes, les comédies musicales dans les cinémas et le championnat de football qui était en cours. Tout le monde s'amusait - alors que les marches de la mort traversaient la ville. Les gens prenaient leur journal, ouvraient les pages sportives et tout le monde s'en fichait. C'est la même chose aujourd'hui. Tout le monde s'en fiche.

Bien sûr, quand la gare de Keleti a été occupée, c'était désagréable, parce que les gens ne pouvaient pas voyager... Mais maintenant, tout est rentré dans l'ordre. Les trains circulent à nouveau jusqu'à Vienne. M. Orbán a gagné.

*Penses-tu vraiment que M. Orbán a gagné ?*

Oui. Son point de vue est silencieusement accepté, même par les puissances d'Europe occidentale. Après tout, les clôtures sont

partout et les flux de migrants sont stoppés. Et il n'a jamais été aussi populaire qu'aujourd'hui. Je viens de lire un sondage d'opinion hier : 88 % des lecteurs du journal français Le Figaro soutenaient la Hongrie quand elle construit des clôtures à ses frontières. Ok, je sais que c'est un journal conservateur, mais quand même...

*Penses-tu que Viktor Orbán défie consciemment le statu quo libéral en Europe ?*

Il pisse sur le statu quo libéral. Il vient d'annoncer ce matin que le libéralisme est suicidaire, que c'est un grand ennemi de l'Europe et qu'il faut l'arrêter. Dans un discours publié il y a deux jours, il a proposé la grande solution pour la jeunesse hongroise : « Le nationalisme de tous les jours » - 24 heures sur 24.

*Dans les écoles, en particulier ?*

Partout dans la vie. Il doit imprégner nos vies. Et c'est le cas !

Le nationalisme, en tant qu'idéologie, n'est pas nouveau en Hongrie, bien sûr. Il existe depuis au moins la fin du 19<sup>e</sup> siècle... Mais c'est bien pire. Le nationalisme hongrois de la fin du 19<sup>e</sup> siècle était un nationalisme civil qui visait à l'assimilation des étrangers. L'ancienne Hongrie était ethniquement très mélangée et seulement 45 % environ de la population était composée de Hongrois de souche. La majorité d'entre eux étaient assimilés et la plupart étaient bien accueillis s'ils se déclaraient patriotes hongrois. C'était le nationalisme à l'ancienne, le nationalisme civil, le roi et la patrie, l'Église, l'État, l'armée, ce genre de choses. Aujourd'hui, ce n'est plus ça, c'est de l'ethnisme où seule la pureté ethnique et raciale, la majorité blanche, aryenne, hétérosexuelle et

masculine forme la nation. C'est donc beaucoup plus méchant.

*Tu as écrit sur ce que tu appelles le « post-fascisme ». Penses-tu toujours que ce concept soit utile pour comprendre ce que nous voyons en Europe aujourd'hui ?*

J'ai eu raison, malheureusement. Alors oui, ce que nous avons [en Hongrie], c'est le post-fascisme. Il a tous les atouts démocratiques, il n'y a pas besoin d'une dictature formelle. Nous avons un monde médiatique minoritaire, où les gens comme moi peuvent parler sans conséquence pour eux - parce que cela ne touche pas plus de 5 à 10 % de la population. La plupart des habitants de Budapest ne savent même pas que la gauche existe. Je suis connu en raison de mon rôle politique au cours des cinquante-cinq dernières années, mais ma notoriété, je ne la dois qu'à mon passé. Les gens savent vaguement que je suis contre tout cela, alors on m'arrête aux arrêts de bus et aux gares pour me demander ce que je pense. Ils ne lisent pas mes articles et n'entendent pas mes interviews à la radio alors la plupart des gens me parlent comme si mon point de vue était inconnu.

*Parlons de la gauche. Le mouvement ouvrier a souvent été en conflit avec le nationalisme et ses idées.*

Oui, cela a toujours été le plus grand problème du mouvement ouvrier. Il suffit de penser à août 1914. Le plus grand ennemi de la gauche et du socialisme a toujours été le nationalisme. Et le racisme, l'ethnicisme, le sexisme, toutes les différenciations qui tentent de supplanter et de cacher le conflit de classe. Ce n'est pas nouveau. [...]

*Mais cette nouvelle vague de nationalisme que nous observons en Europe et dans d'autres parties du monde est plutôt forte. Quelles en sont les raisons et qu'est-ce qui pourrait l'arrêter ?*

Depuis 1989, l'effondrement de la gauche et la marche de la social-démocratie vers la droite, il n'y a pas de véritable force que l'on puisse qualifier d'internationaliste et qui adopterait l'égalité des classes, une société sans classe, comme une idée. Cette idée n'existe plus. Mais il faudra la reconstruire.

Parce que tu vois, la révolution de la bourgeoisie a commencé en 1642 avec la révolution anglaise et toutes les revendications des Lumières, les libertés civiles sont encore un projet inachevé. Les Lumières sont encore inachevées, sans parler du socialisme. Nous n'en sommes qu'au début de cette histoire. Je n'en verrai pas la fin et toi non plus, bien que tu sois beaucoup plus jeune que moi. Mais évidemment, je pense que le moment est venu d'entonner ces principes

- Si nous pensons vraiment que les humains sont égaux, nous devons lutter contre toutes sortes de discriminations et d'inégalités qu'il s'agisse de la classe, de la race, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la religion, de la profession, de l'âge... La meilleure façon de le faire est de comprendre que les États-nations, les pratiques politiques qui reposent sur le pouvoir de l'élite économique et des minorités dominantes, blanches pour la plupart, devront être changés pour parvenir à la liberté et à l'égalité.

C'est une vieille tâche, mais elle n'a pas changé, car nous voyons maintenant les résultats de ce que même les États dits libéraux peuvent réaliser. La crise des réfugiés te montre que même les États-nations libéraux qui coopèrent sont absolument incapables de résoudre une situation comme celle-ci. La Hongrie, elle, ne veut pas. Cette indifférence inhumaine à l'égard de populations considérées comme arbitrairement étrangères et « barbares » n'a aucune conséquence, car leur valeur humaine n'est pas considérée comme égale à la nôtre.

Dans les médias d'Europe de l'Est, cela est dit absolument ouvertement. Bien sûr, il y a des différences entre les pays, certains sont plus tolérants et d'autres moins, mais les problèmes sont similaires.

*Sommes-nous en train d'assister à ce que l'on pourrait appeler une normalisation du nationalisme dans les médias de certains pays européens ?*

Cela s'est produit à de nombreuses reprises. Cela s'est produit avant la guerre. Et je me souviens encore de la presse «jaune» allemande des années 1970, qui tonnait contre les travailleurs invités. Moi-même, je suis d'une minorité hongroise qui a grandi en Transylvanie en Roumanie, où je faisais

partie du groupe cible du chauvinisme de Ceaucescu.

Alors je veux dire, qu'est-ce qu'il y a de nouveau!!! Ça ne me paraît pas spécialement original. Intellectuellement, c'est ennuyeux. Moralement, c'est intolérable. Mais ce n'est pas nouveau. Bien sûr, après 1989, avec la chute du mur puis la disparition de l'Union soviétique, les gens espéraient que les choses iraient mieux. Mais c'était une illusion. Il y a eu quelques améliorations, bien sûr, mais elles sont limitées.

*Tu es toi-même un peu désabusé, si j'ai bien compris.*

Eh bien, c'est très peu dire. Je suis... amer. [rires]. J'ai eu la trajectoire habituelle des dissidents, de gauche à droite. Mais dans mon cas, je suis revenu à gauche, donc ma vie est comme un boomerang - de gauche à droite et inversement. [rires]

Écoute, il y a deux cas - la Grèce et la crise des migrants - qui te montrent tous les deux qu'il n'y a pas d'égalité entre les nations. La brutalité avec laquelle la politique de Syriza a été réprimée par l'Union européenne et celle de nombreux pays européens (pas tous) vis-à-vis des réfugiés te montrent très bien la situation: le pouvoir est géographiquement situé dans les pays riches.

Et même les pays les plus pauvres comme la Hongrie peuvent montrer où réside le vrai pouvoir: dans les forces armées. Ce sont les armes, ce sont les matraques, ce sont les bâtons, ce sont les gaz lacrymogènes, ce sont les canons à eau. L'État a toujours le pouvoir de contraindre les personnes récalcitrantes, en particulier les non-citoyens, tandis que les traités internationaux et les droits de l'homme sont jetés par la fenêtre en 24 heures, sans la moindre protestation de la part de la population. Rien. La Hongrie est silencieuse.

*Pourquoi?*

Parce que les gens n'en ont rien à foutre. Voilà pourquoi. Parce qu'ils ont toujours pensé que les droits de l'homme étaient une imposture, un mensonge et une arme entre les mains de, tu sais, les populations «de couleur». Gitans ou migrants, c'est la même chose pour eux. Et bien sûr, c'est une cabale internationale aux mains de la juiverie internationale... «C'est les Juifs»... Encore une



fois, quoi de neuf? «Le libéralisme est juif», «les droits de l'homme sont juifs», «le socialisme est juif»... c'est ce qu'ils disent.

*Parle-moi de cet antisémitisme hongrois.*

Mon Dieu, c'est la chose la plus importante! Idéologiquement, il définit les choses. C'est le modèle, le fondement intellectuel. L'antisémitisme est la structure, et on peut l'appliquer aux Arabes ou aux musulmans, sans le moindre tremblement.

*Mais plus précisément, peux-tu parler de l'idéologie du parti au pouvoir, le Fidesz? Comment définirais-tu l'idéologie d'Orban?*

Le parti de Viktor Orbán est qualifié de populiste dans la presse occidentale. Ce n'est pas du tout le cas. C'est un parti élitiste, un parti de l'appareil d'État. Il n'a pas d'adhérents et ne mobilise pas la population comme le font les partis populistes. C'est un parti d'administrateurs, et d'une manière très moderne, il convainc ses partisans par le biais des médias, qui sont gérés de manière très experte par le gouvernement. C'est un parti de droite traditionnel, avec une politique économique néolibérale antisociale; nous avons un impôt à taux unique et il n'y a pas d'allocations de chômage en Hongrie; zéro!

Il a réussi à le faire parce que le problème social est présenté comme un problème ethnique. Les pauvres, ce sont les Roms - ce

qui n'est pas vrai, parmi les 3 à 4 millions de personnes qui font partie de la partie la plus pauvre de la population, environ 10 % sont des Roms. Les autres ne le sont pas.

Mais c'est pourtant ainsi qu'il est présenté. La plupart des critiques sont centrées sur les questions de lutte contre la discrimination et les droits de l'homme et met également l'accent sur l'aspect ethnique. Le problème social en tant que tel n'est donc pas du tout abordé par l'opinion publique.

C'est pourquoi l'État est très fort. Il n'y a pas beaucoup de dépenses sociales. L'état policier est renforcé et tout cela est motivé par une xénophobie universelle. Tu sais, «nos voisins de l'Est et du Sud sont nos ennemis, parce qu'ils nous ont pris nos territoires» et «les Occidentaux sont des ennemis étrangers parce qu'ils veulent nous imposer leur idéologie libérale pourrie et satanique et veulent que nous soyons gays», et tu sais, «le métissage de la race hongroise», tout comme dans les bonnes vieilles années 1930.

Nous avons une Constitution très autoritaire et un contrôle très serré de l'administration publique sur tous les domaines de la vie culturelle. Il n'y a pas d'autonomie des universités, etc. Il y a cette politique de panique morale, qui implique que nous soyons attaqués par les États-Unis, par les communistes, par les Juifs, par les Arabes, par les Roumains, par les Serbes. Tout le monde est contre nous, une position xénophobe classique. Et elle a beaucoup de succès.

*Si tu compares Orbán et le Fidesz (parti fondé par Orbán) à l'extrême droite du Jobbik (parti de droite) quelles sont les principales différences ?*

Eh bien, de nos jours, il s'agit surtout de différences générationnelles. Et il y a quelques différences sociales, par exemple la vieille classe moyenne catholique ne votera pas pour Jobbik. Mais les jeunes le font. Le Jobbik est très populaire dans les universités. Et la propagande officielle dit que le Jobbik est «le parti des pauvres qui ont peur des Roms» - ce qui est absolument faux. Les électeurs du Jobbik sont plus riches et mieux éduqués que les électeurs de n'importe quel autre parti. C'est un bon vieux parti fasciste bourgeois.

*En Suède, le mouvement ouvrier mène d'intenses discussions sur la manière de gérer la popularité croissante des Démocrates de Suède (parti d'extrême droite suédois). Qu'en est-il des syndicats ici en Hongrie ? Que disent-ils ?*

Ils n'existent pas. Ou seulement de façon symbolique. Il n'y a environ que 30 000 personnes qui sont membres actifs d'un syndicat, principalement dans le secteur public.

*Et certains d'entre eux sont alliés au Fidesz ?*

Certains d'entre eux. Mais de toute façon, ils n'ont pas de membres à proprement parlé. Ils jouent un certain rôle politique, mais aucun rôle dans l'entreprise ou l'usine. Il n'y a pas de grèves en Hongrie, pas de manifestations de travailleurs. De plus, dans le nouveau Code du travail, la grève est pratiquement interdite.

*Est-ce dû à l'histoire, à l'héritage des années communistes ?*

Non, d'autres pays d'Europe de l'Est ont des syndicats puissants. C'est tout à fait spécifique à la Hongrie.

*Alors pourquoi en est-il ainsi en Hongrie ?*

Pour de nombreuses raisons. L'une des raisons est que la libéralisation de l'économie a commencé au début des années 1980 au moment où le système s'est effondré, les forces de l'ancien régime étaient mortes. Ainsi, au cours de la première décennie qui a suivi 1989, le gouvernement était tellement libéral que le capitalisme ici était presque comme une religion.

Il y avait un fort sentiment contre l'État, contre les syndicats et la redistribution comme arme de renforcement de l'État. Le Tea Party n'est qu'une pâle ombre du libéralisme est-européen qui est beaucoup plus individualiste et libertaire.

Le problème des gouvernements de droite, où qu'ils soient, est de savoir comment créer une unité nationale lorsque l'intérêt de la majorité va à l'encontre de leur politique.

Bien que l'ethnicisme autoritaire du parti Fidesz ait été une réaction à cette situation des années 1980, certains des résultats de ces années sont restés. L'épuisement et l'affaiblissement de la société civile en général.

Nous n'avons donc pas de syndicats à proprement parler mais d'un autre côté la Hongrie est une société moderne et laïque où les églises sont également très faibles.

Le capitalisme a deux types d'ennemis : de gauche, le mouvement ouvrier et de droite, l'alliance du trône et de l'autel. Et nous n'avons ni l'un ni l'autre. J'ai écrit un essai intitulé «Le capitalisme pur et simple». Le capitalisme est-européen est le plus pur, il n'a pas de concurrents, ni du passé ni de l'avenir, ni de gauche ni de droite. Il n'y a donc aucun contre-pouvoir d'aucune sorte.

Un libéral dirait qu'Orbán et son régime devraient être un problème pour un capitaliste avec son État fort et son idéologie nationaliste. Mais ce n'est pas le cas ! Ce sont des capitalistes modèles. Regarde, M. Orbán est plusieurs fois milliardaire, il est à la tête d'un vaste empire dirigé par les membres de sa famille et ses larbins, dans la construction, l'agro-industrie, l'exploitation minière... Il a tout un comté qui lui appartient, à lui et à sa famille. En réalité, il est donc très favorable au capitalisme. Les grandes entreprises occidentales jouissent ici de faveurs fantastiques. Malgré toute la propagande, Mercedes est la bienvenue, BMW est la bienvenue, tous les investisseurs sont les bienvenus et ils ne paient pratiquement pas d'impôts.

En même temps, Orbán «nationalise» le secteur de l'énergie, ce qui signifie qu'il devient une partie de son empire oligarchique parce qu'il est impossible de faire la différence entre l'État et les oligarques. L'État a été détourné. Ce que nous avons ce n'est pas une nationalisation, mais une privatisation limitée de l'État qui appartient désormais à des groupes d'intérêts informels et qui est géré selon les principes de la gestion autoritaire. Le gouvernement d'aujourd'hui ressemble plus à la gestion d'une entreprise qu'à quoi que ce soit d'autre.

Pourquoi Orbán est-il toléré et pourquoi Tsipras ne l'était-il pas ? Parce que la Hongrie paie ses dettes et respecte les règles. À l'exception de la terre, bien sûr - ils ne permettront pas aux étrangers d'acheter des terres, parce que cela appartient au peuple du parti. Pourquoi ? À cause des subventions de l'Union européenne qui vont avec. Ils vivent de l'Union européenne, alors qu'en même temps, ils parlent contre elle sur le plan politique.

Si nous revenons aux syndicats : quel rôle penses-tu que les syndicats pourraient jouer dans un pays comme la Suède, s'ils veulent éviter que ce genre de parti n'arrive au pouvoir ? Ils doivent être plus militants, plus combatifs et plus attentifs aux dangers. Il n'y a jamais eu de racisme et de chauvinisme favorables à la classe ouvrière. Nulle part et jamais. L'extrême droite peut donc vociférer qu'elle représente «les gens ordinaires, l'homme du commun, blablabla» - mais c'est aussi ce que disait Hitler. Et était-ce favorable à la classe ouvrière allemande ? Bien sûr, Hitler a mis fin au chômage. Mais au prix du déclenchement de la guerre.

Le problème des gouvernements de droite, où qu'ils soient, est de savoir comment créer une unité nationale lorsque l'intérêt de la majorité est contraire à leur politique. Comment convaincre la majorité de voter contre ses propres intérêts ? Et ce problème est toujours résolu par des versions de nationalisme et de racisme.

Dans le passé, des politiques impériales, comme en Grande-Bretagne, ont été sauvées d'une révolution ouvrière en exportant le surplus de population en Australie, en Amérique, au Canada, en Nouvelle-Zélande, dans les armées impériales en Afrique... afin que la modernisation et la mécanisation puissent avoir lieu.

Pour cela, tu as besoin d'une idéologie très forte et d'une forte peur de l'étranger parmi les pauvres, afin de cimenter l'unité nationale et l'identité nationale. L'intérêt de classe va donc bien sûr à l'encontre de tout cela. Et oui, ce serait dans l'intérêt de la classe



ouvrière, bien sûr, s'il y avait une gauche assez forte pour imposer la politique mondiale.

*Tu as parlé de la nécessité d'une nouvelle citoyenneté universelle. Que veux-tu dire par là ?*

Eh bien, c'est l'idée originelle de la citoyenneté. L'idée kantienne de la citoyenneté.

*Mais n'avons-nous pas besoin d'institutions au niveau mondial, dans ce cas ? Comment allons-nous y arriver ?*

Il faut de la politique pour y arriver. Tu as besoin de mouvements très forts qui vont effectivement réaliser que la citoyenneté est soit une condition universelle - qui englobe tous les gens avec un pouvoir politique et des droits politiques égaux - soit un privilège. Cela va exactement à l'encontre de ce qui s'est passé partout dans le monde ces dernières années.

Les clôtures à la frontière entre la Hongrie et la Serbie, entre la Hongrie et la Croatie ne sont pas les seules clôtures. Il y a des clôtures à Gaza, il y a des clôtures entre les États-Unis et le Mexique, etc. Ils veulent séparer les privilégiés, les nations riches des pauvres et les Blancs des «Noirs». Et c'est ce que nous ne devons pas permettre.

- Ceux qui s'opposent à cette évolution sont une minorité. Mais nous avons déjà été une minorité auparavant.

*Quand les gens aident les migrants aujourd'hui, en leur donnant de la nourriture, des vêtements et ainsi de suite, cela peut-il être interprété comme des actions politiques ?*

Pas vraiment. Enfin, en partie, mais en très petite partie. Ici, en Hongrie, il s'agissait surtout de bonnes personnes qui ne pouvaient pas tolérer la souffrance évidente des gens dans leur propre ville. Mais ont-ils protesté lorsque ces personnes ont été expulsées du pays ? Non.

«Traitez-les bien lorsqu'ils sont temporairement ici». C'est ce que ces gentils libéraux ont dit. Personne n'a dit - enfin sauf moi - qu'au moins certains d'entre eux devraient être accueillis. Pas tolérés, mais invités à rester. C'est un petit pays, certes, mais quelques dizaines de milliers auraient été

parfaitement envisageables. Mais c'est tellement éloigné de l'opinion publique que je n'ai même pas été attaqué quand je l'ai dit. Cela a semblé tout simplement absurde. Les rêveries d'un penseur.

*À l'heure où nous parlons, des négociations sont en cours au sujet d'un nouveau système de quotas pour l'accueil des réfugiés dans l'UE. La Hongrie a adopté une position extrême dans ces négociations, refusant d'accepter les quotas, et quand j'écoute Orban, je suis frappé de voir qu'il parle avec ce qui semble être un fort pathos idéologique.*

Mais il y croit aussi très profondément. C'est un raciste. C'est très simple. Il est contre le mélange avec d'autres races. Il a déclaré que «nous avons suffisamment de problèmes avec les Roms ici», assimilant les citoyens hongrois ayant une couleur de peau différente à celle des migrants.

*D'où vient ce racisme ?*

En fait, tu peux remarquer que les pays d'Europe centrale, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne et l'Autriche, sont beaucoup plus méchants que les pays d'Europe de l'Est (Serbes, Roumains, Croates, etc.). C'est la tradition Habsbourg de la suprématie occidentale et ce genre de choses.

*Peux-tu développer ce point ?*

L'empire des Habsbourg tenait par le mépris et la haine des grandes nations orthodoxes - les Serbes, les Roumains, les Russes (surtout les Russes, bien sûr) et des Byzantins. C'était cette sorte d'orgueil, un catholicisme réactionnaire. Et il fallait maintenir ensemble tout cet empire. Et c'est toujours le cas.

La droite est en marche. Et je pense que la crise des réfugiés aboutira à une Europe beaucoup plus méchante que celle que nous avons il y a un an.

Regarde le cas grec ! C'est comme si la presse allemande et autrichienne avait redécouvert ces idées de *nicht-staat-haben* - les peuples qui sont incapables de s'organiser en État (comme les chrétiens d'Orient et ainsi de suite, et les nations villes du Sud qui aiment la tyrannie).

Ces vieux clivages réapparaissent. Même la presse libérale hongroise est



anti-roumaine, anti-serbe, anti-russe. Dans le principal journal libéral - anti-Orban - il y avait un titre sur la Grèce qui disait «Une nation d'escrocs». C'est un de mes amis qui l'a écrit, soit dit en passant. Ou un ancien ami, devrais-je dire.

*À ce propos, tu connais aussi Orban, n'est-ce pas ?*

Je le connaissais. Je l'ai bien connu.

*Quelle est donc ton impression sur lui en tant qu'individu ?*

En 1988-1989, la mode était au libéralisme, il l'était aussi. Mais dès le début des années 1990, il s'orienta vers la droite.

*Quand a-t-il découvert le nationalisme ?*

1991. Il y avait à l'époque un grand conflit entre les conservateurs et les libéraux, et en 1994, les libéraux et les socialistes ont formé une alliance. Et à partir de là, on trace le clivage très profond entre la gauche et la droite en Hongrie. Il savait très bien qu'il ne pouvait pas devenir le leader de la gauche, parce qu'il y avait une élite de gauche et libérale qui était forte et pleine de gens. La droite n'avait pas de talents politiques, mais lui était un grand talent politique - même à l'époque, c'était clair.

Et puis, c'est un homme d'une grande agressivité et d'un goût prononcé pour le pouvoir. Mais il n'est dompté par aucun élément idéologique. Il est très ouvert, il n'a pas peur d'être un homme de pouvoir, il dit que le pouvoir est en fait «la guérison des blessures de la nation». Il dit que nous avons été affaiblis par les idéologies humanistes et que nous avons besoin d'être puissants. Et le pouvoir est dévolu à l'État, et l'État est dévolu à lui.

Il a tous les atouts d'un dictateur, mais il n'a pas besoin de la dictature littérale. Il est très brutal, très rusé et très doué. C'est un grand politicien et il restera dans l'histoire.

Michael Mann (sociologue britano-américain, professeur émérite de l'Université de Californie à Los Angeles) a une définition du fascisme avec cinq critères. Il n'y a pas encore de paramilitaires ici, mais à quel point la Hongrie est-elle proche du fascisme, selon toi ?

C'est un système plus proche de celui de Salazar ou de Franco, et des quasi para-fascismes catholiques. Comme Dollfuss. Ce type [Orban] n'est pas du tout hitlérien. C'est un système conservateur, semi-fasciste.

Nous avons aussi le corporatisme : si tu veux être enseignant, tu dois être membre de l'organisation nationale des enseignants avec son propre code moral sinon, tu ne peux pas enseigner à l'école. Tu dois être membre d'une organisation politique dirigée par le gouvernement. C'est la même chose pour le service de santé.

Mais c'est aussi un problème, car en même temps, les gens sont apolitiques, et ils n'aiment pas adhérer à des partis ou à des organisations très soudées. C'est comme le Portugal de Salazar, l'Autriche de Dollfuss ou l'Italie de Mussolini. Ce n'est donc pas un système fasciste dans le sens où il mobiliserait la population au contraire il la démobilise. Ce n'est pas du tout un système totalitaire du 20<sup>e</sup> siècle.

La continuité historique est établie avec les régimes d'avant 1945. Tu vois des statues de personnages qui ont été condamnés comme criminels de guerre à la fin des années 1940. Beaucoup s'identifient à l'armée hongroise qui s'est battue aux côtés d'Hitler, lors de croisades anticommunistes contre la Russie bolchevique. La Hongrie est le seul pays d'Europe qui considère mai 1945 comme une défaite. «Nous avons perdu la guerre.»

Il y a quelques années, j'ai publié un article qui s'intitulait «La dernière puissance de l'axe». Nous sommes la dernière puissance de l'axe. Et la résistance est considérée comme une cabale juive-communiste. Leurs héros n'ont pas de rues à leur nom, toutes les plaques commémoratives ont été détruites. Tout est très clair.

*Et qu'en est-il de l'opposition ?*

Ha-ha.

*Mais il doit y avoir au moins des poches de résistance ?*

Des petits groupes informels. C'est comme la vieille église chrétienne des catacombes, tu sais, nous nous réunissons dans des petits bars, dans des clubs délabrés,

nous avons nos sites Internet qui sont plutôt sympas...

Les médias sociaux ont-ils aidé la situation d'une manière ou d'une autre? - Ils ont aidé les fascistes, oui. Les médias sociaux sont utilisés de façon fantastique par l'extrême droite. Ils sont dominés par eux.

*Si nous regardons l'Europe, quels sont les courants qui dominent en ce moment, selon toi?*

Vous avez d'une part l'ethnicisme pur et dur, qui est un courant d'opinion publique qui influence les forces politiques. Il y a aussi le courant classique de la droite conservatrice à néolibérale qui essaie de concilier le capitalisme avec certains droits libéraux et une certaine forme de décence - le type Merkel. Et il y a une gauche sur la défensive.

De plus, en Allemagne et en Autriche, il y a de grandes coalitions, ce qui conduit à une situation dans ces deux pays cruciaux - pour nous, en tout cas - où il n'y a pas de gauche! Elle est assimilée au centre-droit.

Une gauche militante n'existe que dans la minorité. On dit de Jeremy Corbyn qu'il est le leader d'une forte minorité. Mais c'est aussi ce qu'il est, une minorité. Et puis, bien sûr, nous avons les pays scandinaves où la social-démocratie est encore la force avec laquelle il faut compter, et non une éternelle minorité.

*La question n'est pas le fédéralisme ou non, mais: avons-nous un modèle unitaire de justice sociale?*

La droite est en marche. Et je pense que la crise des réfugiés donnera lieu à une Europe beaucoup plus méchante que celle que nous avons il y a un an. C'est déjà le cas.

Je suis allé à la gare de Keleti lorsque les trains ont été arrêtés par les autorités à cause des immigrés, et j'ai rencontré des groupes d'Allemands et d'Autrichiens qui voulaient se rendre à Vienne. Ils étaient bien sûr bouleversés. Je parle allemand, alors je leur ai demandé ce qu'ils pensaient de la situation. Et là, ils ont dit quelque chose qui me semble être le symbole de notre époque. «Nous avons des billets et eux n'en ont pas. Et nous ne pouvons pas voyager. C'est une honte! Les gens qui ont des billets devraient voyager, et ceux qui n'en ont pas ne devraient pas.»

Cela devrait peut-être être le nouveau slogan de l'Europe: Les gens qui ont des billets, et les gens qui n'en ont pas...

*Si nous changeons de perspective pour les réfugiés. Lorsqu'ils refusent d'accepter ces frontières et ces clôtures et qu'ils continuent d'avancer, voyez-vous cela comme un acte politique, d'une certaine manière?*

Un peu, oui. Ils réalisent instinctivement qu'ils ont des droits indépendants de la citoyenneté. Et c'est très important. Très important! Et à mon avis, ils ont raison sur ce point.

Soit les droits sont universels, soit ils ne sont pas des droits. Parce que les droits qui ne sont pas universels s'appellent des privilèges. Il y a une différence. Pour s'en rendre compte, il n'est pas nécessaire d'être marxiste. Il suffit d'être kantien. C'est absolument honteux de voir comment les gens pensent aux droits en termes de privilèges.

*Comment pourrions-nous créer une Union européenne qui considère les droits comme universels?*

Eh bien, pour commencer, ils devraient étendre l'Union européenne à tous les pays européens. Ce serait un début, n'est-ce pas? Et puis essayer d'avoir une fiscalité et une politique sociale communes qui réduiraient les inégalités entre les pays. Ce n'est pas inconcevable, si vous le voulez.

Ce serait un début. Et ensuite, on pourrait l'étendre, au moins aux pays méditerranéens. Cela signifierait étendre nos privilèges à des personnes moins privilégiées, et étendre considérablement la portée de ce que l'on pourrait appeler une social-démocratie tolérante. Oui, ce serait quelque chose. Mais nous en sommes très loin aujourd'hui.

*Serait-il utile que l'Union européenne ressemble davantage à un État fédéraliste?*

Si vous avez un État fédéraliste égoïste en Europe, qui ne représente que les intérêts des riches et des puissants, nous ne faisons pas un pas en avant. Tu peux avoir une union sociale forte sans centralisation bureaucratique. Il existe de nombreux modèles, tous seraient réalisables. Mais il est vraiment inutile de parler d'utopie, car il n'y a aucune réalité à cela.

La question n'est pas le fédéralisme ou non, mais: avons-nous un modèle unitaire de justice sociale? La façon dont cela s'organise est un problème secondaire. Donc non, je ne suis pas forcément fédéraliste. Dans les circonstances actuelles, cela ne signifierait qu'un pouvoir accru pour les riches, et ce n'est pas dans notre intérêt.

*La philosophe turco-américaine Seyla Benhabib soutient que l'Europe (et le monde) devrait évoluer vers un système de «frontières poreuses», un argument qui a eu un certain impact, en particulier dans le milieu universitaire. Que penses-tu de ses idées?*

Eh bien, je suis un peu impatient. Car où sont les forces politiques qui veulent imposer cela? Je pense que nous devons tous devenir plus politiques. Et ce dont nous avons besoin, bien sûr, c'est d'une organisation. C'est là que réside le pouvoir.

35

*En Suède, on voit beaucoup de gens qui aident les réfugiés en ce moment, et j'ai l'impression que quelque chose est en train de grandir là-bas, peut-être une sorte d'embryon d'un nouveau mouvement politique. Es-tu d'accord?*

Oui, il y a un changement d'humeur, et il y a une partie de la société - pas seulement les jeunes, mais surtout (je ne suis pas jeune par exemple) - qui ressent vraiment le besoin d'agir.

Mais c'est aussi un problème, car en même temps, les gens sont apolitiques, et ils n'aiment pas adhérer à des partis ou à des organisations très soudées. Il y a donc toutes sortes de difficultés à venir.

---

[Gaspar Miklos Tamás \(1948-2023\)](#) était l'un des intellectuels hongrois les plus en vue et une voix politique importante en Europe. Philosophe de formation et auteur de nombreux livres et articles, il a été l'un des principaux dissidents des années 1980. Cet entretien recueilli par Erik de la Reguera a été publié en septembre 2015 sur le site suédois [Arbetet Global](#).

Source : [Arbetet Global](#), 26 septembre 2015.  
Communiqué par P. C. et partiellement adapté par M. L.



Adresse n° 09/83

# Sur le post-fascisme

Gaspar Miklos Tamás

J'ai une déclaration à faire. Le gouvernement de mon pays, la Hongrie, est – avec le gouvernement provincial bavarois (provincial dans plus d'un sens) – le plus grand soutien étranger de l'Autriche de Jörg Haider<sup>1</sup>. Le cabinet de droite de Budapest, entre autres méfaits, tente de supprimer la gouvernance parlementaire, pénalise les autorités locales d'une couleur politique différente de la sienne et s'emploie à créer et à imposer une nouvelle idéologie d'État, avec l'aide d'un certain nombre d'intellectuels d'extrême droite, y compris quelques néonazis déclarés. Il est de mèche avec un parti fasciste ouvertement et méchamment antisémite qui est, hélas, représenté au parlement. Des personnes travaillant pour le cabinet du premier ministre se livrent à un révisionnisme plus ou moins prudent de l'Holocauste. La télévision d'État contrôlée par le gouvernement laisse libre cours à un racisme anti-tsigane brutal. Les supporters du club de football le plus populaire du pays, dont le président est un ministre et un chef de parti, chantent à l'unisson à propos du train qui doit partir d'un moment à l'autre pour Auschwitz.

## Partout dans le monde

---

1. NdT. Jorg Haider président du Parti de la Liberté (FPÖ) en Autriche, député fédéral, gouverneur de la Carinthie, par deux fois dans les années 1990, participe à la création de la coalition gouvernementale « noire bleue » en 1999. Mort accidentelle en 2008. De multiples scandales liés à son mode de vie opposé à ce qu'il prônait idéologiquement ont jalonné son parcours politique. Vingt plus tard, le chancelier conservateur autrichien Karl Nehammer a annoncé le 4 janvier 2025 sa démission, après l'échec des négociations sur la formation d'un nouveau gouvernement de coalition suite aux élections qui ont vu la victoire de l'extrême droite. C'est désormais le chef de l'extrême droite, Herbert Kickl, dirigeant du FPÖ, le parti de Haider, qui est chargé de trouver une majorité et donc de devenir chancelier.

**contemporain, il existe un fascisme post-totalitaire qui survit sans Führer, sans parti unique, sans SA ni SS**

Au rez-de-chaussée de l'Université d'Europe centrale à Budapest, tu peux visiter une exposition concernant les années de troubles d'il y a une dizaine d'années. Tu peux y regarder une vidéo enregistrée illégalement en 1988, et tu peux y voir l'actuel premier ministre hongrois me défendre et me protéger avec son propre corps des matraques de la police antiémeute communiste. Dix ans plus tard, cette même personne a nommé un général de la police communiste comme ministre de l'intérieur, la deuxième ou troisième personne la plus importante du cabinet. Les conflits politiques entre anciens amis et alliés sont généralement acrimonieux. Celui-ci ne fait pas exception à la règle. Je participe activement à un mouvement antifasciste naissant en Hongrie, je prends la parole lors de rassemblements et de manifestations. Nos adversaires – en termes personnels – sont trop proches pour être à l'aise. Je ne peux donc pas me considérer comme un observateur neutre.

Le phénomène que j'appellerai *post-fascisme* n'est pas propre à l'Europe centrale. Loin de là. Bien sûr, l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie sont importantes, pour des raisons historiques évidentes pour tous; des phrases familières répétées ici ont des échos différents. J'ai vu récemment que l'ancienne usine de briques du troisième arrondissement de Budapest était en train d'être démolie; on m'a dit qu'ils allaient construire à sa place une communauté fermée de villas de banlieue. C'est dans cette briqueterie que les juifs de Budapest attendaient leur tour pour être transportés vers les camps de concentration. Vous pourriez tout aussi bien construire

des maisons de vacances à Treblinka. Notre vigilance dans cette partie du monde est peut-être plus nécessaire qu'ailleurs, car l'innocence, en termes historiques, ne peut être présumée<sup>2</sup>. Pourtant, le post-fascisme est un ensemble de politiques, de pratiques, de routines et d'idéologies que l'on peut observer partout dans le monde contemporain; qui n'ont rien à voir ou presque, sauf en Europe centrale, avec l'héritage du nazisme; qui ne sont pas totalitaires; qui ne sont pas du tout révolutionnaires; et qui ne sont pas fondées sur des mouvements de masse violents et des philosophies irrationalistes et volontaristes, ni ne jouent, même en plaisantant, avec l'anticapitalisme.

### **Pourquoi appeler ce groupe de phénomènes *fascisme*, même s'il s'agit d'un *post-fascisme* ?**

Le post-fascisme trouve facilement sa place dans le nouveau monde du capitalisme mondial sans bouleverser les formes politiques dominantes de la démocratie électorale et du gouvernement représentatif. Il fait ce que je considère être au cœur de toutes les variétés de fascisme, y compris la version post-totalitaire. *Sans Führer, sans parti unique, sans SA ou SS, le post-fascisme renverse la tendance des Lumières à assimiler la citoyenneté à la condition humaine.*

Avant les Lumières, la citoyenneté était un privilège, un statut élevé limité par l'ascendance, la classe, la race, la croyance, le sexe, la participation politique, la morale, la profession, le patronage et le décret administratif, sans parler de l'âge et de l'éducation. L'appartenance active à la communauté politique était un poste auquel on aspirait, *civis Romanus sum*, l'énonciation d'une certaine noblesse. Les politiques d'extension de

la citoyenneté pouvaient être généreuses ou avares, mais la règle était que le rang de citoyen était conféré par l'autorité légalement constituée, en fonction de l'opportunité. Le christianisme, comme certains stoïciens, a cherché à transcender ce type de citoyenneté limitée en la considérant de second ordre ou inessentielle par rapport à une communauté virtuelle de sauvés. La liberté du péché était supérieure à la liberté de la ville. Au cours de la longue obsolescence médiévale du civisme, la revendication d'une adhésion active à la communauté politique a été supplantée par les exigences d'une gouvernance juste, et l'excellence civique a été abrégée en vertu martiale.

Une fois la citoyenneté assimilée à la dignité humaine, son extension à toutes les classes, à toutes les professions, aux deux sexes, à toutes les races, à toutes les croyances et à tous les lieux n'était qu'une question de temps. Le droit de vote universel, le service national et l'éducation publique pour tous devaient suivre. De plus, une fois que tous les êtres humains étaient censés pouvoir accéder au rang élevé de citoyen, la solidarité nationale au sein de la communauté politique nouvellement égalitaire exigeait l'allègement du domaine de l'homme, une existence matérielle digne pour tous et l'éradication des vestiges de la servitude personnelle. L'État, censé représenter tout le monde, a été contraint d'accorder non seulement un minimum de richesse à la plupart des gens, mais aussi un minimum de loisirs, autrefois le fief temporel exclusif des seuls gentlemen, afin de nous permettre à tous de jouer et de profiter des bienfaits de la culture.

### **Le post-fascisme trouve facilement sa place dans le nouveau monde du capitalisme mondial sans bouleverser la démocratie électorale.**

Pour les libéraux, les sociaux-démocrates et autres héritiers progressistes du siècle des Lumières, le progrès signifiait donc la citoyenneté universelle - c'est-à-dire une égalité virtuelle de la condition politique, un droit de parole virtuellement égal pour tous dans les affaires communes d'une communauté donnée - ainsi qu'une condition sociale et un modèle de rationalité qui pouvaient rendre cela possible. Pour certains, le socialisme semblait être la simple continuation et

2. Quelques articles intéressants en anglais concernant les développements récents : Harry Ritter, « From Habsburg to Hitler to Haider », *German Studies Review*, n° 22, mai 1999; Jan Müller, « From National Identity to National Interest: The rise and fall of Germany's new right », *German Politics*, n° 8, décembre 1999; Michael Minkenberg, « The renewal of the radical right », *Government and Opposition*, n° 35, printemps 2000; Jacob Heilbrunn, « A disdain for the past: Jörg Haider's Austria », *World Policy Journal*, n° 28, printemps 2000; Immanuel Wallerstein, « Albatros of racism », *London Review of Books*, 18 mai 2000; Rainer Bauböck, « Austria: Jörg Haider's grasp for power », *Dissent*, printemps 2000.

l'élargissement du projet des Lumières ; pour d'autres, comme Karl Marx, l'achèvement du projet nécessitait une révolution (supprimer l'appropriation de la plus-value et mettre fin à la division sociale du travail). Mais pour tous, il semblait assez évident que la fusion de la condition humaine et de la condition politique était, tout simplement, une nécessité morale<sup>3</sup>.

Les condamnations sauvages de la société bourgeoise au 19<sup>e</sup> siècle – base commune, pendant un certain temps, de l'avant-garde culturelle et de la radicalité politique – découlaient de la conviction que le processus, tel qu'il était, était frauduleux et que la liberté individuelle n'était pas ce qu'elle était censée être, et non pas de l'opinion, représentée seulement par quelques figures solitaires, selon laquelle l'effort était sans valeur. Nietzsche et Dostoïevski n'étaient pas les seuls à craindre que l'augmentation de l'égalité ne transforme tous les membres des classes moyennes et inférieures en bourgeois philistins. Les révolutionnaires progressistes voulaient eux aussi un homme nouveau et une femme nouvelle, débarrassés des démons intérieurs de la répression et de la domination : une communauté civique qui était en même temps la communauté humaine avait besoin d'une nouvelle morale fondée sur le respect de ceux qui étaient jusqu'alors exclus.

Cette aventure s'est terminée par la débâcle de 1914. Le fascisme a offert la réponse la plus déterminée à l'effondrement des Lumières, en particulier du socialisme démocratique et de la réforme sociale progressiste. Dans l'ensemble, le fascisme n'était pas conservateur, même s'il était contre-révolutionnaire : il n'a pas rétabli l'aristocratie héréditaire ou la monarchie, malgré un certain verbiage romantico-réactionnaire. Mais il a réussi à défaire la notion clé de régulation (ou liminale) de la société moderne, celle de la citoyenneté universelle. À cette époque, on pensait que les gouvernements représentaient et protégeaient tout le monde. Les frontières nationales ou étatiques définissaient la différence entre l'ami et l'ennemi ; les étrangers pouvaient être des ennemis, mais pas les concitoyens. Selon Carl Schmitt,

le théoricien juridique du fascisme et le théologien politique du Troisième Reich, le souverain *ne pouvait pas* simplement décider par décret qui serait l'ami et qui serait l'ennemi. Mais Schmitt avait raison sur un point fondamental : l'idée de citoyenneté universelle contient une contradiction inhérente dans la mesure où l'institution dominante de la société moderne, l'État-nation, est à la fois une institution universaliste et paroissiale (puisque territoriale). Le nationalisme libéral, contrairement à l'ethnicisme et au fascisme, est un universalisme limité – si tu veux, tempéré. Le fascisme a mis fin à ces tergiversations : le souverain est le juge de qui appartient ou n'appartient pas à la communauté civique, et la citoyenneté devient une fonction de son (ou de ses) décret(s) tranchant(s).

Cette hostilité à la citoyenneté universelle est, à mon avis, la principale caractéristique du fascisme. Et le rejet d'un universalisme même tempéré est ce que nous voyons maintenant se répéter dans des circonstances démocratiques (je ne dis même pas sous un déguisement démocratique). Le fascisme post-totalitaire prospère sous la carapace capacitive du capitalisme mondial, et nous devrions dire les choses telles qu'elles sont.

Il y a une logique dans la déclaration nazie selon laquelle les communistes, les juifs, les homosexuels et les malades mentaux sont des non-citoyens et, par conséquent, des non-humains. (Le célèbre idéologue de la Garde de fer, le suave essayiste E. M. Cioran, a fait remarquer à l'époque que si certaines personnes sont non humaines mais aspirent à l'humanité [c'est-à-dire les Juifs], la contradiction pourrait être sublimée et résolue par leur mort violente, de préférence, selon le célèbre esthète toujours à la mode, de leur propre main.)

**Partout, de la Lituanie à la Californie, les minorités immigrées et même autochtones sont devenues l'ennemi**

Ces catégories de personnes, telles que les voyaient les nazis, représentaient des types cruciaux pour le projet d'inclusion des Lumières. Les communistes représentaient le « type inférieur » rebelle, les masses amenées, sans chef et sans gouvernail, par un universalisme sans racines, puis se soulevant

---

3. Voir Gaspar Miklos Tamás, « Ethnarchy and ethno-anarchism », *Recherche sociale*, n° 63, printemps 1996 ; « La guerre de deux cents ans », *Boston Review*, été 1999.

contre la hiérarchie naturelle; les Juifs, une communauté qui a survécu au Moyen Âge chrétien sans pouvoir politique propre, dirigée par une autorité essentiellement non coercitive, le peuple du Livre, par définition pas un peuple de la guerre; les homosexuels, par leur incapacité ou leur refus de procréer, de léguer et de continuer, réfutation vivante du prétendu lien entre nature et histoire; les malades mentaux, à l'écoute de voix non entendues par le reste d'entre nous – autrement dit, des personnes dont la reconnaissance nécessite un effort moral et n'est pas immédiatement («naturellement») donnée, qui ne peuvent s'intégrer qu'en promulguant une égalité des inégaux.

La différenciation périlleuse entre citoyen et non-citoyen n'est pas, bien sûr, une invention fasciste. Comme le souligne Michael Mann dans une étude novatrice<sup>4</sup>, l'expression classique «nous le peuple» n'incluait pas les esclaves noirs et les «Indiens rouges» (Amérindiens), et les définitions ethniques, régionales, de classe et confessionnelles du «peuple» ont conduit à des génocides à la fois «là-bas» (dans les colonies de peuplement) et à l'intérieur des États-nations (voir le massacre des Arméniens perpétré par les nationalistes turcs en voie de modernisation) sous des gouvernements démocratiques, semi-démocratiques ou autoritaires (mais pas «totalitaires»). Si la souveraineté est dévolue au peuple, la définition territoriale ou démographique de ce qu'est le peuple et de qui il est devient décisive. De plus, le retrait de la légitimité des régimes socialistes d'État (communistes) et nationalistes révolutionnaires («tiers-monde»), avec leurs définitions factices de la nation, n'a laissé que des bases raciales, ethniques et confessionnelles pour une revendication légitime ou un titre de «formation de l'État» (comme en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, dans l'ex-Union soviétique, en Éthiopie-Érythrée, au Soudan, etc.)

Partout, donc, de la Lituanie à la Californie, les minorités immigrées et même autochtones sont devenues l'ennemi et doivent supporter la diminution et la suspension de leurs droits civiques et humains. La propension de

l'Union européenne à affaiblir l'État-nation et à renforcer le régionalisme (ce qui, par extension, pourrait renforcer le pouvoir du centre à Bruxelles et à Strasbourg) parvient à ethniciser la rivalité et l'inégalité territoriale (voir Italie du Nord contre Italie du Sud, Catalogne contre Andalousie, Sud-Est anglais contre Écosse, Belgique flamande contre Belgique wallonne, Bretagne contre Normandie). Les conflits de classe sont eux aussi ethnicisés et racialisés, entre la classe ouvrière et la classe moyenne inférieure de la métropole, bien établies et sûres, et les nouveaux immigrés de la périphérie, ce qui est également interprété comme un problème de sécurité et de criminalité<sup>5</sup>. Les ethnistes hongrois et serbes prétendent que la nation se trouve là où les personnes d'origine hongroise ou serbe vivent, quelle que soit leur citoyenneté, avec pour corollaire que les citoyens de leur État-nation qui sont ethniquement, racialement, confessionnellement ou culturellement «étrangers» n'appartiennent pas vraiment à la nation.

La dépolitisation croissante du concept de nation (le passage à une définition culturelle) conduit à accepter la discrimination comme «naturelle.» C'est le discours que la droite entonne ouvertement dans les parlements et les rassemblements de rue en Europe centrale et orientale, en Asie et, de plus en plus, en «Occident». On ne peut nier que les attaques contre les systèmes d'aide sociale égalitaires et les techniques de discrimination positive ont partout un sombre sous-entendu racial, accompagné de brutalités policières racistes et d'actes d'auto-défense dans de nombreux endroits. Le lien, autrefois considéré comme nécessaire et logique, entre la citoyenneté, l'égalité et le territoire peut disparaître dans ce que le théoricien de la troisième voie, le sociologue anciennement *marxisant* Anthony Giddens, appelle une société de preneurs de risques responsables.

La tentative la plus profonde d'analyse du phénomène de l'exclusion politique est «La structure psychologique du fascisme»

4. Michael Mann, «The dark side of democracy: The modern tradition of ethnic and political cleansing», *New Left Review*, n° 235, mai-juin 1999.

5. Voir Mark Neocleous, «Against Security», *Radical Philosophy*, n° 100, mars-avril 2000; *Fascism*, Buckingham, Open University Press, 1997). L'évolution de «l'État social» à «l'État pénal» a été soulignée à plusieurs reprises par Pierre Bourdieu.



de Georges Bataille<sup>6</sup>, qui s'appuie sur la distinction de l'auteur entre l'homogénéité et l'hétérogénéité. Pour simplifier, la société homogène est celle du travail, de l'échange, de l'utilité, de la répression sexuelle, de l'équité, de la tranquillité, de la procréation; ce qui est hétérogène comprend tout ce qui résulte d'une dépense *improductive* (les choses sacrées elles-mêmes font partie de cet ensemble). Il s'agit de tout ce que la société *homogène* rejette comme déchets ou comme valeurs transcendantes supérieures. On y trouve les déchets du corps humain et de certaines matières analogues (ordures, vermine, etc.); les parties du corps; les personnes, les paroles ou les actes ayant une valeur érotique suggestive; les divers processus inconscients tels que les rêves et les névroses; les nombreux éléments

ou formes sociales ultérieures que la société *homogène* est impuissante à assimiler (les foules, les classes guerrières, aristocratiques et paupérisées, les différents types d'individus violents ou du moins ceux qui refusent la règle – les meneurs, les chefs, les poètes, etc.) :

La violence, l'excès, le délire, la folie caractérisent les éléments hétérogènes [...] par rapport à la vie quotidienne, l'existence hétérogène peut être représentée comme autre, comme incommensurable, en chargeant ces mots de la valeur positive qu'ils ont dans l'expérience affective<sup>7</sup>.

Le pouvoir souverain, selon Bataille (et Carl Schmitt<sup>8</sup>), est quintessentiellement hétérogène dans ses versions sacrées prémodernes (rois régnant de droit divin). Cette hétérogénéité est cachée dans la démocratie capitaliste, où le souverain est censé régner grâce à un ordre juridique impersonnel qui s'applique également à tous. La dictature fasciste a pour mission de la découvrir ou de la démasquer. C'est ce qui explique le lien de la dictature fasciste avec la foule appauvrie,

6. Georges Bataille, « La structure psychologique du fascisme », 1933, dans Allan Stoekl (éd.), *Visions of Excess*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993. Concernant le problème des masses et de la violence, voir Étienne Balibar, *Spinoza and Politics*, Londres, Verso, 1998; Gilles Deleuze, *Spinoza : philosophie pratique*, San Francisco, City Lights, 1988. Une critique libérale intéressante de la théorie du fascisme de Bataille se trouve dans « Bataille on the street » de Susan Rubin Suleiman, dans Carolyn Bailey Gill (éd.), *Bataille : Writing the Sacred*, Londres, Routledge, 1995. La critique de Bataille doit être comprise dans le contexte de l'ultra-gauche révolutionnaire antistalinienne. Deux volumes de correspondance tourbillonnant autour de Bataille, Souvarine, Simone Weil et la mystérieuse Laure (Colette Peignot) ont été récemment publiés : Laure, *Une rupture*, Paris, Les Cendres, [1934] 1999; et Georges Bataille, *L'apprenti sorcier*, Paris, La Différence, 1999. En ce qui concerne une autre critique radicale du fascisme dans les années 1930, voir Karl Polányi, « The essence of fascism », dans J. Lewis, K. Polányi, D. K. Kitchin (éd.), *Christianity and Social Revolution*, Londres, Gollancz, 1935.

7. Georges Bataille, « Structure psychologique », 142. Voir les deux brouillons intrigants de l'essai sur le fascisme : « Cet aspect religieux manifeste... » et « En affet la vie humaine », dans Georges Bataille, *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1970. Voir aussi la théorie du pouvoir constituant et du pouvoir constitué d'Antonio Negri dans *Insurgencies*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1999.

8. Sur le parallèle entre Bataille et Carl Schmitt, voir Martin Jay, « The reassertion of sovereignty in a time of crisis : Carl Schmitt and Georges Bataille », dans *Force Fields*, New York, Routledge, 1993; l'essai de Bataille sur la « souveraineté », *The Accursed Share*, vol. 2 et 3, New York, Zone Books, 1933.



désordonnée et *lumpen*. Et c'est exactement, devrais-je ajouter, ce qui se perd dans le post-fascisme. La recreation de la souveraineté sacrale par le fascisme est cependant factice. C'est l'homogénéité qui se fait passer pour de l'hétérogénéité. Ce qui reste dans la sphère homogène du milieu, c'est le pur bourgeois sans le *citoyen*, Julien Sorel enfin et définitivement dépouillé de son Napoléon, Lucien Leuwen privé de son Danton. Le fascisme, ayant mis fin à la réalisation bourgeoise des Lumières (c'est-à-dire à la démocratie capitaliste égalitaire), transforme l'exclusion sociale des improductifs (des ermites et des poètes vatiques aux indigents inemployables et aux rebelles indomptables) en leur exclusion naturelle (c'est-à-dire l'arrestation extra-légale, la faim et la mort).

**Si la politique civique ne peut pas fournir la base de l'altruisme, le sentiment racial ou les sentiments de proximité culturelle le feront certainement**

Le travail de Bataille s'inscrit dans la tradition sociologique objectiviste française, de Durkheim, Mauss et Halbwachs à Paul Veyne en passant par Kojève, dans laquelle la répression politique et l'exclusion ne sont pas interprétées en termes moraux et psychologiques, mais en termes anthropologiques - comme une question d'établissement de l'identité. La critique révolutionnaire de Bataille de l'exclusion des « hétérogènes » - les « inutiles », les gens qui ne sont pas des « preneurs de risques responsables » - est basée sur une compréhension de la société, de la sexualité et de la religion, une combinaison de Durkheim et de Marx, si vous voulez, qui pourrait offrir une alternative à notre résistance contemporaine, globalement kantienne, au post-fascisme. Notre critique moralisatrice, aussi justifiée soit-elle, empêche généralement de comprendre l'attrait du phénomène et conduit à un mépris simpliste pour les racistes barbares et bornés, les rabatteurs et les démagogues, ainsi qu'à une ignorance plutôt antidémocratique des peuples, de leurs peurs et de leurs désirs.

Une autre ligne d'argumentation, suggérée par cette tradition, commence par observer que l'effondrement des États-providence égalitaires signifie souvent un changement

d'orientation de la solidarité, de la fraternité et de la pitié. S'il n'y a pas de citoyenneté virtuellement égale, dont la réalisation aurait dû être l'objectif des démocrates libéraux et des socialistes démocratiques honnêtes, la passion de la générosité restera insatisfaite. Le sentiment de camaraderie envers les proches a toujours été l'un des motifs les plus puissants de l'altruisme. L'altruisme de ce type, lorsqu'il est dépourvu d'une orientation civique et égalitaire, trouvera des critères intuitifs offerts par le discours dominant pour établir ce qu'il désire servir et qui il désire servir. Si la politique civique n'y parvient pas, les sentiments raciaux ou de proximité culturelle y parviendront certainement. L'identité est généralement définie par l'affection et les menaces reçues. Celui qui réussit à les définir gagne. Personne ne décrit mieux cette *panique identitaire* que Bataille<sup>9</sup>.

Le pornographe à moitié fou et l'extrémiste d'ultra-gauche, comme Bataille est encore considéré *in petto*, ne peuvent pas être bien accueillis par les théoriciens sociaux qui se respectent, je crois, mais curieusement sa théorie est confirmée par l'ouvrage de référence reconnu sur le régime nazi, écrit par le plus grand faucon juridique du mouvement syndical allemand, heureusement redécouvert aujourd'hui comme l'esprit de premier ordre qu'il était. Contrairement aux théories fantaisistes sur le totalitarisme, le grand Ernst Fraenkel, résumant son étude minutieuse de la législation et de la jurisprudence nazies, écrit que :

[Dans] l'Allemagne d'aujourd'hui [il écrit en 1937-1939], beaucoup de gens trouvent insupportable l'arbitraire du 3<sup>e</sup> Reich. Ces mêmes personnes reconnaissent cependant que l'idée de « communauté », telle qu'elle est comprise là-bas, est quelque chose de vraiment grand. Ceux qui adoptent cette attitude ambivalente à l'égard du national-socialisme souffrent de deux principales idées fausses :

1. L'idéologie allemande actuelle de *Gemeinschaft* (communauté) n'est rien d'autre qu'un masque cachant la structure capitaliste toujours existante de la société.

9. Voir Jean Piel, « Bataille et le monde », dans Leslie Anne Boldt-Irons (éd.), *On Bataille : Critical Essays*, Albany, SUNY Press, 1995.

2. Le masque idéologique (la communauté) cache également l'État prérogatoire [Fraenkel distingue l'État «normal», dit normatif, qui assure principalement le droit civil, et l'État-parti quasi totalitaire subordonné au *Führerprinzip*] fonctionnant par des mesures arbitraires.

Le remplacement du *Rechtsstaat* (État légal) par le Dual State n'est qu'un symptôme. La racine du mal se trouve à l'endroit précis où les adversaires non critiques du national-socialisme découvrent des motifs d'admiration, à savoir dans l'idéologie communautaire et dans le capitalisme militant que cette notion même de *Gemeinschaft* est censée cacher. C'est en effet pour le maintien du capitalisme en Allemagne que le double État autoritaire est nécessaire<sup>10</sup>.

L'autonomie de l'État normatif («société homogène») a été maintenue dans l'Allemagne nazie dans un domaine limité, principalement en ce qui concerne la protection de la propriété privée (propriété des soi-disant Aryens, bien sûr); l'État prérogatif a tenu le haut du pavé dans des domaines plus étroitement politiques, les privilèges du Parti, l'armée et les paramilitaires, la culture, l'idéologie et la propagande. Le «double État» était une conséquence de la décision schmittienne du nouveau souverain quant à ce qui était la loi et ce qui ne l'était pas. Mais il n'y avait pas de règle par décret dans la sphère réservée au capitalisme proprement dit, l'économie. Il n'est donc pas vrai que *tout le système de gouvernance nazi ou fasciste était entièrement arbitraire*. La rencontre macabre du normatif et du prérogatif est illustrée par le fait que les chemins de fer impériaux allemands ont facturé aux SS les horribles transports vers Auschwitz à des taux de réduction spéciaux pour les vacances, habituels pour les voyages organisés. Mais ils les ont facturés!

### **Couper la communauté civique et humaine en deux : c'est du fascisme**

Les personnes relevant de la juridiction de l'État normatif (la société homogène de Bataille) bénéficiaient de la protection habituelle de la loi, aussi sévère soit-elle. Des règles spéciales s'appliquaient cependant

à ceux qui relevaient de l'État de prérogative (société hétérogène) – à la fois les dirigeants, les fonctionnaires et les militants du parti nazi, au-dessus de la loi, et les minorités persécutées, en dessous ou en dehors de la loi. Avant le fascisme, l'ami et le citoyen, l'ennemi et l'étranger, étaient des notions fortuites; aucun gouvernement ne pensait systématiquement à déclarer la guerre aux habitants du pays, qui étaient des membres (même s'ils étaient inégaux) de la nation: la guerre civile était assimilée à l'absence d'un gouvernement légalement constitué et efficace. La guerre civile d'en haut, déclenchée en temps de paix, ou du moins dans des circonstances définitivement non révolutionnaires, retourne la souveraineté contre le suzerain du sujet. L'arme principale de cette guerre civile méthodique, où l'État en tant que tel est l'un des belligérants, est la redéfinition continue de la citoyenneté par l'État prérogative.

Et puisque, grâce aux Lumières, la citoyenneté (l'appartenance à la communauté politique), la nationalité et l'humanité avaient été synthétiquement fusionnées, être expulsé de la citoyenneté signifiait, littéralement, être exclu de l'humanité. Par conséquent, la mort civique était nécessairement suivie de la mort naturelle, c'est-à-dire de la mort violente, ou de la mort *tout court*. Le génocide fasciste ou nazi n'était pas précédé d'une condamnation légale (pas même sous la forme rabougrie et frauduleuse des soi-disant verdicts administratifs des «tribunaux» de la Tchéka): il s'agissait de la «naturalisation» d'un jugement moral qui considérait certains types de condition humaine comme inférieurs. Et comme il n'y avait pas de protection en dehors de la citoyenneté, l'absence de citoyenneté était devenue la cause de la cessation de la condition préalable nécessaire à la condition humaine – la vie.

Couper la communauté civique et humaine en deux: voilà le fascisme.

C'est pourquoi l'expression, bien que déconcertante, doit être ravivée, parce que la technique conceptuelle fondamentale de la scission civique, donc humaine, a été ravivée, cette fois non pas par un mouvement contre-révolutionnaire délibéré, mais par certains développements qui n'ont été, probablement, voulus par personne et qui

10. Ernest Fraenkel, *The Dual State*, p. 153.

réclament à grands cris un nom. Ce nom est le post-fascisme.

Le phénomène lui-même est apparu à la confluence de divers processus politiques. Permettez-moi de les énumérer.

### Déclin de la culture critique

Après l'effondrement du bloc soviétique en 1989, la société contemporaine a subi un changement fondamental. La société bourgeoise, la démocratie libérale, le capitalisme démocratique - appelez-le comme vous voulez - a toujours été une affaire controversée; contrairement aux régimes précédents, il a développé une culture de l'adversaire et a été confronté en permanence à des concurrents puissants à droite (l'alliance du trône et de l'autel) et à gauche (le socialisme révolutionnaire). Les deux sont devenus obsolètes, ce qui a provoqué une grave crise au sein de la culture du modernisme tardif<sup>11</sup>. La simple idée de changement radical (utopie et critique) a disparu du vocabulaire rhétorique, et l'horizon politique est désormais rempli par ce qui est là, par ce qui est donné, c'est-à-dire le capitalisme. Dans l'imaginaire social dominant, tout le cosmos humain est une « société homogène » - une société d'individus utiles, producteurs de richesses, procréateurs, stables, irréguliers, mais en même temps *jouissants*, libres. La citoyenneté est de plus en plus définie, de manière apolitique, en termes d'intérêts qui ne sont pas opposés au bien commun, mais unis en son sein par la compréhension, l'interprétation, la communication et l'accord volontaire basé sur des présomptions partagées.

Dans ce tableau, l'obligation et la coercition, les *differentia specifica* de la politique (et qui ont un besoin permanent de justification morale), sont manifestement absentes. La « société civile » - une nébuleuse de groupements volontaires où la coercition et la domination, par nécessité, ne jouent aucun rôle important - aurait cannibalisé la politique et l'État. Une conséquence dangereuse de cette conception pourrait être que le maintien de la coercition et de la domination à la

11. Voir G. M. Tamás, « Democracy's triumph, philosophy's peril », *Journal of Democracy*, n° 11, janvier 2000. Sur les alternatives alarmantes à la politique telle que nous la connaissons, voir Jacques Rancière, *La méésentente*, Paris, Galilée, 1995.



base du droit, bien que critiqué *in toto*, ne soit pas surveillé avec suffisamment d'attention - puisque, s'il ne peut pas être justifié du tout, aucune justification, et donc aucun contrôle moral, ne sera recherché. Le mythe selon lequel le cœur du capitalisme moderne est la « société civile » brouille les frontières conceptuelles de la citoyenneté, qui est de plus en plus considérée comme une question de politique, et non de politique.

### **À quoi sert l'anticapitalisme théorique si l'anticapitalisme politique ne peut pas être pris au sérieux ?**

Avant 1989, on pouvait tenir pour acquis que la culture politique du capitalisme libéral-démocratique-constitutionnel était une culture critique, le plus souvent en conflit avec le système qui, parfois de mauvaise grâce et à contrecœur, la soutenait. La culture apologétique était réservée aux anciens empires et aux dictatures antilibérales. Aujourd'hui, c'est le désespoir qui règne dans les hautes sphères. Mais sans une utopie parfois seulement implicite comme accessoire, le désespoir ne semble pas fonctionner. À quoi sert l'anticapitalisme théorique si l'anticapitalisme politique ne peut pas être pris au sérieux ?

L'absence d'une culture critique liée à une politique d'opposition a également une conséquence inattendue. Comme l'a fait remarquer l'un des plus grands et des plus pondérés maîtres de la sociologie politique du 20<sup>e</sup> siècle, Seymour Martin Lipset, le fascisme est l'*extrémisme du centre*. Le fascisme n'avait pas grand-chose à voir avec les idées féodales, aristocratiques et monarchistes *passéistes*, était dans l'ensemble anticlérical, opposé au communisme et à la révolution socialiste et, comme les libéraux dont il avait hérité l'électorat, détestait les grandes entreprises, les syndicats et l'État-providence. Lipset avait classiquement montré que les extrémismes de gauche et de droite n'étaient en aucun cas exclusifs : certaines attitudes petites bourgeoises suspectant les grandes entreprises et le grand gouvernement pouvaient être, et étaient, prolongées en un extrémisme qui s'est avéré mortel. Les extrémismes de droite et du centre ont été combinés dans le para-fascisme hongrois, autrichien, croate, slovaque (j'ai emprunté ce

terme à Roger Griffin) d'une coloration pseudo-chrétienne, cléricale, royaliste, mais l'extrémisme du centre existe et a existé, prouvé par Lipset également par des continuités dans la géographie électorale.

Aujourd'hui, il n'y a rien d'autre d'important à l'horizon politique que le centre bourgeois, donc son extrémisme est le plus susceptible de réapparaître. (Jörg Haider et son parti de la liberté en sont le meilleur exemple. Certaines parties de son discours sont libertaires/néolibérales, son idéal est le petit homme propriétaire, il est fortement en faveur d'une « démocratie » petite bourgeoise d'actionnariat et d'accession à la propriété, et il est tout à fait exempt de nationalisme romantique-réactionnaire, distinct de l'égoïsme de clocher et du racisme.) Ce que l'on considère aujourd'hui comme la « droite » aux États-Unis aurait été considéré comme insurrectionnel et réprimé par la force armée dans n'importe quel régime traditionnel de la droite comme individualiste, décentralisatrice et opposée au monopole du pouvoir coercitif par le gouvernement, le fondement de chaque credo conservateur. Les conservateurs sont *le parti de l'ordre* et détestent les milices et les cultes plébéiens.

### **États en décomposition**

La fin des empires coloniaux dans les années 1960 et la fin des systèmes staliens (« socialisme d'État », « capitalisme d'État », « collectivisme bureaucratique ») dans les années 1990 ont déclenché un processus jamais rencontré depuis les invasions mongoles du 13<sup>e</sup> siècle : un effondrement global et apparemment irréversible de l'État établi en tant que tel. Alors que la presse occidentale *bien-pensante* déplore quotidiennement les menaces de dictature perçues dans des contrées lointaines, elle ignore généralement la réalité qui se cache derrière les discours musclés de dirigeants impuissants, à savoir que personne n'est prêt à leur obéir. Le vieil État-nation, grinçant et impopulaire, la seule institution à ce jour capable d'accorder des droits civiques, un minimum d'aide sociale et une certaine protection contre les exactions des bandes de corsaires et des élites économiques rapaces et irresponsables, a cessé d'exister ou n'a même jamais vu le jour dans la majorité des régions les plus pauvres du monde. Dans la

plupart des régions d'Afrique subsaharienne et de l'ex-Union soviétique, ce ne sont pas seulement les réfugiés, mais l'ensemble de la population qui peuvent être considérés comme apatrides. Le chemin du retour, après des décennies d'industrialisation démente (voir l'histoire horrible des centrales hydroélectriques partout dans le tiers-monde et l'ancien bloc de l'Est), vers une économie de subsistance et des échanges de troc « naturels » au milieu de la dévastation de l'environnement, où le banditisme semble être devenu la seule méthode efficace d'organisation sociale, ne mène exactement nulle part. Les populations d'Afrique et d'Eurasie ex-soviétique ne meurent pas d'une surabondance d'État, mais de son absence.

Traditionnellement, les luttes de libération, quelles qu'elles soient, ont été dirigées contre des privilèges bien établis. L'égalité s'est faite aux dépens des groupes dominants : la laïcité a réduit le pouvoir des princes de l'Église, la législation sociale a réduit les profits des « intérêts financiers », le droit de vote universel a aboli la classe politique traditionnelle de l'aristocratie foncière et de la *noblesse de robe*, le triomphe de la culture pop commerciale a écrasé les prérogatives idéologiques de l'intelligentsia progressiste, la mobilité horizontale et l'expansion des banlieues ont mis fin au règne des partis politiques au niveau local, la contraception et l'hédonisme consumériste ont dissous la règle patriarcale dans la famille – quelque chose a été perdu, quelque chose a été gagné. Chaque pas vers une plus grande liberté a réduit les privilèges de quelqu'un (sans parler de la douleur du changement). Il était concevable d'imaginer la libération des classes inférieures proscrites et opprimées par le biais de croisades économiques, politiques et morales : il y avait, grosso modo, quelqu'un à qui prendre les gains mal acquis. Et ces gains pouvaient être redistribués à des sections plus méritantes de la population, offrant en échange une plus grande concorde sociale, une tranquillité politique et une sécurité aux élites privilégiées impopulaires, réduisant ainsi l'animosité de classe. Mais n'oublions pas que le marché social-démocrate a été conclu à l'issue de siècles de conflits et de renoncements douloureux de la part des couches dirigeantes traditionnelles. Une telle lutte de libération,

violente ou pacifique, n'est pas possible pour les nouveaux misérables de la terre.

### **La citoyenneté est aujourd'hui le privilège très exceptionnel des habitants des États-nations capitalistes florissants.**

Personne ne les exploite. Il n'y a pas de profit supplémentaire ni de plus-value à s'approprier. Il n'y a pas de pouvoir social à monopoliser. Il n'y a pas de culture à dominer. Les pauvres des nouvelles sociétés sans État – du point de vue « homogène » – sont totalement superflus. Ils ne sont pas exploités, mais négligés. Il n'y a pas de surimposition, puisqu'il n'y a pas de recettes. Les privilèges ne peuvent pas être redistribués vers une plus grande égalité puisqu'il n'y a pas de privilèges, sauf les privilèges temporaires que l'on peut obtenir, occasionnellement, sous la menace d'une arme.

Les populations faméliques n'ont d'autre issue à leur condition à peine humaine que de partir. Le soi-disant centre, loin d'exploiter cette périphérie de la périphérie, ne fait qu'essayer d'écarter les indigents étrangers et généralement de couleur (le phénomène est appelé par euphémisme « pression démographique ») et d'ériger des barrières impressionnantes aux frontières des pays riches, tandis que notre bureaucratie financière internationale conseille davantage de déréglementation, de libéralisation, moins d'État et moins de gouvernement aux nations qui n'en ont pas, et qui périssent en conséquence. Des « guerres humanitaires » sont menées pour empêcher des masses de réfugiés d'affluer et d'encombrer les systèmes de protection sociale occidentaux qui sont de toute façon en décomposition.

La citoyenneté dans un État-nation fonctionnel est le seul ticket repas sûr dans le monde contemporain. Mais cette citoyenneté est désormais le privilège d'un très petit nombre. L'assimilation par les Lumières de la citoyenneté à la condition politique nécessaire et « naturelle » de tous les êtres humains a été inversée. Il fut un temps où la citoyenneté était un privilège au sein des nations. Elle est aujourd'hui un privilège pour *la plupart* des personnes dans *certaines* nations. La citoyenneté est aujourd'hui le privilège très exceptionnel des habitants des États-nations capitalistes florissants, alors que la

majorité de la population mondiale ne peut même pas commencer à aspirer à la condition civique, et a également perdu la sécurité relative de la protection pré-étatique (tribu, parenté).

La scission de la citoyenneté et de l'humanité subpolitique est maintenant complète, le travail des Lumières irrémédiablement perdu. Le post-fascisme n'a pas besoin de mettre les non-citoyens dans des trains de marchandises pour les emmener dans la mort; il lui suffit d'empêcher les nouveaux non-citoyens de monter dans tous les trains qui pourraient les emmener dans le monde heureux des poubelles qui débordent et qui pourraient les nourrir. Les mouvements post-fascistes partout, mais surtout en Europe, sont des mouvements anti-immigration, ancrés dans la vision du monde «homogène» de l'utilité productive. Ils ne se contentent pas de protéger les privilèges de race et de classe au sein de l'État-nation (bien qu'ils le fassent aussi), mais protègent la citoyenneté universelle au sein de l'État-nation riche contre la citoyenneté quasi universelle de tous les êtres humains, indépendamment de la géographie, de la langue, de la race, de la confession et des habitudes. La notion actuelle de «droits de l'homme» peut défendre les gens contre l'anarchie des tyrans, mais ce n'est pas une défense contre l'anarchie de l'absence de règle.

### **Variétés de post-fascisme**

On oublie souvent que le capitalisme mondial contemporain est une deuxième édition. Dans le capitalisme d'avant 1914, sans contrôle des monnaies (l'étalon-or, etc.) et le libre-échange, un monde sans visas ni permis de travail, où les entreprises fournissaient du matériel militaire aux armées ennemies en temps de guerre sans que les gouvernements ou la presse ne bronchent, la libre circulation du capital et du travail était plus ou moins assurée (c'était peut-être un monde moins égal, mais plus libre). En comparaison, ce qu'on appelle la «mondialisation» est une entreprise plutôt modeste, une destruction progressive et timide d'États-nations *étatistes* et *dirigistes* construits sur le marché égalitaire de la social-démocratie à l'ancienne, dont l'électorat (considéré comme l'épine dorsale des nations modernes), la classe ouvrière de la «ceinture

de rouille<sup>12</sup>», est en train de se désintégrer. La mondialisation a libéré les flux de capitaux. Les capitaux spéculatifs vont là où les investissements semblent «rationnels», généralement là où les salaires sont bas et où il n'y a pas de syndicats militants ou de mouvements écologiques. Mais contrairement au 19<sup>e</sup> siècle, le travail ne bénéficie pas des mêmes libertés. *Spiritus flat ubi vult*: le capital s'envole où il veut, mais la libre circulation du travail est entravée par des réglementations nationales toujours plus rigides. Le flux est à sens unique; le capital peut améliorer sa position, mais le travail – en particulier le travail de faible qualité et de faible intensité dans les pays pauvres de la périphérie – ne le peut pas. Déréglementation pour le capital, réglementation stricte pour le travail.

Si la main-d'œuvre est bloquée à la périphérie, elle devra supporter les ateliers clandestins. Les tentatives de lutte pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail *ne se heurtent pas* à la violence, aux briseurs de grève ou aux coups d'État militaires, mais à une fuite discrète des capitaux et à la désapprobation de la finance internationale et de ses bureaucraties internationales ou nationales, qui auront la capacité de décider qui mérite l'aide ou l'allègement de la dette. Pour citer Albert O. Hirschman, la *voix* (c'est-à-dire la protestation) est impossible, voire inutile. Il ne reste que la *sortie*, l'exode, et c'est le travail du post-fascisme d'empêcher cela.

### **Nous sommes confrontés à une nouvelle forme d'extrémisme du centre**

Dans ces conditions, il est logique que la nouvelle gauche se soit réapproprié le langage des droits de l'homme au lieu de la lutte des classes. Si tu jettes un coup d'œil à *Die Tageszeitung*, *Il Manifesto*, *Rouge* ou *Socialist Worker*, tu verras qu'ils parlent surtout des demandeurs d'asile, des immigrants (légaux ou illégaux, *les sans-papiers*), des squatters, des sans-abri, des Tsiganes, et autres. C'est une tactique qui leur est imposée par la désintégration de la citoyenneté universelle, par les flux de capitaux mondiaux sans entrave, par l'impact des

---

12. NdT. Désigne l'ancienne région industrielle aujourd'hui désindustrialisée du Nord-Est des États-Unis.

nouvelles technologies sur les travailleurs et les consommateurs, et par la mort lente du sous-prolétariat mondial. Ils doivent également faire face à la renaissance de la politique de classe sous une nouvelle forme par les partisans de la «troisième voie» à la Tony Blair. L'État néolibéral a abrogé ses obligations envers les populations et les groupes «hétérogènes» et non productifs. Les idées néovictoriennes et pédagogiques du *workfare*, qui déclarent que le chômage est implicitement un péché, l'assimilation des demandeurs d'aide sociale à des «ennemis du peuple», le remplacement de l'aide sociale par des crédits d'impôt en vertu desquels les personnes n'appartenant pas à la catégorie des contribuables ne sont pas jugées dignes d'aide, le soutien au revenu subordonné à des pratiques familiales et de logement jugées appropriées par les «autorités compétentes», la racialisation, l'ethnisation et la sexualisation croissantes des classes défavorisées, le remplacement de la solidarité sociale par la solidarité ethnique ou raciale, la reconnaissance manifeste d'une citoyenneté de seconde classe, la reconnaissance tacite du rôle de l'État dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la discrimination, la reconnaissance tacite du rôle de la police en tant que force de défense raciale, le remplacement de l'idée d'émancipation par l'idée de privilèges (comme l'adhésion à l'Union européenne, à l'OCDE ou à l'OMC) accordés arbitrairement aux pauvres qui le méritent, et la transformation d'arguments rationnels contre l'élargissement de l'Union européenne en une populace raciste/ethnique – tout cela fait partie de la stratégie post-fasciste de scission de la communauté civique et humaine, d'un renouvellement de l'octroi ou du refus de la citoyenneté en fonction de la race, de la classe, de la confession, de la culture et de l'origine ethnique.

Le redoublement de la sous-classe – une sous-classe mondiale à l'étranger et les «hétérogènes», les bons à rien sauvages à la maison, les intérêts d'une sous-classe («domestique») étant présentés comme opposés à l'autre («étrangère») – confère au post-fascisme sa dimension populiste manquante. Il n'y a pas d'ennemi plus sévère de l'immigrant – «travailleur invité» ou demandeur d'asile – que le *lumpenprolétariat* obsolète représenté publiquement par le hooligan de

football d'extrême droite. Les «*Lager louts*» ne savent peut-être pas que le terme *lager* ne désigne pas seulement une sorte de bière continentale bon marché, mais aussi un camp de concentration. Mais le jeu de mots inconscient est, sinon symbolique, métaphorique.

Nous sommes donc confrontés à une nouvelle forme d'extrémisme du centre. Ce nouvel extrémisme, que j'appelle post-fascisme, ne menace pas, contrairement à son prédécesseur, le régime libéral et démocratique au sein du noyau dur de la «société homogène.» Au sein de la communauté coupée en deux, la liberté, la sécurité, la prospérité ne sont dans l'ensemble pas perturbées, du moins au sein de la majorité productive et procréatrice qui, dans certains pays riches, englobe la quasi-totalité des citoyens blancs. «Hétérogènes», généralement racialement étrangères, les minorités ne sont pas persécutées, mais seulement négligées et marginalisées, forcées de mener une vie totalement étrangère au mode de vie de la majorité (qui, bien sûr, peut parfois être qualitativement meilleure que le consumérisme et les obsessions de santé de la majorité). Les drogues, autrefois censées élargir et élever la conscience, pacifient maintenant avec malaise l'oisiveté forcée de ceux que la société n'est pas disposée à aider et à reconnaître comme des semblables. La sous-culture «dionysiaque» du sous-prolétariat exagère encore la bifurcation de la société. La participation politique des démunis est hors de question, sans qu'il soit nécessaire de restreindre le droit de vote. À part le radicalisme de gauche naissant et faible, aussi isolé que l'était l'anarcho-syndicalisme dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, personne ne cherche à les représenter. Les outils conceptuels autrefois offerts par le socialisme démocratique et libertaire sont absents; et les libertaires sont aujourd'hui des extrémistes bourgeois militants du centre, des cyberpunks ultra-capitalistes hostiles à toute idée de solidarité au-delà du *fluxus* du marché mondial.

Le post-fascisme n'a pas besoin de *stormtroopers* et de dictateurs. Il est parfaitement compatible avec une démocratie libérale anti-Lumières qui réhabilite la citoyenneté comme un don du souverain au lieu d'un droit humain universel. J'avoue que je lui donne ici un nom grossier pour



attirer l'attention sur son injustice flagrante. Le post-fascisme n'est historiquement en continuité avec son horrible prédécesseur que par bribes. Certes, l'antisémitisme d'Europe centrale et orientale n'a pas beaucoup changé, mais il n'est guère central. Comme le post-fascisme n'est que rarement un mouvement, mais plutôt un simple état de fait, géré le plus souvent par des gouvernements dits de centre-gauche, il est difficile de l'identifier intuitivement. Les post-fascistes ne parlent généralement pas d'obéissance totale et de pureté raciale, mais des autoroutes de l'information.

**Le champ avait été choisi par le post-fascisme, et les libéraux essaient à tort de le combattre sur son propre terrain de prédilection : l'ethnicité**

Tout le monde connaît la fureur instinctive qu'éprouvent les gens face à une porte fermée. Aujourd'hui, des dizaines de millions d'êtres humains affamés font trembler la poignée de la porte. Les pays riches imaginent des cadenas plus sophistiqués, tandis que leur colère contre les envahisseurs de l'extérieur grandit également. Une partie de cette colère conduit à la renaissance du *Gedankengut* («trésor d'idées») nazi et fasciste, ce qui déclenchera une juste répulsion. Mais le post-fascisme ne se limite pas aux anciennes puissances de l'Axe et à leurs ex-cilients consentants, aussi révoltante et horrible que soit cette sous-variante spécifique. Les Tsiganes d'Europe de l'Est (Roma et Sintj,

pour donner leurs noms politiquement corrects) sont persécutés à la fois par les forces de l'ordre et par la population, et tentent de fuir vers l'«Ouest libre». La réaction occidentale consiste à introduire des restrictions de visa à l'encontre des pays en question afin d'empêcher l'afflux massif de réfugiés, et des sommations solennelles aux pays d'Europe de l'Est pour qu'ils respectent les droits de l'homme. Le racisme intérieur est supplanté par le libéralisme mondial, tous deux fondés sur un pouvoir politique qui se racialise rapidement.

Les réponses multiculturalistes sont des aveux désespérés d'impuissance : une acceptation de l'ethnicisation de la sphère civique, mais avec une tournure humaniste et bienveillante. Ces aveux sont des concessions de défaite, des tentatives d'humaniser l'inhumain. Le terrain avait été choisi par le post-fascisme, et les libéraux essaient de le combattre sur son propre terrain de prédilection, l'ethnicité. Cette position est extrêmement désavantageuse. Sans de nouvelles façons d'aborder le problème du capitalisme mondial, la bataille sera sûrement perdue.

Mais le nouvel État dualiste est bien vivant. Un État normatif pour les populations centrales du centre capitaliste, et un État prérogatif de décrets arbitraires concernant les non-citoyens pour le reste. Contrairement au fascisme classique et totalitaire, l'État prérogatif n'est que faiblement visible pour les sujets de l'État normatif : la communauté humaine et civique essentielle avec ceux qui sont tenus à l'écart et maintenus au bas de l'échelle est moralement invisible. La critique radicale qui prétend que la liberté au sein de l'État normatif est une illusion est erronée, bien que compréhensible. Le refus de la citoyenneté fondé non pas sur l'exploitation, l'oppression et la discrimination pure et simple entre les membres de la «société homogène», mais sur la simple exclusion et la distance, est difficile à comprendre, parce que les habitudes mentales de la lutte de libération pour une redistribution plus juste des biens et du pouvoir ne sont pas applicables. Le problème n'est pas que l'État normatif devienne plus autoritaire. Le problème est qu'il n'appartient qu'à quelques-uns.

Source : *Boston Review*, 2000. Transmis par P. C.



# Le salut nazi d'Elon Musk, George Orwell et cinq leçons

Bart Cammaerts

49

Dans son roman dystopique *1984*, George Orwell écrit : «Le Parti vous a dit de rejeter les preuves de vos yeux et de vos oreilles. C'était leur dernier ordre, le plus essentiel.» En effet, c'est un véritable pouvoir que de pouvoir non seulement réfuter, minimiser et nier ce que l'on fait ou dit, mais aussi de pouvoir faire croire aux personnes qu'elles n'ont pas vu ou entendu ce que l'on a fait sous leurs yeux.

Lors d'un rassemblement organisé pour célébrer l'investiture de Donald Trump en tant que 47<sup>e</sup> président des États-Unis, le «tech bro<sup>1</sup>», Elon Musk a fait le salut nazi, non pas une fois, mais deux fois... juste pour être sûr que le monde entier le remarque. La foule a adoré et a répondu par un mépris et pervers rugissement de plaisir. Confronté au contrecoup logique de son action, Musk a simplement rétorqué que «les médias traditionnels sont de la pure propagande» et que «les attaques du type "tout le monde est Hitler" sont tellement usées [émoji endormi]». Quelques jours plus tard, il a toutefois doublé la mise en publiant sur X le message suivant :

Ne dites pas Hess aux accusations de nazisme ! Certaines personnes sont prêtes à tout pour Goebbels ! Arrêtez de faire des Göring vos ennemis. Ses pronoms auraient été He/Himmler ! Je parie que vous avez fait du nazisme [émoji de rire]<sup>2</sup>.

Ces dénigrements perfide et ce jargon fasciste ne sont pas surprenants en soi, venant du troll en chef autoproclamé, mais ils sont très révélateurs. Ce qui est surprenant,

en revanche, et qui renvoie à la citation d'Orwell, c'est la façon dont les médias, ainsi qu'une partie des commentateurs de la société civile, ont réagi à cette affaire. Ce que nous avons vu sous nos yeux a été nié, mis en doute ou exprimé en termes «allégués», même par des médias plus progressistes.

«Musk semble faire un salut de style fasciste», écrit *The Guardian*. Le *Washington Post*<sup>3</sup> parle d'un «geste controversé, que certain·es ont interprété comme un salut nazi». Que veulent-ils dire en utilisant le verbe «semble» ou «certain·es l'interprètent comme»? Il ne s'agit pas d'un salut nazi, il n'y a pas de place pour l'interprétation; il s'agissait de deux saluts nazis consécutifs, point final, point final. Le «geste» était clair et direct, ne laissant aucune place au doute. Les sites néonazis et les blogueurs l'ont célébré pour ce qu'il était. D'autres, cependant, s'employaient bien sûr à semer le doute et la confusion, comme le sénateur républicain Ted Cruz, qui a affirmé sur X que Musk «a littéralement dit "mon cœur va vers vous" lorsqu'il a fait le geste de son cœur vers le peuple\*». Vraiment? Qui sont «les gens» à qui Musk a fait un salut nazi «du fond du cœur»?

Ce qui est encore plus stupéfiant à cet égard, c'est que la Anti-Defamation League (ADL), basée aux États-Unis, qui prétend «mettre fin à la diffamation du peuple juif et garantir la justice et le traitement équitable de toutes et tous», a déclaré sur X (de toutes les plateformes!):

Il semble que @elonmusk ait fait un geste maladroit dans un moment d'enthousiasme, pas un salut nazi, mais encore une

1. NdT. Culture bro: culture associée aux entreprises de la Silicon Valley.

2. Les citations qui émanent de X n'ont pas de lien, pour des raisons évidentes. Elles sont indiquées par un \*

3. NdT. Rappelons que le *Washington Post* est la propriété de Jeff Bezos, le patron d'Amazon. Le journal n'avait d'ailleurs pas voulu choisir entre Biden et Trump.

fois, nous comprenons que les gens soient sur les nerfs. Dans ce moment, toutes les parties devraient s'accorder un peu de grâce, peut-être même le bénéfice du doute, et reprendre leur souffle\*.

Il est déconcertant et effrayant de constater que même une organisation juive, vouée à la lutte contre le racisme, qualifiée de «geste maladroit» l'utilisation politique flagrante et directe d'un salut nazi, dont elle nie explicitement qu'il s'agisse d'un salut nazi et ajoute que nous devrions accorder «un peu de grâce» au technofasciste qui l'a délibérément utilisé à des fins de provocation. À cet égard, une autre citation de 1984 d'Orwell me vient à l'esprit :

Tout s'est évanoui dans le brouillard. Le passé a été effacé, l'effacement a été oublié, le mensonge est devenu vérité.

Nous vivons une époque dangereuse et déconcertante. Non seulement aux États-Unis, mais aussi en Italie, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Allemagne et en France, le fascisme est déjà au pouvoir ou frappe aux portes du pouvoir. Celles et ceux d'entre

nous qui croient non seulement en un système de gouvernance démocratique, mais plus encore aux valeurs démocratiques fondamentales que sont la liberté, l'égalité et la fraternité, doivent très rapidement trouver et développer des moyens de contrer cette normalisation et glorification rampantes des symboles, idées, valeurs et politiques fascistes.

Cependant les antifascistes contemporains sont confrontés à un problème : réagir à de telles provocations en appelant de manière discursive les fascistes et les (néo-) nazis pour ce qu'ils sont, disent et font, est devenu inefficace car cela est simplement considéré comme «fatigant» ou «tellement du siècle dernier». En parlant de siècle dernier, Orwell notait au début de l'année 1946 que «le mot fascisme n'a désormais plus de sens que dans la mesure où il signifie "quelque chose de non désirable"». Malheureusement, tout comme dans les années 1930, le fascisme est de plus en plus désirable pour un nombre croissant de personnes et d'élites économiques. Au Royaume-Uni, un récent sondage commandé par Channel 4



a révélé que 52 % des 13-27 ans sont d'avis que «le Royaume-Uni serait un meilleur endroit s'il était dirigé par un leader fort qui n'a pas à s'embarrasser du parlement et des élections».

Alors, comment lutter contre cette menace démocratique existentielle? Pour répondre à cette question, il serait peut-être bon de remonter le fil de la mémoire et d'examiner de plus près la longue histoire de la résistance contre le fascisme, avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale; une histoire dont Orwell était un partisan actif. Cette histoire nous fournit, à mon avis, cinq leçons précieuses :

1) Construire des coalitions transnationales et inter-idéologiques de résistance antifasciste au sein de la société civile et au-delà. Le mouvement antifasciste n'a pas seulement franchi les frontières géographiques, mais aussi des frontières idéologiques. Grâce à la lutte antifasciste, une solide chaîne d'équivalence a été construite entre les socialistes, les communistes, les anarchistes, les libéraux, les catholiques et les francs-maçons.

2) Développer des alternatives démocratiques au discours fasciste et à son attrait pour les jeunes et la classe ouvrière : Comme par le passé, il existe un terrain matériel et socio-économique pour la résurgence du fascisme, et comme au siècle dernier, un inter-règne, durant lequel «l'ancien se meurt mais le nouveau ne peut pas encore naître» (*dixit* Antonio Gramsci), caractérise également cette époque.

3) Revigorer une culture et une esthétique de la résistance antifasciste : Les émotions et la dimension affective, ainsi qu'un régime publicitaire sophistiqué, étaient au cœur de l'attrait fasciste, qui était à son tour contesté par une culture et une esthétique créatives et exubérantes de la résistance (par exemple, Bertold Brecht, John Heartfield, Walter Benjamin, André Malraux et, en fait, George Orwell). Cette esthétique et cet affect de la résistance ont non seulement démystifié et contesté le fascisme, mais aussi célébré la liberté, l'égalité et les alternatives démocratiques; nous avons besoin aujourd'hui de quelque chose de tout aussi exubérant et contestataire.

4) Documenter, enregistrer et préparer les litiges futurs: le *modus operandi* fasciste

consiste en des violations flagrantes des droits des êtres humains et en un mépris manifeste de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs. Cependant, l'histoire nous enseigne également que le pouvoir fasciste n'est jamais absolu ni éternel, et qu'il y a toujours un moment où l'on doit rendre des comptes. C'est pourquoi la résistance antifasciste doit également documenter, enregistrer et rassembler des preuves.

5) Désobéissance civile, perturbation et sabotage: Enfin, le sabotage des politiques fascistes et la perturbation de leur infiltration dans les appareils d'État ont également joué un rôle crucial dans l'histoire. La résistance contre le fascisme n'a jamais été seulement l'affaire des élites ou des artistes, mais aussi des travailleurs et des travailleuses, des fonctionnaires, des agriculteurs/agricultrices et même des (petits) entrepreneurs, qui ont toutes et tous contourné et saboté le pouvoir et les politiques fascistes. Il s'agit là d'un aspect qu'il sera crucial et nécessaire de développer et d'entretenir à nouveau.

La lutte antifasciste a également été marquée par la violence politique, ou, si j'ose dire, par la contre-violence, mais aujourd'hui, malgré tout, je pense que nous devons suivre le credo de Michelle Obama: «Quand ils s'abaissent, nous nous élevons», et nous abstenir de prôner la violence, comme certains l'ont fait à la suite de l'assassinat du PDG de UnitedHealthcare, Brian Thompson, par Luigi Mangione.

L'histoire révolutionnaire récente nous enseigne que les idéaux démocratiques peuvent facilement être compromis et étouffés si et quand ils sont récupérés par le biais d'une arme à feu. En même temps, en tant qu'antifascistes, nous devons nous préparer, construire des coalitions et développer des stratégies pour un combat existentiel; cela est devenu évident ces dernières années.

Ces cinq leçons tirées des luttes antifascistes du passé constituent un bon point de départ, passons à l'action, *No pasarán!*

---

[Bart Cammaerts est professeur de politique et de communication à la London School of Economics and Political Science.](#)

Source: Département «Médias et communications» de la [London School of Economics](#).

# Le poutinisme, c'est le fascisme

Ilya Budraitskis

Le 24 février, lorsque la Russie de Poutine a lancé une invasion militaire à grande échelle en Ukraine, le monde s'est trouvé face à plus qu'un simple défi à l'hégémonie géopolitique occidentale. Derrière la politique agressive du Kremlin se cache une logique qui renvoie à l'idéologie impérialiste classique, selon laquelle les relations entre pays sont fondées uniquement sur le droit du plus fort. S'il a critiqué les interventions militaires étatsuniennes en Irak ou en Afghanistan dans ses discours, Vladimir Poutine était surtout en désaccord avec la revendication par Washington du droit exclusif de mener des interventions impériales, d'étendre sa sphère d'influence et de condamner les autres puissances qui oseraient faire de même.

L'accusation portée contre l'Occident se réduit donc à dénoncer l'«hypocrisie» des États-Unis: pourquoi seraient-ils les seuls autorisés à faire ce que les autres n'ont pas le droit de faire? Ce qui était auparavant la chasse gardée de l'impérialisme US, selon Poutine, doit désormais devenir la seule loi reconnue de la politique internationale. Dans sa vision du monde, seuls certains États sont déterminés «organiquement» à devenir des empires dotés d'un pouvoir «souverain» de déclencher des guerres, tandis que d'autres sont destinés à être des «colonies», des objets à contrôler et à conquérir. Le droit de ces États «souverains» à exercer un pouvoir arbitraire extérieur correspond à leur droit à exercer un pouvoir arbitraire intérieur: si derrière chaque droit il n'y a finalement que la force nue, alors les droits humains ou le droit à la représentation démocratique dépendent aussi inévitablement de la force, et ne sont donc que des armes brandies pour exercer une influence extérieure.

De cette logique impériale découle inévitablement une logique contre-révolutionnaire

et antidémocratique qui a toujours été caractéristique de l'élite russe: toutes les protestations et tous les soulèvements sont toujours contrôlés de l'extérieur, que ce soient les manifestations de l'opposition russe de 2011, le printemps arabe ou la révolution russe de 1917 (que Poutine considère également comme le résultat des activités des services de renseignements étrangers). Il est facile de voir que dans un tel schéma idéologique, les États sont assimilables à des individus qui, dans une société de marché, sont également engagés dans une lutte mutuelle constante pour le succès, la domination et la reconnaissance. La même loi naturelle régit les États, les communautés nationales et les vies humaines individuelles: soit vous affirmez votre droit existentiel au détriment d'un autre, soit vous devenez la victime de l'affirmation de ce droit par d'autres puissances.

Pour la Russie de Poutine, cette idéologie est désormais définitivement passée du stade de la rhétorique à celui de la pratique, avec un pouvoir qui repose non seulement sur les perceptions chauvines de certaines parties de la société russe, mais aussi sur la rationalité du marché néolibéral qui y prévaut. Divisée en individus isolés et opposés, une telle société devient un instrument soumis aux élites et accepte sa propre impuissance et son incapacité à agir de manière solidaire comme la conséquence d'un destin historique supposé immuable et des lois quasi organiques qui régissent la vie sociale. L'invasion de l'Ukraine a fermement établi dans la Russie de Poutine ce lien inextricable entre politique étrangère et politique intérieure, où l'une est la continuation inévitable de l'autre. La guerre a initié la transformation du régime russe en une forme qualitativement nouvelle: une dictature ouverte, où toute expression publique qui diffère de la

politique officielle est un crime et où toute tentative d'action collective équivaut à une trahison de l'État-nation.

Ce lien entre, d'une part, une atmosphère de peur et de subordination, et, d'autre part, le chauvinisme et l'agression impérialiste, ainsi que l'identification complète de la volonté de la nation avec les décisions d'un leader autoritaire, ont ces derniers mois conduit beaucoup de gens à comparer la Russie de Poutine au fascisme – à juste titre, à mon avis. Cependant, en introduisant ce redoutable concept dans l'analyse de l'actualité, il convient de comprendre pourquoi il est nécessaire de le faire. Tout d'abord, certainement pas pour utiliser le terme «fascisme» comme un synonyme de mal absolu, contre lequel «le monde libre» devrait s'unir. Une telle moralisation du fascisme ne signifierait rien d'autre qu'un retour, dans une nouvelle phase, aux oppositions binaires de la guerre froide (où «le communisme» soviétique se verrait désormais mécaniquement remplacé comme ennemi extérieur de l'Occident par le «fascisme de Poutine»). Deuxièmement, une analyse du fascisme contemporain en Russie (ainsi que des tendances fascistes au-delà de ses frontières) ne devrait pas être remplacée par des analogies historiques spéculatives. Il faut se rappeler que la montée du fascisme dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle a été déterminée par une combinaison de circonstances historiques uniques, et que sa doctrine était controversée et éclectique. Troisièmement, et c'est peut-être le point plus important, aborder la notion de fascisme dans le contexte du régime russe contemporain ne doit pas conduire à le considérer comme la preuve de son particularisme, à l'idée que la fascisation de la Russie post-soviétique est un cas unique prétendument prédéterminé par l'histoire particulière du pays. Au contraire, la caractérisation du régime de Poutine comme fasciste devrait aider à discerner les caractéristiques communes de la crise actuelle de l'ordre capitaliste néolibéral, qui est à l'origine de son évolution. De plus, je suis convaincu que parler de fascisme aujourd'hui pour la Russie ne se justifie que si nous le percevons comme un signe alarmant de tendances mondiales susceptibles de se concrétiser sous la forme de régimes similaires, y compris dans le monde occidental. Tout cela nous ramène inévitablement à la

fois à une nouvelle réflexion sur le phénomène du fascisme et à une compréhension de l'évolution spécifique du régime de Poutine en tant que partie intégrante du système capitaliste mondial.

## Définir le fascisme : doctrine, mouvement ou régime ?

Dans la vaste littérature historique et politico-philosophique sur le fascisme, on peut distinguer trois approches : la première, qui le considère avant tout comme une idéologie (ou plutôt un ensemble de caractéristiques idéologiques); la deuxième, comme un mouvement de masse radical, tandis que la troisième le voit comme un genre particulier de domination, une forme fondamentalement nouvelle de régime politique et, plus généralement, de pouvoir social. Ainsi, la célèbre définition du fascisme par l'historien Roger Griffin comme une «renaissance de l'ultra-nationalisme» («*Palingenetic ultranationalism*»), cherche à définir le fascisme de manière normative, à en déduire son «type idéal», ce qui permet de le séparer clairement de tout autre forme autoritaire. Le fascisme, selon Griffin, est toujours lié à l'idée de faire revivre la grandeur perdue de la nation, à un rejet révolutionnaire des formes précédentes de légitimité, à la mobilisation des masses et à une vision organique de la communauté nationale<sup>1</sup>.

Les limites de cette approche apparaissent clairement dans les récents débats sur le caractère fasciste ou non du régime de Poutine. Timothy Snyder<sup>2</sup>, par exemple, tente de découvrir les fondements idéologiques du régime de Poutine en exagérant l'influence sur Poutine des livres d'Ivan Ilyin, l'idéologue de l'émigration blanche des années 1920 et 1930, ou en reconstruisant à partir de la rhétorique militariste du président russe un «culte de la mort» similaire aux discours de Codreanu, le leader fasciste

1. Roger Griffin, «Studying Fascism in a Postfascist Age. From New Consensus to New Wave?», *Fascism – Journal of Comparative Fascist Studies*, Brill, 1<sup>er</sup> janvier 2012, [https://brill.com/view/journals/fasc/1/1/article-p1\\_1.xml?language=en](https://brill.com/view/journals/fasc/1/1/article-p1_1.xml?language=en).

2. Timothy Snyder, «We should say it. Russia is fascist», *New York Times*, 17 mai 2022, [www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html](https://www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html).

roumain de l'entre-deux-guerres. Les critiques de Snyder, pour leur part, soulignent que l'État de Poutine ne s'appuie pas, comme le « fascisme classique », sur une mobilisation de masse motivée idéologiquement<sup>3</sup>.

Il est clair qu'une telle définition normative du fascisme, reposant sur la présence ou l'absence d'un ensemble de caractéristiques spécifiques, détourne l'analyse de la réalité du régime et de son évolution historique.

Certes, l'invasion actuelle de l'Ukraine s'est accompagnée d'un certain nombre de discours programmatiques de Poutine, et a été encadrée de manière très réactionnaire par la propagande russe. Toutefois, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, il y a vingt ans, il n'était clairement pas un « homme d'idées » et ses politiques pratiques n'étaient pas guidées par l'allégeance à une quelconque doctrine. Au contraire, on peut dire que ses opinions ont été façonnées comme une synthèse des réalités pratiques apprises à travers les fonctions qu'il a occupées tout au long de sa carrière. Ainsi, ses premières années dans les services de sécurité soviétiques l'ont habitué à la pensée conspirationniste ; diriger la privatisation à la mairie de Saint-Petersbourg dans les années 1990 l'a formé à la violence et à la domination brutale, caractéristiques du business semi-criminel et de la mafia avec lesquels il était étroitement associé. Enfin, ses longues années au pouvoir en tant que leader autoritaire incontesté lui ont insufflé une vision de son propre destin messianique en tant que restaurateur de la puissance géopolitique perdue de la Russie.

Ce n'est pas l'idéologie qui définit la pratique de Poutine, mais plutôt la pratique qui l'oblige à intérioriser un ensemble de diverses « vérités » idéologiques qu'il considère comme évidentes.

Les citations de penseurs réactionnaires, soigneusement insérées dans les discours de Poutine, n'ont fait que confirmer les conclusions apprises par le dirigeant russe au fil de son « expérience ». Les contradictions et les discontinuités d'une telle idéologie sont définies par son caractère, selon les mots de Louis Althusser, d'« activité pratique matérielle ». Cette notion d'une idéologie qui n'est déterminée que par la pratique du pouvoir

vaut également pour le fascisme en tant que phénomène historique.

Par exemple, l'historien Robert Paxton<sup>4</sup> a démontré que les déclarations des mouvements fascistes ont toujours été très différentes des pratiques des dirigeants fascistes après leur arrivée au pouvoir. Ces déclarations ne formaient pas un ensemble cohérent, mais consistaient plutôt en un ensemble arbitraire de slogans, variant en fonction des groupes sociaux auxquels ils s'adressaient et en fonction des conditions de la lutte politique. De plus, l'éclectisme idéologique du fascisme était élevé au rang de principe idéologique par les dirigeants fascistes eux-mêmes, qui ne se lassaient pas de répéter qu'ils s'appuyaient sur « la vie elle-même » plutôt que sur des doctrines arides (« la théorie est une prison », selon la célèbre maxime de Mussolini). Le programme réel du fascisme se révèle avant tout dans sa pratique en tant que régime qui, en fait, n'a jamais été la continuation d'un mouvement visant à prendre le pouvoir. Comme l'affirme Paxton, les régimes fascistes en Allemagne et en Italie étaient une synthèse complexe de partis totalitaires, de l'ancien appareil d'État et de la rationalité des élites dirigeantes traditionnelles (armée, bureaucratie, Église, etc.), formant une sorte de *dual states* (États doubles). Cette synthèse n'a jamais acquis un caractère monolithique et la crise des régimes fascistes a activé ses contradictions internes : par exemple, le complot de 1944 contre Hitler impliquait des membres éminents de l'élite militaire, tandis que l'éviction de Mussolini en 1943 a été menée par l'entourage du roi Victor Emmanuel, qui avait auparavant été un élément clé du régime fasciste.

Les chercheurs spécialisés dans le domaine du fascisme, pour lesquels il s'agissait avant tout d'un mouvement de masse (Ernst Nolte, par exemple), le considéraient comme une force capable de contrer la menace révolutionnaire que pouvaient représenter le mouvement ouvrier organisé et les partis socialistes. Ainsi, c'est comme s'ils remplaçaient le vieil État bourgeois, incapable de se défendre. Bien sûr, il est difficile de nier cette orientation contre-révolutionnaire, par exemple dans le cas du fascisme italien au

---

3. Grigory Golosov, « Fascist Russia? », *Riddle*, 30 mai 2022 : <https://ridl.io/fasc>.

---

4. Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, New York, Knopf, 2004.

début des années 1920, lorsqu'il était une réaction violente directe à un mouvement de grève à grande échelle et à la création spontanée de conseils ouvriers. Cependant, l'accession au pouvoir de Mussolini et de Hitler n'aurait pas été possible si les élites traditionnelles n'avaient pas pris une décision collective en ce sens. Là où les classes dirigeantes ne voyaient pas la nécessité d'une transformation fasciste – par exemple, en France, en Grande-Bretagne ou en Roumanie –, les mouvements fascistes, malgré les perspectives très nettes de leur influence croissante dans les années 1930, ont finalement été vaincus.

Si, comme l'écrivait Merleau-Ponty, «la révolution est toujours vraie en tant que mouvement et fausse en tant que régime», on peut dire le contraire du fascisme: sa signification et ses objectifs véritables se révèlent précisément en tant que régime de pouvoir étatique, tandis que sous la forme d'une idéologie ou d'un mouvement, ses caractéristiques apparaissent incomplètes et trompeuses.

### Le fascisme d'en haut ?

La définition du fascisme comme un régime pour lequel les caractéristiques idéologiques ou un mouvement de masse préalable sont des caractéristiques secondaires et facultatives permet d'universaliser ce phénomène. Pour une telle approche universaliste, le fascisme ne représente pas une déviation irrationnelle de la voie rationnelle de la civilisation occidentale (comme tendent à le croire les chercheurs appartenant au courant intellectuel libéral), mais un phénomène directement dérivé de la nature même de la société de marché.

Cette position a été le plus clairement exprimée par Karl Polanyi qui, dans son ouvrage *La grande transformation*<sup>1</sup>, voyait dans le fascisme l'expression de la victoire de la logique du marché sur toute forme d'auto-organisation et de solidarité dans la société. La tâche du fascisme, selon Polanyi, était d'achever l'atomisation sociale et de dissoudre la personnalité humaine dans la machine de la production capitaliste. Le fascisme était donc

plus qu'une réaction à la montée des mouvements révolutionnaires dans les années 1920, et il cherchait à détruire non seulement les partis ouvriers mais aussi tout élément de participation démocratique. Polanyi a caractérisé le fascisme non pas comme un mouvement (*movement*) mais comme un revirement (*move*) – c'est-à-dire un consensus des élites dans leur réponse au défi de la crise économique et des alternatives anticapitalistes. Le fascisme a donc représenté une solution radicale à la marchandisation intrinsèque de la «civilisation du 19<sup>e</sup> siècle», à la contradiction entre la démocratie et la logique du marché (le «double mouvement», selon Polanyi) par une redéfinition de la «nature humaine» fondée sur la négation de principe de l'humanité en tant que communauté universelle.

Hannah Arendt est parvenue à des conclusions similaires, bien que partant d'une perspective théorique différente, dans son ouvrage *Les origines du totalitarisme*. Selon Arendt, le fascisme n'a aucun lien direct avec une quelconque tradition intellectuelle et représente non pas un phénomène politique mais un phénomène social qui exprime la réalisation extrême des tendances clés des temps modernes: l'atomisation de la société et la destruction de toute forme de transparence. Pour Arendt, l'essence d'une société totalitaire fasciste n'est pas la pénétration de la politique à tous les niveaux de la vie sociale, mais plutôt l'ultime dépolitisation, la disparition de toute notion d'«intérêt commun<sup>2</sup>».

Cette signification passive et démobilisatrice du fascisme a été saisie très précisément par Walter Benjamin. Dans la conclusion de son ouvrage *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*<sup>3</sup>, il écrit que le fascisme «esthétise la politique», c'est-à-dire qu'il transforme les gens en spectateurs captivés, en consommateurs aliénés de la politique en tant que spectacle, tandis que le communisme, au contraire, «politise l'esthétique», en transformant le spectacle culturel en un lieu de participation créative directe

1. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

2. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, vol. 1, *Sur l'antisémitisme*, Paris, Le Seuil; 2. *L'impérialisme*, Paris, Le Seuil; 3. *Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil, 2005.

3. Walter Benjamin, *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, Paris, Payot, 2013.



des masses. Il est clair que ce spectacle fasciste est strictement hiérarchique – c'est une pièce de théâtre dans laquelle chacun doit jouer rigoureusement le rôle qui lui est attribué.

Ce spectacle de la politique est le contraire direct de la mobilisation d'en bas sous toutes ses formes. Par exemple, il est significatif que les tentatives de groupes d'extrême droite d'organiser des manifestations anti-ukrainiennes indépendantes en mars 2022 aient été brutalement réprimées dans l'œuf par les autorités russes. Les expressions de soutien massif à la guerre ne peuvent et ne doivent avoir lieu que sous des formes strictes approuvées par le haut: concerts patriotiques et flash mobs organisés par les autorités. Ces «ornements de la masse» ont la même signification qu'il y a un siècle, lorsque Siegfried Kracauer les a décrits dans son célèbre essai<sup>4</sup>: la désintégration de l'individu en fragments corporels, chacun d'entre eux étant intégré au processus de production (ainsi qu'à la reproduction idéologique). La rationalité du marché, qui divise (ou réifie, selon la définition de Georg Lukács) l'être humain en fragments, atteint son expression la plus radicale sous le fascisme.

Le fascisme représente donc une nouvelle forme d'État bourgeois qui fusionne directement avec le capital – on pourrait même dire que sous le fascisme, le capital parvient enfin à prendre la forme de l'État.

---

4. Siegfried Kracauer, *L'ornement de la masse : essais sur la modernité weimarienne*, La Découverte, Paris, 2008.

L'appareil d'État ne domine plus la société, équilibrant les intérêts des classes et agissant comme un arbitre (ce qui est typique, par exemple, du «bonapartisme» classique). Sous le fascisme, le capital, pour citer Léon Trotsky, «saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation». L'essence du fascisme, poursuit Trotsky, consiste à «réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et à créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat<sup>5</sup>».

Une compréhension similaire de l'État fasciste a été proposée par le social-démocrate allemand Franz Neumann dans son célèbre livre *Béhémoth*<sup>6</sup>. Pour Neumann, le fascisme est le pouvoir direct du capital, qui n'a plus besoin de l'État comme force médiatrice. S'appuyant sur les théories marxistes de l'impérialisme, Neumann montre que le passage au nazisme a été prédéterminé par la place du capitalisme allemand, privé de marchés étrangers dans un contexte de redécoupage impérialiste du monde. La tendance principale dans le pays est alors la monopolisation de l'industrie et la transformation d'une majorité de la population en prolétaires qui peuvent être utilisés à la fois comme soldats et comme ouvriers. Selon

---

5. Léon Trotsky, «La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne», dans *Contre le fascisme (1922-1940)*, Paris, Syllepse, 2015.

6. Franz Neumann, *Béhémoth : structure et pratique du national-socialisme (1933-1945)*, Paris, Payot, 1987.



Neumann, le capital, dans son ultime expression, a fusionné avec l'État et n'a plus besoin ni de la libre concurrence ni d'un marché du travail libre. Les entreprises faibles ne sont pas dans une relation d'égalité formelle avec les grandes - elles sont judiciairement déclarées inefficaces et leurs biens sont redistribués aux cartels (les confiscations de biens juifs s'inscrivent dans la même logique). La propriété n'est plus garantie par la loi mais par un acte administratif - en d'autres termes, la propriété privée n'est pas déterminée par une règle générale mais par une décision spécifique du souverain. La distinction entre le pouvoir politique (l'État) et le pouvoir économique (le capital) disparaît ainsi, et l'inégalité des droits qui caractérise le capitalisme n'est plus masquée par une façade d'égalité juridique formelle garantie par l'État. Le plein-emploi proclamé par Hitler, comme le montre Neumann, a permis de priver le travailleur de toute liberté de choix - il n'avait aucun droit collectif ou individuel, et était obligé de se fondre avec son entreprise dans un tout organique. C'est ainsi que le slogan nazi de la suprématie de la « politique sur l'économie » est mis en pratique, dans le sens où le capital surmonte toute nécessité de marchés libres et de concurrence en transformant l'État en instrument de son expansion.

Il est frappant de constater à quel point cette description est similaire à la construction du « capitalisme autoritaire » proposée par des idoles intellectuelles de l'*alt-right* [extrême droite] américaine comme Nick Land<sup>7</sup> ou Curtis Yarvin. L'« accélération » du capitalisme, selon ces auteurs, conduira inévitablement les États à abandonner toute autonomie de droit et toute légitimité démocratique. L'État démocratique, avec sa fausse égalité formelle entre les forts et les faibles, sera remplacé par la Gov-corp, une entreprise dirigée hiérarchiquement par des managers qui ont acquis un pouvoir absolu par sélection naturelle. Fondamentalement, pour Land, ce stade de l'État est atteint non pas par la lutte politique et la création d'un mouvement de masse vénérant un chef, mais plutôt par l'« accélération » de l'économie

capitaliste, dont le développement surmonte et détruit toutes les formes politiques. Cette utopie autoritaire-libertaire ressemble paradoxalement à une inversion du capitalisme d'État de Poutine, avec son lien inextricable entre droits de propriété et pouvoir politique, et la notion profondément ancrée de la nature « aristocratique » et de classe de la domination de la bureaucratie étatique (avec les services spéciaux au sommet de la pyramide hiérarchique). L'étrange affinité entre les visions du monde des *siloviki* de Poutine et des adeptes de Land dans la Silicon Valley peut difficilement s'expliquer par une éducation idéologique commune ou un même club de lecture. Pour arriver à des modèles similaires, Land utilise des citations de Hobbes et de Deleuze, tandis que Poutine utilise des citations d'Ilyin ou de Gumilev. Les références intellectuelles sont ici de second ordre, alors que la rationalité, intériorisée à partir des pratiques idéologiques inconscientes du capitalisme néolibéral et caractéristique du type de subjectivité qu'il produit, est primordiale.

Le fascisme d'aujourd'hui n'a plus besoin de mouvements réactionnaires de masse. Il n'a pas besoin d'utiliser les méthodes de la guerre civile pour pulvériser la classe ouvrière organisée et la réduire à un « état d'apathie » par la violence - ces tâches ont été largement accomplies au cours de décennies de réorientation néolibérale dans les pays occidentaux (et de réformes marchandes de la « thérapie de choc » dans les années 1990 dans les pays « post-socialistes »).

Il ne manque plus qu'un revirement d'en haut, qui enterrera définitivement toute forme de participation démocratique et donnera définitivement au capital la forme d'un État.

Tout comme l'ancien fascisme, le fascisme du 21<sup>e</sup> siècle est une tendance qui a émergé pendant la crise du capitalisme mondial.

À cet égard, il est frappant de constater à quel point le poutinisme, né des conditions de la transformation post-soviétique de la Russie, correspond idéologiquement à ces tendances mondiales et à quel point il a peu de spécificité nationale. En termes de rhétorique, il est difficile de trouver quoi que ce soit de différent de ce que connaissent tous les électeurs de Le Pen, les partisans de Victor Orban ou les fans de l'émission de Tucker

7. Nick Land, « The Dark Enlightenment », [www.thedarkenlightenment.com/the-dark-enlightenment-by-nick-land/](http://www.thedarkenlightenment.com/the-dark-enlightenment-by-nick-land/).

Carlson sur Fox : c'est le même anti-universalisme agressif, les menaces des « minorités », la défense de la « famille traditionnelle » et des « valeurs » contre le libéralisme et le marxisme culturel, l'exploitation de la haine envers des « élites » abstraites. Sa seule différence fondamentale semble être que le poutinisme a déjà acquis la qualité d'un régime fasciste du 21<sup>e</sup> siècle, et en ce sens il ne sert pas de rappel du passé, mais d'avertissement pour l'avenir. Mais pourquoi la Russie post-soviétique a-t-elle eu le destin de devenir cet exemple effrayant ?

## **Poutinisme : la plus brève histoire du fascisme**

Au milieu des années 2000, alors que Vladimir Poutine venait d'être triomphalement réélu pour son deuxième mandat présidentiel, l'auteur de ces lignes était déjà un participant actif de la scène politique de gauche à Moscou. Lors des nombreuses manifestations que, à cette époque lointaine, les autorités autorisaient encore dans le centre même de la capitale russe, l'un des slogans les plus populaires était « Russie unie – pays fasciste ! » Les jeunes socialistes et anarchistes qui ont répété ce slogan ont certainement considéré cette caractérisation comme une exagération nécessaire. Au cours des premières années du règne de Poutine, il existait encore des libertés civiques relatives et des médias indépendants, les candidats de l'opposition pouvaient se présenter aux élections et les syndicats pouvaient, bien que rarement, faire grève. Néanmoins, la combinaison dangereuse de la consolidation du pouvoir personnel, de la dépolitisation de masse et des opinions chauvines et racistes répandues était tout à fait évidente. La carrière politique de Poutine et la nature de sa popularité ont été liées à la guerre dès le début. À la fin de 1999, lorsque Boris Eltsine a déclaré que Poutine était son successeur, les troupes russes menaient déjà une « opération antiterroriste » de grande envergure en Tchétchénie.

La victoire écrasante de Poutine à l'élection présidentielle de mars 2000 a constitué ce que les analystes politiques proches du gouvernement ont pour la première fois appelé la « majorité poutinienne ». Les émotions fédératrices de cette majorité électorale

étaient la frustration, la lassitude et la peur : la désillusion vis-à-vis de la démocratie, associée à l'instabilité politique et sociale, la lassitude vis-à-vis de la pauvreté et de l'imprévisibilité économique, et la crainte, alimentée par les médias, d'une menace terroriste émanant des « islamistes radicaux » à laquelle se mêlait une aversion pour les « Caucasiens » qui « inondent nos villes ».

Il est révélateur que ce « rassemblement autour du drapeau », caractéristique de toute l'évolution ultérieure du poutinisme, n'était pas du tout dirigé contre l'Occident. Au contraire, Poutine a toujours présenté l'opération punitive en Tchétchénie comme faisant partie de la croisade contre le « terrorisme international » lancée après le 11-Septembre par George W. Bush.

La politique intérieure, dans ses caractéristiques essentielles, était d'un caractère remarquablement similaire au projet néoconservateur occidental : la privatisation active du secteur public et les réformes néolibérales de la législation étaient accompagnées d'un renforcement du contrôle policier et d'une rhétorique patriotique d'« unité nationale » face aux défis extérieurs. Ainsi, dès les premières années du pouvoir de Poutine, ont été adoptés : un nouveau code du travail, restreignant fortement les droits des travailleurs ; un nouveau code du logement, permettant la privatisation de l'espace urbain ; et un barème d'imposition forfaitaire de 13 %, qui a fait de la Russie un véritable paradis pour les grandes entreprises. Parallèlement, la montée en flèche des prix du pétrole a permis d'augmenter les salaires et les pensions tout en maintenant un budget sans déficit. C'est alors qu'ont été construites les bases de la combinaison paradoxale de néolibéralisme et de capitalisme d'État, qui a caractérisé l'ensemble du projet Poutine : les entreprises rentables liées aux ressources naturelles sont progressivement passées sous le contrôle direct ou indirect de l'État, tandis que le secteur public (principalement l'éducation et la médecine) a fait l'objet d'une constante « optimisation » et de l'introduction du principe d'« autosuffisance ».

Sous Poutine, lesdits « oligarques » – c'est-à-dire les propriétaires d'énormes entreprises construites pendant l'ère soviétique – ont perdu l'influence politique directe qu'ils avaient sous Eltsine. Mais ils ont bénéficié

d'énormes possibilités de participer à de nouvelles privatisations et à un enrichissement illimité (y compris par la distribution de contrats publics). Fait tout aussi important, le régime, reposant sur une «majorité poutinienne» fantomatique, a effectivement partagé sa légitimité avec le grand capital, né de l'accumulation initiale des années 1990. Si, à l'époque de Eltsine, la perception dominante parmi les Russes était que la privatisation des entreprises soviétiques était injuste et criminelle, Poutine a réussi à la présenter comme une «page qui se tourne» alors que toute tentative de la réviser ne pourrait que conduire au chaos social et à l'effondrement du pays.

Jusqu'au début des années 2010, le poutinisme reposait sur une dépolitisation de masse, associée à une consommation accrue, à la jouissance de la «stabilité» et à une focalisation sur la vie privée. Durant cette période, il se présente moins comme conservateur que comme «post-politique» (selon la terminologie de Jacques Rancière) - c'est-à-dire comme un pur gestionnaire, dont le travail efficace est contrarié par les intrusions de passions politiques et les slogans des démagogues de la rue. C'est dans cette atmosphère qu'en 2008, après la fin des deux premiers mandats de Poutine, à l'initiative de ce dernier, le terno Dmitri Medvedev a été élu président par la même «majorité poutinienne». Qui se soucierait du nom du président tant que le style de gestion reste le même ?

Tout a changé fin 2011, lorsque Poutine a annoncé son désir de revenir à la présidence, marquant ainsi le tournant du régime vers un pouvoir explicitement personnaliste. Fin 2011 et début 2012, Moscou et d'autres grandes villes du pays ont été secouées par des manifestations de masse contre la fraude aux élections parlementaires en faveur du parti Russie unie de Poutine, et en fait contre le régime autoritaire dans son ensemble. Ces protestations traduisaient une politisation, qui ne laissait plus de place à la reproduction d'un modèle «post-politique» et technocratique du régime. La campagne électorale de Poutine au début de 2012 avait un ton très différent: les manifestations de l'opposition étaient présentées comme des machinations d'ennemis extérieurs et intérieurs cherchant à saper l'unité du pays et à imposer de

fausses valeurs. Poutine est apparu comme le défenseur de la «famille traditionnelle», l'homophobie et le patriarcat étant élevés au rang d'idéologie d'État. La «majorité poutinienne» a été reconstruite en tant que «majorité silencieuse conservatrice», rassemblée par la commune foi chrétienne et par l'allégeance à la voie historique suivie par la Russie.

Néanmoins, une fois sa réélection assurée et les protestations écrasées, Poutine a continué à perdre le soutien de la population. Les revendications démocratiques de l'opposition libérale concernant l'égalité de participation aux élections et les libertés civiles fondamentales pouvaient se connecter potentiellement à l'expérience de la pauvreté et de l'inégalité sociale croissantes. Au début des années 2010, la croissance économique russe, minée par la crise mondiale de 2008, a fait place à la stagnation et à une baisse constante du niveau de vie. Dans ces conditions, la réponse agressive de Poutine au Maïdan de Kyiv n'avait pas seulement des objectifs extérieurs, mais aussi des objectifs intérieurs. Le renversement du régime en Ukraine par des manifestations de rue a créé un dangereux précédent qui, en raison de la proximité des pays, a attiré l'attention d'une grande partie de la société russe.

L'annexion de la Crimée et l'intervention militaire dans l'est de l'Ukraine ont marqué un tournant dans la transformation du régime. La légitimité chancelante du poutinisme a été restaurée par la guerre et par le passage progressif à une politique de «forteresse assiégée».

Dans la construction idéologique du poutinisme, la «majorité silencieuse conservatrice» a cédé la place au prétendu «consensus de Crimée» - l'acceptation passive des aventures géopolitiques du régime alors que tout questionnement de ces dernières est qualifié de «trahison nationale». La politique intérieure a été remplacée par la politique étrangère, dont le guide national et commandant en chef devient l'unique acteur, tandis que le devoir civique de tous les autres c'est de le soutenir passivement.

Cependant, le «consensus de Crimée» ne fit pas long feu pour autant: dès 2017, une nouvelle vague de politisation commença en Russie, se manifestant sous diverses formes: manifestations de rue contre la corruption

initiées par Navalny, mécontentement de masse face à la réforme néolibérale des retraites, mouvements pour les droits environnementaux et pour la défense du pouvoir du gouvernement local dans les régions russes. Ces formes de politisation, malgré toute leur diversité, abordaient désormais la question des inégalités sociales dans une bien plus large mesure qu'en 2011. La répression et la rhétorique géopolitique ne suffisaient plus au régime pour contrôler totalement la société, il lui fallait une véritable guerre.

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion, le régime a instauré un nouvel ordre politique : les manifestations antiguerre mal organisées ont été écrasées avec une brutalité



sans précédent (plus de 16 000 personnes ont été détenues et condamnées pour y avoir participé au printemps) et la censure militaire a été introduite, avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à douze ans en cas de transgression. Toute opposition publique à l'invasion de l'Ukraine – que ce soit sous la forme d'une protestation ouverte, ou seulement une déclaration sur les réseaux sociaux ou bien une conversation imprudente avec des collègues sur le lieu de travail – constitue désormais un crime. Maintenant, après le début de la prétendue « mobilisation partielle », la répression et l'utilisation des « corps » des citoyens, considérés comme une ressource maniable et muette, vont manifestement atteindre un nouveau niveau.

Le régime de Poutine, en vingt ans, a évolué progressivement d'un autoritarisme néolibéral dépolitisant vers un régime dictatorial brutal pour lequel les conquêtes impériales et la guerre meurtrière visant à détruire un pays entier sont devenues le seul mode d'existence possible. Ce n'est pas une tragique déviation de la « normalité » de la société capitaliste. En outre, ce qui est le plus frappant dans sa transformation, c'est la « normalité » et le caractère reconnaissable de tous ses éléments : la passivité et l'atomisation de la société, l'anti-universalisme réactionnaire de sa rhétorique, multiplié par la rationalité la plus cynique de ses élites. Et ce régime devrait être qualifié explicitement de fasciste, non seulement parce qu'il correspond à cette définition, mais aussi pour que les mouvements de libération actuels puissent prendre conscience de l'ampleur de la menace globale qui pèse sur l'avenir.

---

[Ilya Budraitskis est](#) professeur de théorie politique à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Russie et sur la gauche critique et dissidente en Russie, tant pendant les années soviétiques que dans la période actuelle, dont le récent ouvrage *Dissidents between Dissidents: Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Londres, Verso, 2022). Ce texte a été publié en russe par le site [syg.ma](#).

Source : *Inprecor*, n° 701-702, octobre-novembre 2022. Traduit du russe par J. M.

Publié dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 7, 1<sup>er</sup> février 2023.

# L'ère du néofascisme et ses particularités

Gilbert Achcar

61

Chaque jour qui passe, et à un rythme accéléré ces dernières années, il devient de plus en plus évident que nous assistons à une nouvelle ère de montée de l'extrême droite à l'échelle mondiale, similaire à l'ère de la montée des forces fascistes entre les deux guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle. L'appellation «néofascisme» a été utilisée pour désigner l'extrême droite contemporaine, qui s'est adaptée à notre époque parce qu'elle était consciente que la reproduction du modèle fasciste observé au siècle dernier n'était plus possible, dans le sens où il n'était plus acceptable pour la majorité des gens.

Le néofascisme prétend respecter les règles fondamentales de la démocratie au lieu d'établir une dictature pure et simple comme l'a fait son prédécesseur, même lorsqu'il vide la démocratie de son contenu en érodant les libertés politiques réelles à des degrés divers, selon le niveau de popularité réel de chaque dirigeant néofasciste (et donc de son besoin ou non de truquer les élections) et du rapport des forces entre lui et ses adversaires. Il existe aujourd'hui un large éventail de degrés de tyrannie néofasciste, allant du despotisme quasi-absolu dans le cas de Vladimir Poutine à ce qui conserve encore un espace de libéralisme politique comme dans les cas de Donald Trump et de Narendra Modi.

Le néofascisme diffère des régimes despotiques ou autoritaires traditionnels (tels que le gouvernement chinois ou la plupart des régimes arabes) en ce qu'il se fonde, comme le fascisme du siècle dernier, sur une mobilisation agressive et militante de sa base populaire sur une assise idéologique similaire à celle qui caractérisait son prédécesseur. Cette assise comprend diverses composantes de la pensée d'extrême droite: fanatisme nationaliste et ethnique,

xénophobie, racisme explicite, masculinité affirmative et hostilité extrême aux acquis des Lumières et aux valeurs émancipatrices.

Quant aux différences entre l'ancien et le nouveau fascisme, les plus importantes d'entre elles sont, premièrement, que le néofascisme ne s'appuie pas sur les forces paramilitaires qui caractérisaient l'ancienne version - non pas dans le sens qu'il en est dépourvu, mais qu'il les maintient dans un rôle de réserve dans les coulisses, lorsqu'elles existent - et, deuxièmement, que le néofascisme ne prétend pas être «socialiste» comme son prédécesseur. Son programme ne conduit pas à l'expansion de l'appareil d'État et de son rôle économique, mais s'inspire plutôt de la pensée néolibérale dans son incitation à réduire le rôle économique de l'État en faveur du capital privé. Cependant, la nécessité peut le faire aller dans la direction opposée, comme c'est le cas avec le régime de Poutine sous la pression des exigences de la guerre qu'il a lancée contre l'Ukraine.

Alors que le fascisme du 20<sup>e</sup> siècle s'est développé dans le contexte de la grave crise économique qui a suivi la Première Guerre mondiale et a atteint son apogée avec la «Grande Dépression», le néofascisme s'est développé dans le contexte de l'aggravation de la crise néolibérale, en particulier après la «Grande Récession» qui a résulté de la crise financière de 2007-2008. Alors que le fascisme du siècle dernier s'est emparé des hostilités nationales et ethniques qui prévalaient au cœur du continent européen, dans le contexte des pratiques racistes abjectes en cours dans les pays colonisés, le néofascisme s'est épanoui sur le fumier d'un ressentiment raciste et xénophobe contre les vagues croissantes d'immigration qui ont accompagné la mondialisation néolibérale ou qui ont résulté

des guerres que celle-ci a alimentées, en parallèle avec l'effondrement des règles du système international. Les États-Unis ont joué un rôle clé dans l'échec du développement d'un système international fondé sur le droit après la fin de la Guerre froide, plongeant ainsi rapidement le monde dans une Nouvelle Guerre froide.

Le néofascisme peut sembler moins dangereux que son prédécesseur parce qu'il n'est pas fondé sur des apparences paramilitaires et parce que la dissuasion nucléaire rend improbable une nouvelle guerre mondiale (mais pas impossible: la guerre en Ukraine a rapproché le monde de la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale plus que tout autre événement depuis la Seconde Guerre mondiale, même par rapport au plus fort de la Guerre froide au temps de l'URSS). La vérité, cependant, est que le néofascisme est plus dangereux à certains égards que l'ancien. Le fascisme du 20<sup>e</sup> siècle s'appuyait sur un triangle de puissances (l'Allemagne, l'Italie et le Japon) qui n'avaient pas la capacité objective de réaliser leur rêve de domination mondiale, et étaient confrontées à des puissances économiquement supérieures (les États-Unis et la Grande-Bretagne), en plus de l'Union soviétique et du mouvement communiste mondial (ce dernier a joué un rôle majeur dans la lutte politique et militaire contre le fascisme).

Quant au néofascisme, sa domination sur le monde augmente, sous l'impulsion du retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis sous une forme beaucoup plus conforme au néofascisme que lors de son premier mandat. Ainsi, la plus grande puissance économique et militaire du monde est aujourd'hui le fer de lance du néofascisme, avec lequel convergent divers gouvernements en Russie, Inde, Israël, Argentine, Hongrie et dans d'autres pays, tandis que la possibilité que des partis néofascistes arrivent au pouvoir dans les principaux pays européens (en France et en Allemagne, après l'Italie, et même en Grande-Bretagne) se profile à l'horizon, sans parler des pays de second rang d'Europe centrale et orientale en particulier.

S'il est vrai que la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale reste limitée, notre monde est confronté à une perspective qui n'est pas moins dangereuse que les deux guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle, à savoir le

changement climatique qui menace l'avenir de la planète et de l'humanité. Le néofascisme pousse le monde vers l'abîme avec l'hostilité flagrante de la plupart de ses factions aux mesures écologiques indispensables, exacerbant ainsi le péril environnemental, surtout au moment où le néofascisme a pris les rênes du pouvoir sur la population la plus polluante du monde proportionnellement à son nombre: celle des États-Unis.

---

Gilbert Achcar est professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres. Il a notamment publié: *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (Actes Sud, 2007); *Le peuple veut: une exploration radicale du soulèvement arabe*, (Actes Sud, 2013); *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Actes Sud, 2015).

Source: article traduit de sa tribune hebdomadaire parue le 4 février dans le quotidien de langue arabe, *Al-Quds al-Arabi*. Publié également sur le blog de Gilbert Achcar sur [Mediapart](#).



# Comprendre la réélection de Trump

Samuel Farber

63

Ignorant les conseils de sommités allant de Sun Tzu, général et philosophe chinois, au capitaine Kirk de *Star Trek*, qui recommandait de passer à l'offensive comme meilleure défense, Kamala Harris a mené une campagne présidentielle très majoritairement défensive, si ce n'est tout à fait en fuite devant l'ennemi. Mais Kamala n'était pas la seule concernée. Les candidats démocrates à de hautes fonctions à travers les États-Unis, comme ceux du Montana, de l'Ohio et du Maine, ont été encore plus que défensifs en fuyant et en se désolidarisant ouvertement de la campagne présidentielle de Kamala et de Walz.

Ce ne sont que des symptômes du déclin du parti démocrate en tant que parti supposé représenter la classe ouvrière et le progrès social. Ce déclin est en partie dû au fait que le parti s'est tourné vers la classe moyenne supérieure et la partie de la population ayant fait des études universitaires pour en faire son nouveau public électoral. Cette stratégie a été mise en avant par Charles Schumer, l'actuel leader démocrate du Sénat, lorsqu'il a proclamé en 2016 que «pour chaque démocrate col bleu que nous perdons dans l'ouest de la Pennsylvanie, nous récupérerons deux républicains modérés dans la banlieue de Philadelphie et vous pouvez répéter cela dans l'Ohio, dans l'Illinois et le Wisconsin». Plutôt que de tenter de conquérir le grand nombre de sympathisants de Trump qui ne sont pas des adeptes de la droite dure, Hillary Clinton les avait déjà tous rejetés en les qualifiant de «déplorables.» Depuis, des États majeurs comme l'Ohio et la Floride qui étaient considérés comme compétitifs sont devenus sans ambiguïté républicains, tandis que la Pennsylvanie, le Wisconsin et le Michigan sont de plus en plus difficiles à maintenir dans la colonne démocrate. Enfin, les

avancées démocrates dans des États comme la Virginie et la Géorgie sont loin d'être totalement consolidées.

Un secteur de la population dans lequel les démocrates sont très actifs et soucieux de recruter, ce sont les capitalistes les plus riches. Bernie Sanders, qui semble réexaminer son soutien au Parti démocrate a répondu à John Nichols de *The Nation* qui lui demandait si les dirigeants démocrates allaient tirer les leçons de leur défaite et se ranger aux côtés de la classe ouvrière contre les puissants intérêts qui dominent notre société qu'un tel changement était «hautement improbable». «Ils sont beaucoup trop liés aux milliardaires et aux intérêts des entreprises qui financent leurs campagnes» (*The Nation*, 26 novembre 2024).

Dans ce contexte, on n'a pas beaucoup parlé de Tony West, le beau-frère de Kamala et l'un de ses principaux conseillers de campagne, qui est vice-président principal et conseiller juridique en chef d'Uber, entreprise dont il a pris congé pour travailler pour la campagne présidentielle de sa belle-sœur. Comme nous le savons, Uber a participé à une vaste campagne internationale pour que ses employés soient considérés comme des auto-entrepreneurs et non comme des travailleurs bénéficiaires de tous les droits et toutes les protections du droit du travail.

La question «Uber» a été placée sur le bulletin de vote en Californie en 2020 sous la forme de la proposition 22 qui, si elle avait été approuvée, aurait refusé les droits du travail à tous les travailleurs d'Uber. À la tête de la campagne en faveur de la proposition en tant qu'organisatrice rémunérée d'Uber se trouvait Laphonza Butler, une ancienne organisatrice syndicale noire et LGBTQ ainsi qu'une ancienne responsable du Syndicat international des employés de service de

Californie (SEIU). La proposition 22 a gagné et M<sup>me</sup> Butler, pour sa victoire en faveur de la proposition a reçu une grande récompense, le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, l'a nommée pour remplacer Dianne Feinstein au Sénat américain en octobre 2023. Elle aura servi pendant bien plus d'un an en tant que titulaire d'un poste non élu, jusqu'à ce qu'Adam Schiff, le sénateur démocrate nouvellement élu, prenne ses fonctions en janvier 2025. En plus d'être une insulte aux mouvements syndicaux californien et américain, de telles actions remettent fortement en question la prétendue loyauté des démocrates envers les syndicats. Le Parti démocrate, qui a rejoint avec enthousiasme le mouvement néolibéral il y a plusieurs décennies est incapable de retrouver le soutien des travailleurs américains.

La seule question politique importante sur laquelle Kamala a tenu sans ambiguïté une position progressiste dans sa campagne présidentielle a été le soutien au droit des femmes à l'avortement. Sinon, elle a abandonné la traditionnelle opposition libérale (et de gauche) à la fracturation hydraulique, conduisant inévitablement à une plus grande production et consommation de pétrole et de gaz avec leurs effets néfastes sur l'environnement. En ce qui concerne le contrôle des armes à feu, elle a tenu à déclarer qu'elle possédait une arme et qu'elle était prête à s'en servir contre tout intrus tout en réaffirmant, dans une note beaucoup plus discrète, son soutien à l'interdiction des armes d'assaut et à une vérification plus approfondie des antécédents des acheteurs d'armes à feu.

*The Economist*, un magazine critique à l'égard de Trump mais qui n'est pas connue pour son gauchisme avait prédit dans son article du 10 octobre 2024 «la trumpification de la politique américaine» que les idées de M. Trump l'emporteront. C'est lui, et non M<sup>me</sup> Harris, qui a fixé les termes de cette compétition, la politique américaine s'est profondément «trumpifiée». Comme l'explique encore le journal, en matière de politique commerciale, M<sup>me</sup> Harris aurait conservé la plupart des tarifs douaniers imposés par Trump au cours de son premier mandat. Sur les impôts, elle s'est rapprochée de la droite du président Biden en soutenant la plupart des réductions bénéficiant aux Américains aisés

signées par Trump en 2017, tout en promettant d'augmenter les taux uniquement pour ceux qui gagnent plus de 400 000 dollars par an. *The Economist* a également souligné que sa politique en matière d'immigration consistait à approuver la proposition de réforme bipartisans la plus conservatrice de ce siècle, y compris la fermeture des demandes d'asile lorsque le flux d'immigrants irréguliers est élevé.

Cependant, si *The Economist* avait raison dans sa brève description de la politique d'immigration de Harris, il n'a pas saisi l'énormité de la trahison de Harris et du Parti démocrate envers les immigrés sans papiers. Il suffit de considérer le fait que Trump a fait des immigrés sans papiers l'une des principales cibles de sa campagne, les accusant de façon grotesque d'avoir mangé des animaux domestiques à Springfield, dans l'Ohio, et d'être des criminels et des violeurs, ce qui est tout à fait conforme à sa rhétorique de longue date. Rhétorique qui vise à dégrader et déshumaniser les populations immigrées. Malgré son dégoût évident pour les commentaires de Trump sur les immigrés lors de leur seul débat, ni Harris, ni son candidat à la vice-présidence Walz, ni aucun autre démocrate de premier plan n'a défendu les immigrés sans papiers ou contesté les accusations entièrement fausses de Trump sur la criminalité supposée ou le parasitisme économique des immigrés sans papiers. Ces accusations exprimaient la volonté de Trump de propager de gros mensonges dans la tradition du Dr Joseph Goebbels, le ministre de la propagande nazie.

Ainsi, par exemple, on sait depuis un certain temps qu'en réalité, le taux de délinquance des immigrés sans papiers est inférieur à celui des citoyens nés aux États-Unis. Le réputé National Institute of Justice dont la devise est «faire avancer la justice par la science» a publié le 12 septembre 2024 une étude analysant les registres d'arrestation dans l'État du Texas qui n'est pas un État susceptible de négliger les infractions présumées à la loi de la part des immigrés avec ou sans papiers. Cette étude a montré que, pendant la période de 2012 à 2018, les immigrés sans papiers dans cet État ont été arrêtés pour moins de la moitié du taux des citoyens américains nés dans le pays pour les crimes violents et les crimes liés à la drogue, et pour



un quart du taux des citoyens nés dans le pays pour les crimes contre la propriété.

De plus, l'idée que les immigrés, avec ou sans papiers, constituent un fardeau économique pour le pays ignore que de vastes secteurs de l'économie tels que l'agriculture (où plus de la moitié des travailleurs seraient sans papiers), la construction et toute une série de services (hôtels, restaurants, nettoyage, services de soins et livraison) dépendent dans une large mesure de la main d'œuvre immigrée dont une grande partie est sans papiers. Le consensus parmi les économistes professionnels est que l'immigration a un faible impact sur l'état de l'économie dans son ensemble et certains économistes ont même soutenu que l'immigration peut augmenter le PIB de la nation, contribuant ainsi à créer des emplois pour d'autres personnes qu'eux-mêmes. Même l'étude la plus «raisonnable» selon laquelle l'immigration peut avoir un effet négatif sur des industries et des localités spécifiques, même si elle a peu d'effet sur l'ensemble de la population active du pays, a été remise en question par des économistes tels que l'Américano-Canadien David Card. Card a profité de l'«expérience naturelle» fournie par l'entrée à grande échelle de Cubains sur le marché du travail du sud de la Floride pendant et peu après l'exode «Mariel» au printemps 1980 pour constater

qu'elle n'avait pas d'effet mesurable sur les niveaux de salaire dans la région.

## La montée de l'inflation comme enjeu numéro 1

Tout au long de la campagne présidentielle de 2024, le problème numéro 1 dans l'esprit d'une partie importante de l'électorat était la forte inflation. Il convient de noter qu'au niveau national, 39 % des électeurs ont mentionné l'économie et l'emploi comme étant leur problème le plus important, soit presque le double du taux de préoccupation des électeurs à l'égard de l'immigration (20 % de l'électorat).

L'historien de l'économie Adam Tooze a expliqué que l'augmentation substantielle des prix de l'alimentation et de l'énergie en 2021 et 2022 était pire que l'inflation causée par l'embargo pétrolier provoqué par la guerre israélo-arabe de 1973 et n'a été surpassée au cours des dernières décennies que par l'effet de la crise iranienne de 1979. Comme le résume Arun Gupta (*Jacobin*, 19 novembre 2024) de 2021 à 2023, les impayés de prêts automobiles ont bondi de 50 % pour les ménages situés dans la moitié inférieure de la répartition des revenus et les impayés de cartes de crédit ont augmenté de 34 % à la veille de l'invasion de l'Ukraine en février 2022 pour l'ensemble de



la population. En outre, le prix de l'essence est passé de 3,41 dollars en janvier 2022 à 5,03 dollars le gallon en juin de la même année. De nombreux articles de restauration rapide ont augmenté de 50 à 100% de 2021 à 2024 et les factures d'épicerie ont augmenté de 22 %. Considérant cette situation véritablement désastreuse, les commentateurs libéraux tels que le lauréat du prix Nobel Paul Krugman ont grandement insisté dans les colonnes du *New York Times* sur la baisse du *taux de croissance* sans prendre en compte de manière au moins égale la consolidation obstinée, et ses terribles effets. Il n'est guère surprenant que Krugman ait suivi cette voie analytique en raison de sa défense des campagnes présidentielles Biden/Harris. A un niveau plus profond, en raison de sa réticence à préconiser des mesures radicales pour *réduire l'impact* de classe du niveau d'inflation existant, son refus de préconiser des mesures telles que l'indexation de tous les salaires et l'imposition des superprofits qui alimentent l'inflation est clair.

## **Le mirage du succès capitaliste de Trump**

L'inflation est restée le sujet principal de la campagne présidentielle de 2024 et Trump a maintenu un net avantage sur Biden et Harris dans les sondages d'opinion comme candidat le plus susceptible de réussir à gérer les affaires économiques. Vraisemblablement parce qu'en tant qu'investisseur multimillionnaire, il était le plus qualifié pour réussir dans ce domaine. Ainsi, par exemple, un citoyen de la classe ouvrière d'origine latino-américaine interviewé à la télévision, a exprimé de nombreuses réserves et objections à propos de Trump mais a rapidement conclu qu'il voterait néanmoins pour lui en prononçant un seul mot, à savoir l'«économie.»

Ce phénomène politique appelle une analyse à plusieurs niveaux.

Au niveau le plus simple et le plus évident, il n'est pas vrai que Trump ait connu un succès sans réserve en tant que capitaliste et, encore moins, serait un modèle américain de réussite capitaliste. Comme je l'ai souligné il y a six ans dans mon article «Donald Trump. Lumpen Capitalist» (*Jacobin*, 19 octobre 2018), Trump a déclaré faillite pas moins de six fois, cinq fois pour ses investissements

dans des casinos et une fois pour sa participation dans l'hôtel New York Plaza. Dans le même article, je citais l'historienne des affaires Gwenda Blair. Dans son récit des nombreuses difficultés rencontrées par Trump dans les années 1990 pour négocier ses énormes dettes bancaires elle notait qu'il ne restait plus qu'une seule banque, la Deutsche Bank, alors connue pour son comportement légal et éthique très discutable, prête à lui accorder un crédit.

Ce sont précisément les graves difficultés de Trump à fonctionner comme un grand capitaliste relativement «normal», en plus de ses fortes inclinations lumpen remontant à sa relation étroite avec l'avocat macarthyste Roy Cohn, un spécimen modèle d'amoralité et de cynisme, qui ont conduit Trump tout droit à ses manières d'escroc. Par exemple : sa frauduleuse Université Trump et sa Fondation Trump et plus récemment la promotion de cartes à collectionner, du matériel d'autopromotion, des bibles très chères et des montres à 100 000 dollars comme son implication dans des entreprises de crypto-monnaies.

Il suffit d'imaginer la réaction de nombreux organes de presse américains si de telles activités avaient été entreprises par une femme candidate ou par un politicien d'origine noire ou latino-américaine.

Enfin, même en tant que président des États-Unis, Trump s'est livré à des pratiques corrompues pour son propre bénéfice et pour celui de sa famille. Comme le raconte le chroniqueur du *Washington Post*, John Rogin, dans son livre *Chaos Under Heaven*, le gendre de Trump, Jared Kushner, s'est souvent rangé du côté de l'aile «Wall Street» de l'administration représentée par Steven Mnuchin et Gary Cohn qui étaient généralement opposés aux droits de douane. Lors de la première réunion au sommet de Trump avec le dirigeant chinois Xi en avril 2017, la menace de tarifs douaniers a été repoussée et Trump s'est désisté de sa promesse de campagne de désigner officiellement la Chine comme un manipulateur de devises. Xi n'avait pas encore quitté la réunion au sommet que le gouvernement chinois approuvait l'importation de trois marques pour l'entreprise d'Ivanka Trump (l'épouse de Jared Kushner), lui permettant de vendre des bijoux, des sacs à main et des services de spa

en Chine (cité dans Robert Kuttner, «L'importation des exportations», *The New York Review of Books*, 19 décembre 2024.)

## Optique de classe et action de classe

  un niveau plus complexe et encore moins évident, que ce serait-il passé si Trump avait été un grand capitaliste exemplaire, sans faille et propre ?

Aurait-il alors été intéressant de voir une telle personne idéale élue à la présidence au motif que cela serait bon pour l' conomie ?

Non, cette notion serait tout aussi infondée. Même le grand capitaliste individuel «le meilleur et le plus gentil» aura tendance à regarder la réalité sociale à travers une lentille, idéologique et politique, capitaliste qui exclura certaines solutions possibles aux problèmes et inclura les «solutions» qui sont compatibles avec sa perspective, idéologique et politique, capitaliste.

Ainsi, par exemple, l'augmentation des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation n'est pas simplement la mesure gouvernementale «neutre et technique» souvent présentée par la presse. Cette mesure qui vise à refroidir l'économie est susceptible d'augmenter le chômage et donc d'abaisser le niveau de vie de la classe ouvrière.

Ainsi, les «solutions» économiques doivent être compatibles avec les intérêts de la classe capitaliste et les perspectives des grands capitalistes sont généralement enracinées dans les cercles sociaux (clubs sociaux, associations commerciales, etc.) auxquels le capitaliste individuel appartient et dont il tire non seulement des idées et des modes de vie mais aussi des loyautés personnelles et même un soutien affectif. En d'autres termes, le capitaliste en question habite un monde matériel (et psychologique) diff rent de celui qu'occupe, par exemple, un ouvrier ou un employé.

Ce serait une erreur de penser que le problème dont nous discutons actuellement résident dans le fait que les Américains qui pensent que Trump serait bon pour l'économie sont peut-être ignorants ou naïfs. C'est peut-être le cas, mais cela passe à côté de la question cruciale de la culture politique hégémonique du pays dans son ensemble. En dehors de la droite et surtout de l'extrême

droite de l'échiquier politique, il n'y a pas de culture oppositionnelle aux  tats-Unis, sauf peut-être parmi les Noirs et d'autres communautés raciales et ethniques et une gauche qui s'est développée depuis la fin de la guerre froide mais qui n'est pas encore une force majeure et importante. En attendant, ceux qui pensent que Trump «va réparer l'économie» ne sont pas significativement influencés par une quelconque culture oppositionnelle progressiste, qui rejetterait presque «instinctivement» l'idée que des multimillionnaires puissent avoir à cœur les intérêts du peuple. Dans de nombreux autres pays capitalistes qui n'ont pas l'arrière-plan individualiste de la culture politique américaine, la prévalence d'une culture d'opposition conduirait la plupart des gens à la conclusion opposée, à savoir que, précisément parce que le candidat est un capitaliste, il ou elle ne serait pas bon pour l' conomie.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une situation rigide et statique, mais plutôt d'une situation susceptible de changer, en particulier, lorsque survient une crise et que se développent des mouvements qui laissent derrière eux un héritage idéologique et politique. Ce fut le cas, par exemple, pour les millions d'Américains qui ont atteint l'âge adulte pendant la Dépression. Cette génération d'Américains avait tendance à être fortement guidée par des questions économiques, en particulier la sécurité économique contre la cupidité incontrôlée et à rejeter «instinctivement», à se méfier de ceux que Franklin D. Roosevelt lui-même qualifiait de «royalistes économiques».

En revanche, la génération des années 1960 était plus préoccupée par l'anti-impérialisme, la paix et la rébellion contre l'autoritarisme domestique que par les excès d'une grande puissance économique.

Enfin, l'idée même que les décisions des administrations présidentielles seraient la raison principale ou première d'une bonne ou d'une mauvaise économie est très discutable. Sous le capitalisme, la réalisation de profits et l'accumulation capitaliste sont les objectifs premiers de la classe capitaliste et de la grande majorité de ses membres, à la fois au niveau national et, surtout, au niveau international. Il est vrai que le gouvernement fédéral dispose de plusieurs outils pour influencer sur le comportement de l'économie,

tels que la politique monétaire, la politique fiscale et l'activité économique du gouvernement lui-même, comme les dépenses d'armement et les travaux publics. Cependant, le pouvoir de ces outils n'atteint pas le niveau des forces nationales et internationales déchaînées par la dynamique des cycles économiques et des crises capitalistes émergeant de l'accumulation du capital et de la concurrence internationale, comme en témoignent les dépressions et les récessions comme celle de 2007 à 2009.

Néanmoins, les capitalistes et leurs alliés dans les médias ont tout intérêt à exagérer l'importance de l'intervention gouvernementale, en particulier en ce qui concerne la réglementation et la fiscalité des entreprises, là où leur intérêt personnel immédiat est le plus évident. Il est intéressant de noter qu'un investisseur au franc-parler comme Warren Buffett, PDG de Berkshire Hathaway, a déclaré que les investisseurs ne devraient pas prendre de décisions en fonction des impôts et qu'il n'est pas très judicieux de détenir un investissement dans le seul but d'éviter de payer des impôts. Ce sentiment est probablement partagé en privé par de nombreux capitalistes même si aucun d'entre eux auraient été d'accord avec Buffett pour dire que les riches sont sous-imposés par rapport à la population générale. Bien entendu, la franchise de Buffett sur ces questions ne signifie pas qu'il serait aussi peu orthodoxe lorsqu'il s'agirait d'autres sujets tels que le pouvoir antidémocratique conféré par la concentration des entreprises illustrée par Berkshire Hathaway, pour ne citer qu'un exemple évident.

En outre, les pouvoirs du gouvernement sont politiquement et constitutionnellement limités lorsqu'il s'agit de faire face à des crises économiques graves. Ainsi, dans une économie privée encore fondamentalement séparée du domaine public, le gouvernement fédéral, malgré les souhaits du président, n'est pas en mesure d'intervenir dans les processus réels d'investissement et de prise de décision économique des entreprises privées. Ce principe a été mis à l'épreuve par la loi dans de nombreux cas. L'un de ces cas critiques concerne la décision du président Harry Truman de nationaliser l'industrie sidérurgique peu avant que le syndicat des travailleurs de l'acier n'entame une grève prévue pour le 9 avril 1952. En réponse, la Cour

suprême des États-Unis a statué dans l'affaire *Youngstown Sheet & Tube Co. v. Sawyer* que le président n'avait pas le pouvoir de saisir les aciéries. Il faut noter que Truman n'était pas intéressé par la saisie de l'industrie sidérurgique en tant que telle mais comme moyen temporaire pour empêcher la grève annoncée.

## **L'attaque contre la démocratie et comment la défendre**

Comme l'ont soutenu de nombreux observateurs, il ne fait aucun doute que le programme de Trump est substantiellement orienté vers l'attaque des pratiques et des institutions démocratiques. Ses menaces répétées de se venger des organes de presse qui ont osé le critiquer en sont la preuve. Les déclarations faites par les personnes qu'il a nommées à des postes clés, comme Kash Patel en tant que nouveau chef du FBI, sont encore plus choquantes dans leurs menaces grossières contre les libertés politiques et la liberté de la presse. Les déclarations de M. Patel ne contiennent même pas la promesse hypocrite de faire respecter l'État de droit, ce que J. Edgar Hoover, qui a dirigé le FBI pendant cinquante ans, n'a pas hésité à exprimer alors même qu'il persécutait Martin Luther King Jr, le Black Panther Party et les milliers de radicaux américains combattant pour l'égalité et la justice. A la lumière du climat politique, qui se compare défavorablement à la situation de janvier 2017 lorsque Trump a pris ses fonctions pour la première fois, Patel constitue une plus grande menace que Hoover lui-même.

Dans ce cas, comment la plupart des gens peuvent-ils défendre la démocratie dans ce pays ?

S'éduquer sur ce qu'est et n'est pas la démocratie – et étudier l'institution en péril, les gains sociaux et politiques facilités par elle – peut certainement aider. Mais c'est la lutte politique pour défendre et étendre la démocratie qui mobilisera les gens pour qu'ils agissent réellement. Ici encore, la meilleure défense consiste à prendre l'offensive. Et il se trouve qu'il y a beaucoup de choses à changer pour faire de ce pays un pays réellement démocratique.

Nous pouvons commencer par examiner la prétention des États-Unis à être la plus

ancienne démocratie du monde. En fait, on peut affirmer que si le système américain est effectivement ancien, il est sans doute le moins démocratique (et l'«État-providence» le moins généreux) parmi les pays démocratiques économiquement développés, que ce soit en Europe de l'Ouest ou ailleurs. Ainsi, la façon dont le collège électoral est structuré garantit qu'un candidat présidentiel peut être élu avec une minorité du vote populaire, comme cela s'est produit à plusieurs reprises au cours de l'histoire récente. Ceci est étroitement lié au fait que le Wyoming, l'État le moins peuplé du pays, a autant de pouvoir au Sénat américain que la Californie, l'État le plus peuplé. Pour sa part, le Sénat a plus de pouvoir que la Chambre des représentants, plus populaire, avec, par exemple, son droit exclusif d'approuver la nomination des membres de la Cour suprême et de tous les autres juges fédéraux. Un pouvoir dont la Chambre est dépourvue. En outre, le Sénat permet à une minorité de sénateurs, par le biais de l'obstruction, d'empêcher l'adoption de lois.

La Chambre des représentants, relativement plus démocratique, doit faire face aussi au phénomène du redécoupage électoral, c'est-à-dire à l'élimination de représentants, en particulier ceux qui représentent les Noirs et d'autres groupes raciaux minoritaires, en modifiant la composition raciale, sociale et politique de leurs circonscriptions. La Cour suprême des États-Unis a déclaré que la discrimination raciale n'était pas une raison juridiquement valable pour procéder à un redécoupage, mais dans le même temps, elle a considérablement affaibli la capacité à éliminer les préjugés raciaux en déclarant inconstitutionnelles d'importantes sections de la loi sur le droit de vote de 1965. Outre le remaniement des circonscriptions, des efforts sont fréquemment déployés pour limiter le vote des minorités en éliminant des personnes des listes électorales sous les prétextes les plus minces, en empêchant les anciens prisonniers qui ont purgé leur peine de voter, en rendant difficile l'inscription sur les listes électorales et en diminuant le nombre de bureaux de vote, ce qui oblige les gens à faire la queue pendant des heures, les encourageant ainsi à abandonner et à partir.

Enfin, il est extraordinairement difficile de modifier la Constitution américaine. Depuis

que les dix premiers amendements (la Déclaration des droits) ont été approuvés en 1791, seuls 17 amendements supplémentaires ont été approuvés au cours des 233 années suivantes. Certains d'entre eux n'ont presque plus fait l'objet de controverses, comme dans le cas du 26<sup>e</sup>, en 1971, qui a ramené à 18 ans l'âge requis pour exercer le droit de vote.

Ce sont précisément ces caractéristiques du système politique américain, établies de longue date, qui ont empêché l'extension de la démocratie, en particulier aux Noirs, au cours de la longue lutte pour les droits civiques dans les décennies cinquante et soixante. Depuis le refus de Roosevelt de soutenir un projet de loi anti-lynchage au Congrès pendant sa présidence, de nombreux projets de loi en faveur des droits civiques ont été introduits au Congrès où ils étaient sûrs d'être rejetés par le bloc de sénateurs démocrates du Sud qui étaient toujours prêts à faire de l'obstruction systématique contre de telles propositions législatives. Contrairement à une mythologie largement répandue, ce ne sont pas les efforts de John et Robert Kennedy qui ont abouti à l'important Civil Rights Act de 1964, mais ce sont les perturbations provoquées par le militantisme en faveur des droits civiques qui ont permis d'atteindre cet objectif. En fait, Robert Kennedy a essayé de pacifier le mouvement des droits civiques en promettant de l'argent de la Fondation aux militants des droits civiques s'ils ne descendaient pas dans la rue et s'ils se concentraient sur l'inscription sur les listes électorales. Les groupes de défense des droits civiques comme le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) ont rejeté catégoriquement l'offre de Bobby Kennedy.

Au lieu de cela, c'est le mouvement qui a considérablement accru sa force et son activité politique, en commençant par le mouvement des sit-in du Sud en 1960 et en culminant avec les attentats à la bombe et les émeutes de Birmingham en mai et juin 1963, qui a porté la lutte contemporaine pour les droits civiques - qui entre-temps s'était étendue du Sud à l'ensemble des États-Unis - à un niveau et à une intensité nouvelles, agitant le spectre du chaos et de l'ingouvernabilité dans l'imaginaire de l'époque. En fait, c'est cette inquiétude et la possibilité de faire des incursions dans le vote des Noirs, qui a

alors influencé le Parti républicain dont le leader au Sénat, Everett Dirksen, a accepté de se joindre aux libéraux démocrates pour briser l'obstruction des démocrates du Sud. Il est important de noter que lorsque Martin Luther King Jr. a pris la tête du mouvement de Montgomery pour l'intégration en décembre 1955, marquant le début du mouvement pour les droits civiques, personne n'aurait pu prévoir qu'en seulement dix ans, des victoires spectaculaires seraient remportées contre la ségrégation raciale et pour le droit de vote. Malheureusement, les groupes de défense des droits civiques n'ont pas développé d'organisations durables qui auraient assuré la continuité et la force nécessaires au développement de stratégies de protestation et de changement à long terme. Ce fut le cas du SNCC - qui était en réalité un *comité d'organisation* - ainsi que du très impressionnant mouvement Black Lives Matter de 2020. Malheureusement, aucun de ces deux mouvements n'a laissé derrière lui des organisations de membres stables et constants pour poursuivre la lutte de manière continue et régulière.

La grande brèche ouverte par le militantisme des droits civiques a à son tour facilité le déferlement d'autres mouvements visant à défendre et à étendre la démocratie dans ce pays, comme le mouvement pour les droits des femmes et, un peu plus tard, pour les droits écologiques et pour ceux des homosexuels qui ont établi les bases du mouvement LGBTQ d'aujourd'hui. Je dois souligner le fait que le très grand mouvement contre la guerre du Vietnam faisait partie de ce processus historique bien qu'il ne s'agisse pas d'un mouvement pour les « droits » démocratiques en tant que tel.

De plus, la réaction conservatrice contre les victoires remportées par ces mouvements a été l'un des principaux facteurs de la renaissance de la droite aux États-Unis. Un peu plus tard, le néolibéralisme est devenu prédominant en réponse à la concurrence accrue du capitalisme européen et asiatique. Cette évolution, y compris la baisse du taux de profit à la fin des années 1960, a exercé de nouvelles pressions énormes sur les entreprises américaines, qui se sont traduites par de nouvelles offensives anti-ouvrières sous la forme de programmes d'augmentation de la productivité. Souvent au prix d'une

détérioration des conditions de travail et par l'exportation d'emplois à l'étranger. Ces développements ont à leur tour conduit à un déclin majeur de la force syndicale.

## Le nouveau cap de Trump

Trump entame son deuxième mandat avec une nouvelle approche. Il s'est débarrassé des politiciens conservateurs mais respectables tels que Mike Spence et des militaires de carrière haut gradés tels que Jim Mattis, John Kelly et H.R. McMaster pour installer à leur place des membres du cabinet qui ne se mettront pas en travers de son chemin et ne créeront pas d'obstacles à l'exercice de ses pouvoirs exécutifs. Pour cela, il a rassemblé une coalition de partisans de la droite dure comme l'homme le plus riche du monde Elon Musk, qui a récemment exprimé son soutien à l'AFD, les néonazis allemands, de grands capitalistes comme Howard Lutnick, le dirigeant de la société Cantor Fitzgerald de Wall Street, avec un nombre plus visible de politiciens lumpen comme Kash Patel, l'ami de Poutine, Tulsi Gabbard et Matt Gaetz dont la vie scandaleuse d'agresseur sexuel, l'a forcé à démissionner avant même qu'il y ait une audience au Congrès.

S'il y a quelque chose qui semble unir ces différents individus et gangs, c'est le culte du bitcoin, un investissement typiquement aventurier auquel les grandes banques respectables et les maisons d'investissement refusent de toucher. Reste à savoir si Trump réussira, même si le récent affrontement entre ses principaux partisans au sujet de l'autorisation pour les étrangers hautement qualifiés d'immigrer aux États-Unis n'est pas de bon augure pour lui. Néanmoins, il n'a pas trop à s'inquiéter tant que son opposition libérale et de gauche restera aussi discrète que depuis les élections de novembre. Espérons que les excès de Trump mettent fin à cette lamentable passivité.

---

[Samuel Farber est un socialiste révolutionnaire démocratique de longue date qui a publié de nombreux articles et livres sur Cuba et d'autres sujets tels que la révolution russe et la politique américaine. Il est professeur émérite de sciences politiques à la City University of New York.](#)

Source: [New Politics](#), 5 janvier 2025.



RETOUR  
VERS LE FUTUR

# Les Croix-de-Feu et la tentation autoritaire à la française

Didier Leschi

Depuis le début des années 1980, une controverse historiographique oppose, d'un côté, les tenants de l'idée que la France aurait été à l'écart de l'émergence des régimes fascistes ou assimilés et, de l'autre, ceux qui sont convaincus que l'avènement du régime de Vichy est l'aboutissement d'un processus initié bien en amont de la défaite, effet de l'affaiblissement continu de l'héritage de la Révolution française et des Lumières.

Les premiers naturalisent pour la France sa culture politique sa sociabilité républicaine qui la rendrait par nature allergique au fascisme. Les seconds considèrent que la république n'est jamais de nature, qu'elle est toujours à réinventer et à conquérir face aux courants antirépublicains qui n'ont cessé de travailler la France depuis la Révolution française.

Cette controverse a aujourd'hui repris de la vigueur et se cristallise autour de la figure du colonel de La Rocque, et de son mouvement Croix-de-Feu, qui dispose de bataillons d'historiens œuvrant pour sa réhabilitation en républicanisme<sup>1</sup>. En effet, une grande partie de la démonstration que défendent ces historiens, qui se placent dans le sillage de René Rémond, tient au fait qu'à leurs yeux le mouvement du colonel de La Rocque, loin d'être l'expression d'un fascisme français comme l'ont longtemps proclamé les partis de gauche, est une formation qui n'a cessé de se modérer entre sa création en 1927 et l'Occupation. La Rocque serait une sorte de républicain exprimant une tradition française de nécessaire ralliement la République pour

pouvoir exister en politique d'une manière légitime<sup>2</sup>. Or comment ne pas être frappé par un processus de dédramatisation historiographique homothétique à celui auquel on assiste vis-à-vis du Front national depuis que Marine Le Pen a remplacé son père à sa direction ?

Lorsque des historiens font de La Rocque un républicain, de quel républicanisme parle-t-on ? De quelle République parle-t-on ? Celle qui considère qu'il y a de vrais Français de souche et les autres indésirables qui participeraient d'un « grand remplacement » ? Une République autoritaire qui tourne le dos à la Révolution française et aux Lumières qui fondaient, elles, une liberté égalitaire et l'unité du genre humain ? Que fait-on comme historien en révisant ainsi le discours sur les figures inquiétantes de l'histoire ? Fabriquer de fait un passé qui ne peut plus produire ses effets d'avertisseur d'incendie. Sans considérer que nous vivons à nouveau des années 1930, pourquoi se rassurer à si bon compte sur notre passé en rendant finalement inoffensive une structure de masse autoritaire et xénophobe qui a fait trembler la République parlementaire et les héritiers du combat des Lumières, sinon pour se rassurer aussi sur notre présent ? La dédramatisation et la réhabilitation de La Rocque et des Croix-de-Feu seraient nécessaires afin de mieux comprendre ce qu'ont été les années 1930 en France et, pour le présent, pour ne pas se méprendre sur la nature de ce qui nous inquiète. Car, il y a

1. Voir notamment l'ouvrage collectif dirigé par Serge Berstein et Michel Winock, *Fascisme français : la controverse*, Paris, 2014, avec une préface de Jean-Noël Jeanneney particulièrement virulente contre Zeev Sternhell.

2. Serge Berstein, notable de l'historiographie « Science po », fer de lance dans la défense du colonel de La Rocque, est l'inventeur de l'idée qu'il y aurait eu dans les années 1930 une « allergie française au fascisme ». Voir Serge Berstein, « La France des années 30 allergique au fascisme. À propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n° 2, avril 1984.



une certaine cohérence dans la démonstration des historiens de l'allergie française au fascisme. Si le colonel de La Rocque est un républicain, malgré les textes qu'il a écrits, malgré sa xénophobie et son antisémitisme sa fidélité jusqu'au bout au maréchal Pétain, nous pouvons être en droit de penser que Marine Le Pen et le Front national ne sont pas si dangereux qu'il y paraît. Il y a en particulier, dans cette volonté de réhabilitation, la sous-estimation de l'antisémitisme de La Rocque au regard de ce qu'aurait été son évolution globale. L'après coup de l'histoire consiste ainsi dans une répétition, répétition de la xénophobie, répétition d'un désir de soumission à une autorité incarnée, répétition du brouillage du républicanisme fondateur. Or l'école historiographique dominante légitime cette répétition au lieu de jouer son rôle critique.

Aucune lucidité ne semble de ce fait pouvoir en être attendue; l'histoire devient un savoir qui non seulement valide le pouvoir, mais valide l'opinion qui est en passe de devenir majoritaire, quelle que forme qu'elle puisse prendre.

Car c'est bien l'idée républicaine qui est aujourd'hui une seconde fois dissoute: masquer d'un écran ce que la République peut vouloir dire quand elle incarne l'utopie d'un gouvernement populaire respectueux de l'unité du genre humain et de l'égalité des droits. La République comme utopie concrète a toujours été prise dans un débat conflictuel, mais celui-ci est aujourd'hui occulté par le consensus. La République s'en trouve vidée de tout sens prescriptif. Être républicain engage un certain rapport à l'autre, à la liberté et à l'honneur. Cette définition héritée des révolutionnaires, les plus radicaux certes,

mais aussi des fondateurs, tels Sieyès en 1789, devient alors parfaitement inopérante et il ne reste que des usages dévoyés du terme, une république formelle. Si La Rocque c'est la République, le concept n'est plus un recours pour marquer une limite entre le monde et l'immonde, et les stratégies de cordon sanitaire entre le Front national et la supposée République ne peuvent trouver un quelconque sens, sinon celui de ne pas vouloir le partage du pouvoir. Valider La Rocque comme républicain opère ainsi sur un double front paradoxal: il permet de

dédiaboliser le FN dont le discours nationaliste ressemble beaucoup à celui des Croix-de-Feu et le discours «social» à celui du Parti social français, et de valider une République autoritaire, qu'elle soit incarnée par le FN ou par d'autres figures politiques.

**En revisitant l'histoire des Croix-de-Feu, je voudrais montrer que leur donner le nom de républicain, c'est bien valider une République autoritaire et populiste, une République xénophobe dont l'antisémitisme des années 1930 constitue une matrice, une République qui tourne le dos à sa fondation pour, sans doute, n'avoir pas été suffisamment refondée au sortir de la Seconde Guerre mondiale<sup>3</sup>.**

### **La tentation autoritaire et populiste: qui est La Rocque ?**

Le colonel de La Rocque est une personnalité politique de l'entre-deux-guerres dont l'influence a longtemps été sous-estimée. La raison en est connue. Elle tient en particulier à l'analyse formulée par René Rémond dans son ouvrage fondateur sur l'histoire des droites en France, lequel réduisit la ligue d'anciens combattants qu'il dirigea à partir de 1932, les Croix-de-Feu, à un «scoutisme pour adulte»; et le Parti social français, qu'il fonda après la dissolution de son mouvement par le Front populaire, en une formation politique évoluant vers la droite modérée<sup>4</sup>. Cette première analyse apparut confortée par les travaux d'Antoine Prost, dans sa thèse soutenue en 1975 sur les anciens combattants, qui réduisait ce mouvement, qui se voulait le regroupement d'une aristocratie de la bravoure «antirévolutionnaire et anti-défaitiste», à un mouvement d'anciens combattants qui, certes, utilisait le langage antiparlementaire des ligues, mais dans une geste qui avait à la fois peu d'écho et peu d'importance<sup>5</sup>.

Au cours des années 1990, des recherches menées par quelques universitaires

3. Anne Simonin, *Le déshonneur dans la République: une histoire de l'indignité, 1791-1958*, Paris, Grasset, 2008.

4. René Rémond, *La droite en France* (Paris, Aubier, 1954). Cet ouvrage a fait l'objet de plusieurs rééditions sous le titre *Les droites en France* (Paris, Aubier, 1982), puis *Les droites aujourd'hui* (Paris, Aubier, 2002).

5. Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française 1914-1939*, Paris, Presse de la FNSP, 1977.

essentiellement anglo-saxons, surtout celles du biographe de La Rocque<sup>6</sup>, ont relancé les débats en soulignant non seulement que les Croix-de-Feu étaient bien insérés dans la sociabilité du monde combattant bénéficiant du parrainage de divers notables et personnalités du monde des élites militaires, politiques ou ecclésiastiques, mais que, en plus, ils furent le noyau d'un mouvement majeur particulièrement craint par la gauche au moment où, en Italie puis en Allemagne, celle-ci fut écrasée par le fascisme et le nazisme.

Quelques années après leur création en 1927<sup>7</sup>, l'expansion du mouvement Croix-de-Feu s'est accélérée au lendemain du 6 février 1934, grâce à l'écho qu'eurent, au sein du public des «nationaux», leurs démonstrations de force et de discipline lors de ces journées antiparlementaires. Force et discipline qui vont leur permettre de surprendre les forces de l'ordre, d'entourer le ministère de l'intérieur et d'approcher au plus près de la Chambre des députés pendant que les ligues et mouvements d'anciens combattants concurrents n'arriveront pas, malgré les affrontements violents, à franchir le pont de la Concorde.

Sur le plan symbolique, La Rocque gagnera ainsi sa réputation d'être l'adversaire le plus sérieux d'un régime parlementaire qu'il aurait aimé remplacer par un «ordre nouveau<sup>8</sup>».

Ce ne sont pas seulement les cérémonies de remise de fanion ou le port d'un brassard à tête de mort posée sur une croix orthogonale de six langues de feu et, diagonalement, de deux glaives qui vont effrayer la gauche, c'est

---

6. Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996 ; Didier Leschi, «L'étrange cas La Rocque», dans Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

7. Avant que La Rocque soit appelé à la direction du mouvement en 1932, la volonté de réunir dans un mouvement «non seulement les légionnaires décorés au péril [de leur vie] mais aussi les médaillés militaires et les titulaires vraiment décorés dans des actions périlleuses» (les Croix-de-Feu) est le fruit de la rencontre entre le militaire-journaliste Maurice Hanot, dit d'Hartoy, et le parfumeur milliardaire, François Coty, propriétaire d'un groupe de presse et bailleur de fonds jusqu'à sa mort en juillet 1934 de ligues diverses dont l'Action française et les Faisceaux de Georges Valois.

8. François de La Rocque, «Commentaire», *Le Flambeau*, 1<sup>er</sup> mars 1934.



surtout la capacité de ce mouvement à faire des démonstrations de force grâce à la mise sous tension permanente de ses membres organisés militairement en « mains » et en « divisions », dans l'attente de l'heure H d'une contre-révolution nécessaire pour faire face au danger communiste. Ainsi, à la veille du 14 juillet 1935, La Rocque met en alerte ses troupes avec le mot d'ordre suivant : « L'heure de la révolution nationale va bientôt sonner. Croix-de-Feu tenez-vous prêts, dans peu de temps nous passerons à l'action. » De tous les mouvements de la droite nationaliste, celui de La Rocque fera aussi preuve de la plus grande capacité d'innovations militantes. Ce sera, en particulier, l'organisation de manifestations motorisées dans ce qui se présente comme un mimétisme militaro-civil de la bataille de la Marne, où des voitures individuelles, en lieu et place des fameux taxis, transportent en quelques heures des milliers d'hommes à un point de rendez-vous donné<sup>9</sup>. Ce sera l'organisation d'impressionnants défilés de rue où des hommes, portant fanions et décorations, marchent au pas devant le chef qui fait figure de référent absolu, dans une présentation d'eux-mêmes qui donne à voir la société d'ordre désirée et qui se veut à l'opposé des défilés brouillon de vie de la gauche populaire que saluait Prévert au moment du Front populaire. Ce sera la mise en avant de figures de la modernité technique, comme Mermoz, déjà héros légendaire de l'aviation, dont les prouesses sont présentées comme l'exemple même du dépassement de soi, utilisé comme porte-flambeau du mouvement de jeunes des Croix-de-Feu, les Volontaires nationaux voulus comme une « école de chefs », dont François Mitterrand admettra à la veille de sa disparition avoir été membre<sup>10</sup>. Ce sera l'organisation de compétitions sportives qui comme « la guerre sont pour les âmes d'élite des occasions de révéler leur suprématie<sup>11</sup> ». Au moment où l'Action française semblait cantonnée dans

la posture d'un groupement ne pouvant dépasser le stade du monôme étudiant au Quartier latin, dirigé par des personnalités vieillissantes, avec, a son programme, une restauration royale de moins en moins crédible, La Rocque sut être en phase avec le vent mauvais de l'époque et faire, en pratique, la démonstration de sa plus grande efficacité pour concurrencer la gauche sociale et populaire sur son terrain historique, la rue : « Il me suffit en quelque sorte d'appuyer sur un bouton pour mobiliser en moins de deux heures 20 000 hommes prêts au sacrifice de leur vie », proclame La Rocque<sup>12</sup>. Si à l'époque les intellectuels antifascistes, et même des concurrents nationalistes, raillent le flou du programme de La Rocque, son manque de sérieux quand on veut diriger le pays, ils ne perçoivent pas l'avantage qu'il y a à n'en rien préciser tout en se mettant, grâce à une présentation de soi explicite, en position d'être le point de convergence de toutes les aspirations autoritaires ou xénophobes du moment comme de toutes les franges du conservatisme et des laissés pour compte de la crise sociale<sup>13</sup>.

La progression du mouvement Croix-de-Feu sera donc fulgurante. Avant le 6 février 1934, ils sont 35 000. En mars 1934, le mouvement grossit à 140 000 adhérents. Ils sont 700 000 à la fin de 1935. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, « l'œuvre Croix-de-Feu » agrégée par le Parti social français comptera plus d'un million d'adhérents, peut-être même, selon certaines estimations jusqu'à 1,2 million d'adhérents, c'est-à-dire plus que le PCF et la SFIO réunis<sup>14</sup>.

12. Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque...*, op. cit., p. 337.

13. Un peu tard, l'Action française ne se trompera pas dans son analyse du succès de La Rocque. En 1937, dans une critique sévère de son action, elle lui reprochera des méthodes ayant accrédité le sentiment de guerre civile qui a précipité la mobilisation de la gauche : « Si les Croix-de-Feu ne sont pas armés comme leur chef le proclame, cette formation en armée n'a aucun sens », ajoutant que « ce petit boulangisme [...] en faisant le jeu de nos pires ennemis a simplement tout disposé pour la guerre civile », dans M. Pujo, *Le problème de l'union*, Librairie d'Action française, 1937.

14. Jean-Paul Thomas, « Les effectifs du Parti social français », *Vingtième siècle*, n° 62, avril-juin 1999, p. 61-63. La Rocque revendique, en juin 1937, 2,5 millions d'adhérents. Lors de la fête de Jeanne d'Arc en mai 1939 ce sont 200 000 adhérents qui défilent rue de Rivoli (voir

9. Le 22 juin 1935, ce sont 25 000 Croix-de-Feu et Volontaires nationaux qui sont transportés en quelques heures à Chartres par 6 000 voitures.

10. Pierre Péan, *Une Jeunesse française*, Paris, Fayard, 1994.

11. Albert Kéchichian, *Les Croix-de-Feu à l'âge des fascismes, Travail, Famille, Patrie*, Paris, Champ Vallon, 2006, p. 265.

Le développement du mouvement Croix-de-Feu sera vécu par la gauche comme «une provocation, un insolent défi jeté aux travailleurs<sup>15</sup>», et ce d'autant plus que La Rocque ne cache pas son objectif: «conquérir» les populations «sauvages» de la «zone rouge», ramener «la classe ouvrière [...] vers l'amour de la patrie grâce à une mission civilisatrice nourrie des valeurs militaires de hiérarchie et d'obéissance<sup>16</sup>». La Rocque innove dans une sorte d'isomorphisme concurrentiel à la gauche. C'est la mise en place de soupes populaires que fustigera Jean Renoir dans le film *La vie est à nous*; c'est, en 1936, la création de «Travail et loisir» afin de concurrencer les mouvements d'éducation populaire; c'est la création de centres de vacance et de centres sociaux dans les banlieues rouges, la distribution de vêtements à travers la mise en place de «vestiaires», l'organisation de rassemblements chorégraphiques et festifs célébrant les provinces françaises, le lancement de la confédération des syndicats professionnels français au moment des grèves ouvrières de 1936 pour y défendre le point de vue des Croix-de-Feu. Ce sont, en même temps qu'un discours nationaliste, des proclamations sociales qui sèment d'autant plus le trouble à gauche qu'elles font penser aux stratégies de conquête opérées avec succès par le fascisme ou le nazisme pour briser le mouvement ouvrier, où l'acceptation de la mise entre parenthèses de la vie démocratique se veut compensée par le développement d'un bien-être social. Ainsi, La Rocque affirme le jour du second tour des élections législatives de 1936 où la victoire du Front populaire est acquise: «Nos idées prennent le pouvoir», ajoutant cependant que bientôt ses idées «se chargeront de choisir leurs serviteurs<sup>17</sup>» les mieux à même d'œuvrer pour le bien-être social des ouvriers, les défenseurs

de la patrie, de la classe ouvrière française et non les agents et alliés du cosmopolitisme:

Anciens combattants, mon camarade et toi Français qui n'a pas connu les horreurs de la guerre, tu es sollicité par le Front populaire qui t'offre la haine, vingt ans de misère comme en Russie, qui t'offre la guerre. Tu es sollicité par les conservateurs de droite qui se sont lamentés, qui ont crié, mais n'ont rien fait. Par les conservateurs de gauche, qui s'allient hypocritement avec les communistes pour garder leurs places et aux «modérés» pour garder leurs capitaux. Si tu ne veux pas revoir ces deux choses abominables: le chômage et la guerre. [...] Viens avec nous, dans la camaraderie totale de nos sections, pour construire avec nous la France nouvelle basée sur le travail<sup>18</sup>.

### Éviter le piège électoral

Comment les idées que La Rocque défend vont-elles le choisir comme serviteur? Dit différemment, la stratégie de conquête du pouvoir par La Rocque était-elle conforme à l'idée que l'on peut se faire de la République? C'est dans ce domaine que la discussion avec les historiens qui républicanisent La Rocque est des plus étranges. D'après les élèves de René Rémond, la preuve indéniable de sa conversion républicaine aurait été rendue manifeste par sa volonté d'introduire son mouvement dans la compétition électorale avec la création du Parti social français au lendemain de la dissolution des Croix-de-Feu par le Front populaire. Cette analyse part du principe, que révélerait l'étude des partis politiques, que l'inscription d'un mouvement dans une compétition électorale aurait pour vertu de modérer sa radicalité. Or, soulignent ces historiens, le mouvement Croix-de-Feu, entre sa création et 1936, est passé d'une hostilité absolue à toute participation à la compétition électorale, vécue comme le mécanisme même de la corruption des intérêts patriotiques, à une volonté d'y participer qui serait à la fois le signe de son acceptation des principes républicains et l'évolution de ce mouvement vers la droite modérée.

Mais les écrits et déclarations publiques des dirigeants du Parti social français attestent au contraire que le ralliement au

---

Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque...*, op. cit., p. 642).

15. Pierre Naville, «Le 8 juillet les travailleurs n'ont pu empêcher la concentration fasciste», dans *L'Entre-deux guerres: la lutte des classes en France, 1926-1939*, Paris, EDI, 1976.

16. L. Lee Downs, «"Nous planterons les trois couleurs". Action sociale féminine et recomposition des politiques de la droite française: le mouvement Croix-de-Feu et le parti social français, 1934-1947», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 58-3, 2011, p. 131.

17. *Le Flambeau*, 3 mai 1936.

18. PSF, *Travail, Paix et Liberté*, brochure, 1939

processus électoral n'est en rien un renoncement aux conceptions autoritaires, où la légitimité du chef est liée au fait qu'il est lui-même le sauveur de la patrie parce qu'il est reconnu comme tel par ses partisans, légitimité qui ne peut être liée à une reconnaissance par le moyen de la participation à la compétition électorale. S'il ne faut pas tactiquement que le mouvement s'absolve de toute compétition électorale, il ne faut pas se méprendre sur la finalité de cette participation, insistent La Rocque et les dirigeants Croix-de-Feu. Ainsi, dans une note rédigée au moment où se pose la question de créer le Parti social français, ces dirigeants explicitent leur pensée :

Mépriser le suffrage universel, s'en remettre uniquement à un coup de force romantique pour s'emparer du pouvoir, c'est une conception qui, dans un grand pays occidental, ne résiste pas à l'examen. Ni Mussolini, ni Hitler - en dépit de l'outrance de leur doctrine - ne sont tombés dans cette erreur. L'hitlérisme, en particulier s'est hissé à la toute-puissance par les élections. Il est vrai que les conditions de la lutte politique en Allemagne (représentation proportionnelle nationale et dissolutions répétées) lui donnaient des facilités n'existant pas en France. Le précédent n'en demeure pas moins impressionnant. [...] M. Mussolini a été le chef d'un groupe parlementaire actif à Montecitorio. L'exemple Allemand est plus frappant encore. L'hitlérisme est devenu une force politique prépondérante seulement le jour où, en 1929, il a fait entrer 107 des siens au Reichstag<sup>19</sup>.

La Rocque sera plus explicite :

Des circonstances indépendantes de notre volonté nous contraignent à changer de peau, elles ne peuvent nous faire changer d'âme. Le PSF, dès maintenant constitué, n'est pas un nouveau parti, ce n'est que la forme adaptée aux circonstances nouvelles du grand mouvement de rénovation né de la guerre<sup>20</sup>.

La forme parti est un ralliement de circonstance pour « séduire les masses », écrit

19. Document de travail de la direction Croix-de-Feu, AN, 451 AP 91, document 162.

20. AD Paris, 212/69/1, article 155.

Edmond Barrachin, député depuis 1934 et responsable des élections au sein du mouvement en donnant au PSF « une apparence plus démocratique et républicaine » que celle des Croix-de-Feu<sup>21</sup>. Une apparence cependant qui doit se maintenir dans une ambiguïté suffisante pour continuer à être le point de ralliement des partisans d'un régime autoritaire. Et, afin de ne pas altérer son image et maintenir l'idée que la démocratie du suffrage est secondaire pour conduire les peuples comme en font la démonstration les dirigeants de l'Allemagne, l'Italie, la Russie, La Rocque, en tant que chef, ne veut pas se rabaisser à participer à la compétition électorale, il doit se protéger de la souillure parlementaire afin d'être pur « le jour où la confiance du pays fera appel à lui ». Il doit rester en dehors du système.

Au moment où est lancé le Parti social français, paraît en une du *Flambeau* un texte de Drieu La Rochelle, en soutien de l'entreprise qui s'intitule « Pour sauver la peau des Français » et qui voisine à côté d'un éditorial de La Rocque intitulé « Vers le pouvoir » :

Jeunes Français, décidez-vous. Refusez de mourir, sachez que la démocratie socialiste ne vaut pas mieux que la démocratie radicale et qu'elle l'aura prouvé dans quelques jours. Interpellez les jeunes camarades communistes et obligez-les à arracher le masque dangereux indigne que Moscou leur met sur la figure et qui les fait passer pour les défenseurs de la démocratie parlementaire et capitaliste qui se cache derrière l'irresponsabilité de cent ministères, une bourgeoisie qui profite et ne gouverne pas. Que ce soit entre eux et nous une question de vitesse et d'efficacité. À qui abattra le plus vite ce régime de mort<sup>22</sup>.

Non seulement nous sommes loin et de la modération et de l'acceptation du régime parlementaire mais, à travers la parole donnée à Drieu, nous sommes pleinement dans une rhétorique radicalement antirépublicaine.

21. AD Paris, 212/69/1, article 152, « Point de vue personnel sur la position du parti à ce jour », par Edmond Barrachin, sd (septembre ou octobre 1936).

22. Pierre Drieu La Rochelle, « Pour sauver la peau des Français », *Le Flambeau*, 27 juin 1936. Ce texte ne figure dans aucune compilation des écrits de Drieu La Rochelle.



Ainsi, au moment où le nationalisme intégral de Maurras se notabilise dans son «été de la Saint-Martin<sup>23</sup>», et où Doriot accentue «ses tendances bourgeoises<sup>24</sup>», La Rocque tient à se présenter comme radicalement extérieur au système pour mieux le combattre. Ce n'est pas seulement la volonté de se maintenir au-dessus des partis - un «ni droite, ni gauche» -, c'est le refus de la démocratie comme fille des Lumières. Au lendemain de la défaite, son discours devient encore plus clair. Pour reconstruire la France, il faut, dit-il, rompre avec les «encyclopédistes et les instigateurs de révolutions<sup>25</sup>» qui sont à l'origine du malheur français à l'époque où «la chevalerie, la noblesse, le clergé de la Monarchie s'étaient, avant la révolution de 1789, détournés de leurs devoirs essentiels», ce qui «les déconsidéra devant le peuple». Les trois ordres n'ont pas, à ses yeux, su tenir leur rang sapant ainsi l'Ancien régime et permettant l'arrivée de cette société caractérisée par «la croissance démesurée des orgueils intellectuels» et «la première apparition contemporaine d'un culte païen, celui du moi et du soi», du «bourgeoisisme» qui donne la primauté

à l'individu sur les solidarités de corporation qu'il souhaite voir renaître dans le cadre des professions organisées<sup>26</sup>.

Depuis les Croix-de-Feu, la philosophie politique de La Rocque vise un retour non pas seulement en deçà de la Révolution française qui a posé le principe de la souveraineté du peuple, mais aussi en deçà de la monarchie administrative des Lumières., comme le souligne un des rares historiens français, pourtant élève de Serge Berstein, à s'être penché sur les écrits du colonel<sup>27</sup>. En 1941, la République n'étant plus, la France nouvelle qu'il souhaite est donc anti-Lumières, et explicitement opposée à la «démocratie», comme celle «imposée par les troupes américaines débarquées en Afrique du Nord», celle qui se met à défendre les «juifs indigènes» et prend de «stupéfiantes mesures» en leur faveur, en les réintégrant dans la nationalité française remettant en cause l'abrogation du décret Crémieux qui leur avait attribué cette citoyenneté depuis 1870. Cette «démocratie» contre laquelle il s'élève, c'est celle qui est le projet de la «France combattante autour du général de

23. Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1962.

24. Pierre Milza, *Fascisme français*, Paris, Flammarion, 1991, p. 176.

25. François de La Rocque, *Discipline d'action*, Édition du Petit Journal, 1941, p. 156.

26. François de La Rocque, «France d'aujourd'hui, France de demain, réflexions à l'usage de ses collaborateurs Croix-de-Feu», p. 2.

27. Voir à ce propos, la démonstration d'Albert Kéchichian dans *Les Croix-de-Feu : l'âge des fascismes*, op. cit, p. 235 et suiv.

Gaulle [...] où prédominent les rescapés de la 3<sup>e</sup> République socialisante, franc-maçonne, israélite et décadente<sup>28</sup>...».

## Xénophobie et antisémitisme d'un nationaliste chrétien

Depuis que la Révolution française a donné aux Juifs la pleine citoyenneté, l'antisémitisme, plus encore que la xénophobie, est la marque chez les nationalistes français du refus de l'héritage révolutionnaire et de la république. D'où, en pleine Occupation, ces propos de La Rocque associant démocratie et sort réservé aux juifs, car contrairement aux allégations encore récentes des tenants de l'allergie française au fascisme, La Rocque n'est pas une personnalité nationaliste qui aurait en « octobre 1940 » exprimé « son rejet d'une discrimination collective fondée sur la race ou la religion<sup>29</sup> ».

Afin de lever les soupçons d'antisémitisme, les défenseurs de La Rocque mettent souvent en avant l'organisation, avec le concours du grand rabbin Kaplan, de cérémonies en hommage aux anciens combattants juifs, semblant ignorer qu'elles s'inscrivaient dans un hommage général aux anciens combattants organisé et soutenu par les droites nationalistes qui se voulaient gardiennes du souvenir de l'« Union sacrée ». Qui plus est, l'hommage aux soldats israélites n'allait pas sans ambiguïtés. Il participait de la construction d'une différenciation entre les Juifs acceptables, ayant fait la preuve de leur patriotisme, et les autres, dont le patriotisme ne serait pas « génétiquement » naturel. Cette différenciation sera cristallisée par Raphaël Alibert, sous-secrétaire d'État du maréchal Pétain, dans les premières lois d'exclusion des juifs – dont il est le rédacteur – de la fonction publique et de certaines professions, où il réservera un traitement particulier aux anciens combattants israélites, dont

ne pourront bénéficier leurs proches ascendants ou descendants<sup>30</sup>.

Mais, avant même la défaite, l'accession de Léon Blum aux responsabilités gouvernementales fera éclater l'ambiguïté, le double discours dirions-nous aujourd'hui. La victoire du Front populaire sera en effet le signal d'une nouvelle flambée antisémite dont le point paroxystique va être l'automne 1938, qui ne « le cède qu'à celle de janvier-février 1898, au plus fort de l'affaire Dreyfus<sup>31</sup> ». Quelques jours après que, le 6 juin 1936,

Xavier Vallat eut lancé, dans l'enceinte de la Chambre des députés, son interpellation aussi célèbre qu'abjecte à l'encontre de Léon Blum – « Pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, qu'un talmudiste subtil<sup>32</sup> » –, le 14 juin 1936, la présence des Croix-de-Feu à la synagogue de la Victoire est violemment contestée. Les échauffourées sont d'autant plus vives que Vallat n'était pas seulement membre des Croix-de-Feu depuis 1928, il en était dans les débats parlementaires, face à la gauche, l'un des défenseurs permanents.

Au cours de la même période, Darquier de Pellepoix, futur commissaire aux questions juives de Vichy, successeur en 1942 de Vallat jugé trop modéré, propose au conseil de Paris que soit promulgué « un statut particulier réglementant pour les Juifs le droit de vote, l'éligibilité et l'accession aux fonctions publiques » afin de lutter « contre la tyrannie juive et l'invasion étrangère<sup>33</sup> ». Aux yeux de nombre de responsables de la communauté

28. *Ibid.*

29. C'est ce qu'affirme Serge Berstein par exemple, dans son introduction à *La Rocque, Pourquoi je suis républicain*, Paris, Le Seuil, 2014, p. 18. Voir aussi l'émission *Répliques* sur France Culture organisée par Alain Finkielkraut visant à démontrer qu'en « aucun cas ce résistant de 1942 n'a été antisémite ».

30. Article 3 de loi du 3 octobre 1940 « portant statut des Juifs » : « L'accès et l'exercice de toutes les fonctions publiques autres que celles énumérées à l'article 2 ne sont ouverts aux Juifs que s'ils peuvent exciper de l'une des conditions suivantes : a) être titulaire de la carte de combattant 1914-1918 ou avoir été cité au cours de la campagne 1914-1918 ; b) avoir été cité à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940 ; c) être décoré de la Légion d'honneur à titre militaire ou de la médaille militaire. »

31. Simon Epstein, *Un paradoxe français : antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 373.

32. *Annales de la Chambre des députés*, séance du 6 juin 1936, p. 1326.

33. A. Dahan, « Les Français israélites et l'accession au pouvoir de Léon Blum, à travers *L'Univers israélite* », *Archives juives*, vol. 37, n° 1, 2004, p. 97-110.

juive, cette proposition n'émane pas seulement d'une figure du camp nationaliste dont le nom reste associé aux Croix-de-Feu (même s'il les a quittés en décembre 1935), mais aussi de celui qui anime l'association des victimes du 6 février 1934, et, à ce titre, organisateur des hommages rendus chaque année aux victimes de la place de Concorde auxquels La Rocque participa<sup>34</sup>.

André Wurmser dans un article paru dans *Vendredi* le 19 juin 1936 et reproduit dans *L'Univers israélite* résume bien l'état d'e prit qui anime ceux qui font pression sur les autorités consistoriales pour qu'elles mettent un terme à la collusion avec les Croix-de-Feu :

Ce sont les «Israélites» apeurés et bien connus de M. de La Rocque qui, à la synagogue de la Victoire, ont célébré «un service à la mémoire des morts de la guerre», à la demande et en présence des Croix-de-Feu. Ainsi espèrent-ils ne pas être confondus avec les «Juifs qui se ruent». Cela m'explique pourquoi j'ai toujours été froissé, non lorsqu'on m'a traité de Juif mais lorsqu'on m'a qualifié «d'Israélite<sup>35</sup>».

La Rocque n'a pas le même parcours qu'un Doriot dont le basculement antisémite coïncide aussi avec sa rupture définitive avec la gauche en 1938<sup>36</sup>. Il adhère à un mouvement qui, dès ses premières années, exhale xénophobie et antisémitisme, à l'égal de l'ensemble de la droite nationaliste, parfois même un peu plus si on compare ce mouvement avec les Jeunesses patriotes.

Ainsi, en 1933, La Rocque estime, au moment où nombreux sont ceux qui fuient le nazisme, que la protection de la nation française pourrait rendre vitale des mesures contre l'arrivée de la «multitude»: «On frémit également lorsqu'on dénombre la multitude des réfugiés qui, venus d'Allemagne, se fixent dans nos villes, spécialement à Paris. Certains d'entre eux sont d'authentiques victimes des expulsions hitlériennes. Mais à ces victimes s'ajoute une foule d'indésirables, sans foi ni loi. Une surveillance sévère, un contrôle restrictif des naturalisations, des

refoulements massifs s'imposent»; et d'ajouter la nécessité de combattre un «catéchisme venu de l'Orient ou du Proche-Orient [...] de je ne sais quel catéchisme non seulement antifrançais, mais contraire au génie français, destructeur de l'organisme français<sup>37</sup>.»

Tous les thèmes de l'antisémitisme sont déjà présents dans une claire allusion à l'image que les antisémites véhiculent du peuple juif. Avant sa manifestation la plus nette avec l'arrivée du gouvernement Blum, c'est autour de la situation en Algérie que La Rocque exprime principalement ses préoccupations sur la «question juive»:

Le différent juif renaît périodiquement. Les uns invoquent l'injustice de la loi [en fait le décret] Crémieux, vieille d'une soixantaine d'années. D'autres voudraient introduire sans transition le vote massif des indigènes. La nature ne fait pas de bonds. Ne vaudrait-il pas mieux appliquer d'abord sévèrement, aggraver en cas de besoin les lois sur l'usure et la spoliation? Les bons citoyens, quelle que soit leur origine, y trouveraient bénéfique et apaisement<sup>38</sup>.

Au moment de cette nouvelle grande vague d'antisémitisme de 1938, La Rocque donne sa pleine mesure en la matière:

Sous l'influence de Moscou, la France, par une fausse et criminelle conception du droit d'asile a livré l'accès de ses frontières à une multitude indésirable. Par milliers, des israélites sans feu ni lieu ont envahi l'Alsace, la Lorraine, les faubourgs parisiens au plus grand préjudice de nos populations laborieuses et de la moralité publique. D'autre part, M. Léon Blum et ses équipes frelatés ont littéralement encombré les cabinets ministériels, les postes importants et rémunérateurs d'une clientèle israélite, le plus souvent révolutionnaire, parfois allemande ou naturalisée de fraîche date, presque toujours ostentatoire et indiscreète. Devant le maintien de cet état de choses, aucune force humaine, aucune générosité

34. Voir à ce propos *L'Univers israélite*, 12 juin 1936.

35. André Wurmser, cité par *L'Univers israélite*, 26 juin 1936.

36. Philippe Burrin, *La dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery, 1933-1944*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 295-296.

37. François de La Rocque, *Le Flambeau*, octobre 1933, p. 2.

38. François de La Rocque, *Le Flambeau*, mars 1935, p. 1.



française ne pourrait éviter le soulèvement de la fureur populaire<sup>39</sup>.

Les mots employés par La Rocque sont du même esprit que ceux de l'interpellation de Vallat deux ans plus tôt. En 1940, l'antisémitisme de La Rocque n'est donc pas un suivisme lié aux circonstances du moment. Il puise son origine dans un fonds chrétien, indéniablement plus culturel que politique. Ce n'est pas du Drumont, chez qui la haine du Juif se confond avec la haine des puissances d'argent.

À l'heure où la «question juive» est centrale dans la mise en place de l'État français<sup>40</sup> et où chacun doit choisir son camp dans le jeu des concurrences exacerbées et les haines recuites qui seront le quotidien de Vichy, La Rocque tient à se défendre contre ceux qui l'accusent de mollesse vis-à-vis des Juifs. Face aux «convertis de la dernière heure», il proclame : «La question juive [...] nous n'y avons jamais manqué<sup>41</sup>.» Plus encore, dans des écrits internes à son mouvement, comme dans *France d'aujourd'hui, France de demain*<sup>42</sup>, comme dans ses écrits publics, non seulement il estime que résoudre la «question juive» est une nécessité pour le nouveau régime, mais il ajoute qu'il avait prévu en son temps que la mainmise «israélite» sur les affaires du pays constituait «un état de choses» contre lequel «aucune force humaine, aucune générosité française ne pourrait éviter le soulèvement<sup>43</sup>».

La Rocque n'a pas été le seul dirigeant des Croix-de-Feu à tenir des propos antisémites. En 1938, Jean Ybarnégary, chef du groupe parlementaire et vice-président du Parti social français qui deviendra secrétaire d'État de la famille, de la jeunesse et de la santé du maréchal Pétain affirme dans un meeting à Limoges le 3 avril 1938 :

Nous ne pouvons pas accepter que certains hommes qui, suivant l'expression de

M. Caillaux, n'ont pas de terre française à la semelle de leurs souliers, représentent la France à l'heure du péril, et nous ne pouvons accepter non plus qu'ils l'entraînent vers des routes où le peuple français ne veut pas aller. Et je dis cela, prudemment mais fortement : M. Léon Blum, prenez garde car même chez nous au PSF, même au Parti socialiste, même dans le Parti communiste, il y a à l'heure actuelle, dans les profondeurs des masses populaires un grondement sourd que je perçois. Qu'il prenne garde ! Les hommes de sa race sont invités chez nous, ils y sont d'élection, s'ils persistent dans ce jeu de défi, peut être que demain ils connaîtraient les gestes de rigueur qui les ont chassés d'ailleurs<sup>44</sup>.

La Révolution nationale est pour La Rocque l'heure de ce «soulèvement» inéluctable contre la mainmise israélite sur l'État et sur certaines professions aux dépens des Français issues de ces «familles souches qui ont leur tige en terre<sup>45</sup>». Les circonstances le permettant, il est non seulement favorable à l'exclusion des Juifs de la fonction publique, mais préconise de lutter contre «l'encombrement israélite [...] à l'intérieur de certaines professions», la médecine par exemple, «que nos compatriotes [israélites] d'origine française veuillent bien renoncer à de fâcheuses nonchalances et imposer leur place au soleil non point par voie de réquisition mais à force de travail<sup>46</sup>.» Comme pour attester après coup de toute l'ambiguïté des manifestations d'hommage aux anciens combattants israélites faites avant-guerre à la synagogue, La Rocque propose que l'État français prenne, en ce qui concerne les Juifs anciens combattants, exemple sur Mussolini dont «l'admiration méritée ne se discute pas», lequel exclut des «mesures d'exceptions [...] les israélites anciens combattants, ayant adhéré au fascisme pendant les années de lutte, ayant rendu au pays des

39. François de La Rocque, «Avertissement», *Le Flambeau*, 7 avril 1938, en une.

40. Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1973.

41. François de La Rocque, «La question juive», *Le Petit Journal*, 5 octobre 1940.

42. François de La Rocque, «France d'aujourd'hui, France de demain», *art. cité*.

43. *Ibid.*

44. Jean Ybarnégary, Conférence à Limoges, 3 avril 1938, copie manuscrite sous forme de carnet, archive Gilles de la Rocque.

45. François de La Rocque, *Discipline d'action*, Édition du Petit Journal, p. 156.

46. François de La Rocque, «La question juive», *Le Petit Journal*, 5 octobre 1940.

services incontestés<sup>47</sup>». C'est le soutien au statut proposé par Raphaël Alibert.

Plus encore, la méthode que préconise La Rocque pour faire advenir la «France rénovée» qu'il souhaite après la guerre, passe par la nécessité de bien expertiser le mal en ouvrant «une information complète sur ces crimes contre la culture chrétienne et contre la moralité nationale» perpétrés par «certaines catégories juives<sup>48</sup>». Il appelle au procès de ceux qui ont commis les «crimes» qui ont conduit à la défaite. Vichy mettra en œuvre cette préconisation lors du «procès» de Riom contre Léon Blum, Georges Mandel, Paul Reynaud ou Édouard Daladier. Une fois identifiés, les «criminels» devront être «renversés, écartés» comme autant d'obstacles au redressement du pays. Mais la question juive, précise-t-il, ne pourra se résoudre durablement que si, en même temps, une lutte est fermement menée contre la franc-maçonnerie. Car La Rocque, dans ce domaine, est dans la doxa de la droite contre-révolutionnaire qui a toujours vu, derrière la franc-maçonnerie, une des causes des malheurs de la France. Il soutient donc la politique de Vichy contre les francs-maçons, voulant même se distinguer de «certains» qui auraient une vision superficielle du mal et oublieraient, en se tournant «exclusivement contre les Juifs», que ceux qui ont introduit la «purulence juive» qui «a pris autant de place dans le pays» et a entraîné la «déchristianisation, la "déspiritualisation" de notre race», c'est «la franc-maçonnerie<sup>49</sup>».

Dans ce domaine, son schéma de pensée est comparable à celui de l'Action française où franc-maçonnerie est synonyme de cette Révolution française qui a commis la faute, en donnant la pleine citoyenneté aux juifs, de conforter la «purulence». Alors, comment La Rocque propose-t-il de résoudre le problème de la «purulence juive»? La réponse n'a que peu d'ambiguïté à la veille des rafles qui seront organisées par Vichy. Il faut, écrit La Rocque, s'inspirer de la formule attribuée à Caton l'Ancien à propos de Carthage :

«*Delanda est carthago.*» Il faut détruire Carthage pour sauver Rome<sup>50</sup>.

En 1941, cette formule est aussi celle que l'on peut entendre tous les jours sur Radio-Vichy dans la bouche d'Hérol-Paquis, l'alter ego de Philippe Henriot, le ministre de la propagande de Vichy, qui achève invariablement ses chroniques par : «Car comme Carthage, l'Angleterre sera détruite<sup>51</sup>.» Raser la Carthage contemporaine, c'est détruire ceux qui font obstacle à la France rénovée : les Juifs, la franc-maçonnerie, l'Angleterre, la France libre qui s'est réfugiée chez l'ennemi, qui sont autant d'ennemis désignés comme irréductibles en mobilisant une rhétorique issue de l'imaginaire de la Révolution française<sup>52</sup>. Seul, dit-il, «faire passer par les armes<sup>53</sup>» ceux qui sont convaincus de trahison permettra de sauver plus de vies que ce que coûterait un moment de faiblesse. C'est l'enseignement qu'il veut donner à ses lecteurs et qu'il tire de son expérience militaire en Afrique du Nord où, dit-il, ceux qui n'ont malheureusement pas osé appliquer sa méthode avec rigueur ont perdu plus d'hommes qu'il n'aurait fallu en fusiller pour sauver le régiment.

Les révisions historiographiques ne sont pas un art d'accommoder les restes mais de donner sa forme au présent. En acceptant de minimiser l'antisémitisme de La Rocque<sup>54</sup>, en acceptant de préfacer un ouvrage intitulé *Pourquoi je suis républicain*, qui reprend ainsi, peut-être dans une sorte de clin d'œil tragiquement involontaire, le titre d'un article de Marc Bloch<sup>55</sup>, publié par l'organe clandestin du Comité général d'études de la Résistance

47. *Ibid.*

48. François de La Rocque, *Discipline d'action*, op. cit., p. 98.

49. *Ibid.*, p. 98

50. *Ibid.*, p. 91.

51. Pascal Ory, *Les collaborateurs*, Paris, Le Seuil, p. 83.

52. Voir à ce sujet Sophie Wahnich, *L'impossible citoyen : l'étranger dans le discours de la révolution française*, Paris, Albin Michel, [1997] 2010.

53. François de La Rocque, *Discipline d'action*, op. cit., p. 102.

54. Comme Laurent Joly qui affirme dans un article récent que l'antisémitisme de La Rocque est «rare», et se limite à un «antijudaïsme culturel», «Fascisme et antisémitisme en France», dans «Antisémitisme(s) : un éternel retour?», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 62, avril-septembre 2015. Ou encore Alain Finkielkraut, [www.franceculture.fr/emission-repliques-le-colonel-de-la-rocque-en-connaissance-de-cause-2014-06-28](http://www.franceculture.fr/emission-repliques-le-colonel-de-la-rocque-en-connaissance-de-cause-2014-06-28).

55. Marc Bloch, «Pourquoi je suis républicain», dans *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990, p. 215.

en 1943, la «corporation<sup>56</sup>» des historiens de l'allergie française au fascisme ne ménage pas sa peine pour présenter La Rocque comme un «républicain en marge de la République<sup>57</sup>». Elle participe ainsi d'un brouillage qui vient de loin et qui vise à vider le mot république de tout sens ayant un lien avec la Révolution française. D'autres, pour soutenir la démonstration d'un La Rocque républicain hostile à la persécution des Juifs, mettent en exergue les attaques dont il fut l'objet dans le cadre des concurrences entre les différents courants du nationalisme au moment des années sombres reprenant l'argumentation avancée, dès la fin de la guerre, par les amis de La Rocque pour tenter d'exonérer leur chef de l'étiquette infamante<sup>58</sup>. La vérité veut qu'on souligne que, comme d'autres antisémites notoires, La Rocque, dans le même temps où il appelait à être sans faiblesse à l'égard des Juifs et des francs-maçons, a fermé les yeux et même œuvré en faveur de telle ou telle personne juive de sa connaissance. Il a ainsi pu autoriser des membres de son mouvement à prendre en charge en particulier des anciens combattants juifs «fidèles à l'esprit de La Rocque, à la fois généreux et aveugles sur leur destin», comme le rappelle Jacques Nobécourt<sup>59</sup>. Cela ne l'exonère pas de l'essentiel, sa participation au discours ambiant, son refus d'entraver l'action du maréchal Pétain qualifié, «à l'heure du destin [comme] l'unique garant possible de nos sacrifices, l'unique mainteneur possible de la dignité française dans le malheur, l'unique introducteur possible de la révolution comme de la rénovation nationale<sup>60</sup>».

Faire après coup de La Rocque un républicain c'est accentuer la confusion sur les valeurs et désarmer le présent, car si La Rocque est un républicain, alors le FN de Marine Le Pen peut être considéré comme un parti comme les autres amené naturellement à

se modérer puisqu'il participe avec succès aux élections et avec lequel des alliances seraient in fine possibles<sup>61</sup>. Cette réhabilitation est le prolongement d'une opération de brouillage des repères qui rappelle celle de François Furet jetant l'opprobre sur une république dite jacobine, voulant faire oublier que la Révolution française a porté haut l'idée d'égalité du genre humain et abolit l'esclavage. La leçon historique des tenants de l'allergie française au fascisme, c'est qu'on peut être un parti républicain en étant xénophobe, en proclamant qu'il faut distinguer les Français de papier des Français de souche, les premiers, ayant été naturalisés à mauvais escient, pourraient être déchus de la citoyenneté républicaine. On pourrait être républicain tout en valorisant l'autorité plutôt que le débat politique et la responsabilité des citoyens. Alors, Jean-Marie Le Pen, qui a longtemps appelé de ses vœux une «république à la romaine» nécessaire au redressement du pays, aura été un républicain. À ce compte-là, le régime de Vichy sera bientôt qualifié, malgré tout, de républicain à sa manière et le débat sera clos. Le mot république totalement vidé de sens ne sera plus d'aucun recours pour sauvegarder une humanité politique. Il sera définitivement un mot gestionnaire d'une forme parmi d'autres, accidentelle et hasardeuse, qui ne protégera plus de rien.

---

Didier Leschi a publié sous la dir. de Zeev Sternhell, *L'histoire refoulée: La Rocque, les Croix-de-Feu et le fascisme français*, Paris, Le Cerf, 2019.

Source: Dossier «Après-coups de l'histoire: symptômes et issues», *Lignes*, n° 50, 2016.

---

56. Selon la formule de Jean François Sirinelli, «Les intellectuels», dans René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 206.

57. François de La Rocque, *Pourquoi je suis républicain*, op. cit., p. 18.

58. Voir à cet égard la brochure «Acquitté en cour de justice», *Le Petit journal*, 10 juillet 1948, p. 58.

59. Jacques Nobécourt, *Le colonel de la Rocque...*, op. cit.

60. François de La Rocque, *Discipline d'action*, op. cit., p. 12.

---

61. Ainsi l'économiste Jacques Sapir, afin de justifier la nécessité de constituer un «front uni» anti-euro de l'extrême droite à l'extrême gauche s'appuie sur l'exemple que constituerait le colonel de La Rocque dont l'évolution pendant l'Occupation prouverait que l'on peut trouver avec l'extrême droite, dès lors que l'indépendance nationale est en jeu, des convergences plus nécessaires à mettre en valeur que les différences à réactiver. C'est oublier un peu vite, sur le plan strictement factuel, le refus jusqu'au bout de La Rocque de rejoindre la France libre, appelant même à renier ceux de ses partisans, tel Charles Vallin qui partiront à Londres rejoindre de Gaulle.

# Dernière station avant l'abattoir

Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Patrick Silberstein

Extraits de la préface au recueil des textes de Léon Trotsky sur le fascisme paru en 2015 aux éditions Syllepse sous le titre *Contre le fascisme (1922-1940)*. Le titre est inspiré du roman *Première station avant l'abattoir* de Romain Slocombe (Le Seuil, 2013) et emprunté à une expression de Louis-Ferdinand Céline dans son livre antisémite, *Bagatelles pour un massacre*, best-seller 1943 pour les éditions Denoël.

Donner à lire les textes réunis dans ce volume procède de la volonté obstinée de contribuer à l'élucidation de ce qui demeure, par bien des aspects, une énigme, le fascisme: l'irruption en plein 20<sup>e</sup> siècle d'un «recul» barbare de civilisation sur le continent européen. Réfléchir sur une telle énigme, c'est également, et surtout peut-être, penser le temps présent, puisque d'évidence nous n'en avons pas fini avec la bête humaine, à la fois hydre, caméléon et phénix.

Le terreau des fascismes est connu. La longue crise de l'hégémonie bourgeoise des années 1960 et 1970 n'a pu déboucher sur le renversement du capitalisme et de ses rapports sociaux. La longue crise capitaliste apparaît ainsi sans issue. La mondialisation néolibérale et son cortège de misère, de chômage, d'inégalités et d'oppression déferlent de manière quasi irrésistible sur la planète, frappant tout à la fois, quoique de façon différenciée, le prolétariat des métropoles capitalistes, les peuples des pays qui se sont dégagés des bureaucraties parlant au nom du «socialisme» et les peuples libérés de l'oppression coloniale qui ont continué à être pillés et piétinés.

Les textes de Léon Trotsky que nous publions ici couvrent une période de dix-huit années. De 1922 à 1940, révolutionnaire victorieux puis communiste vaincu, il a tenté d'arrêter la marche à la catastrophe mondiale

qui allait venir sanctionner, ainsi qu'il l'écrit dès 1930, l'échec du mouvement émancipateur à «prendre la tête de la nation, pour transformer le sort de toutes les classes».

Si, comme l'écrivait Clara Zetkin en 1923, le fascisme est la «punition historique» infligée au prolétariat européen pour avoir échoué à parachever la Révolution russe, alors nous devons sans doute considérer que les situations révolutionnaires épuisées ou manquées depuis un demi-siècle pourraient se conclure, faute de débouchés émancipateurs, par de nouvelles barbaries.

«Le désespoir les a fait se dresser, le fascisme leur a donné un drapeau», écrivait Trotsky en 1933. Porteur d'idéologies mortifères, l'hydre-caméléon qui parcourt à nouveau la planète peut mobiliser les exclus, les perdants et les déclassés pour les dresser les uns contre les autres. Faits de combinaisons complexes de xénophobie, de racisme, de sexisme, d'intolérance, de nationalisme, de fanatisme religieux, d'attentes sociales, nationales et culturelles frustrées, les fascismes de notre temps peuvent rencontrer des groupes humains auxquels ils redonnent un sens et, ainsi que l'écrivait Wilhelm Reich en 1934, un «grand but final<sup>1</sup>». Mélange d'aspiration à la modernité et au retour à un passé originel archaïque fantasmé, soif d'ordre et d'autorité en même temps qu'appétit pour un grand nettoyage, ce «but final» est également à la recherche éperdue d'un «guide», régulier ou séculier, capable de mobiliser des foules désespérées et enragées et composées d'individus «ordinaires<sup>2</sup>». Prenant évidem-

1. Wilhelm Reich, *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 1972, p. 53-55.

2. «Les hommes "ordinaires", agissant en "bons pères de famille", ou des processus sociaux également "ordinaires" [...] peuvent donner naissance à des phénomènes



ment des formes différentes, voire contradictoires, selon les lieux et les temps, ces fascismes se caractérisent par une constante : la destruction radicale de *toutes* les formes d'organisation populaire autonome et l'écrasement de *toutes* les libertés.

La solution fasciste n'est évidemment pas à l'ordre du jour. L'a-t-elle d'ailleurs jamais été *en tant que telle*? N'est-elle pas plutôt l'aboutissement d'un processus au cours duquel les partis traditionnels de la bourgeoisie font finalement appel aux « bandes avides et déchaînées » et aux « nuées de criquets affamés et voraces qui exigent pour eux-mêmes, et obtiendront, le monopole des fonctions et des revenus<sup>3</sup> »?

Pour autant, de nos jours, la crise institutionnelle étant ce qu'elle est, les formes démocratiques autoritaires en vigueur pourraient donner corps à un nouveau bonapartisme<sup>4</sup>. Il faut pour cela que soient réunies

---

absolument monstrueux», note Michel Dobry en faisant référence aux hommes ordinaires qui ont mis en œuvre la solution finale en Pologne (Michel Dobry [dir.], *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003).

3. Léon Trotsky, *Œuvres*, t. 1, mars-juillet 1933, Paris, EDI, 1978, p. 88.

4. Nous reprenons ici à notre compte la définition que donne Trotsky du bonapartisme : « Nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte

quelques conditions. Avoir un bonaparte présentable est toujours utile. Ce n'est pas donné à toutes les époques ni à tout le monde, mais si, comme l'écrivait Victor Hugo, un Napoléon le petit a pu se muer en « tyran pygmée », ou un « Gastounet » (Doumergue) faire l'affaire quelque temps, tous les espoirs sont permis. Alors, qui ? Quand ? Comment ? Questions évidemment sans réponse.

Ce qui est revanche certain, c'est que pour s'imposer comme arbitre et comme sauveur suprême, le bonapartisme a besoin d'une extrême droite forte. En France, celle-ci dispose d'une large base électorale et a largement entamé son *aggiornamento* en remisant les chemises noires au placard des accessoires démodés. De ce point de vue, le Front national « dédiabolisé » est bel et bien aujourd'hui le principal vecteur de la « modernité fasciste » à même de nourrir les tendances bonapartistes contemporaines.

Cependant, les apprentis sorciers qui pensent pouvoir le museler ou le dissoudre dans le bain démocratique font fausse route. Son « programme » social-national, sa filiation

---

aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un « sauveur » couronné » (*Bulletin de l'Opposition*, n° 43, avril 1935).

et ses racines, «plus longues que son histoire» et enfouies à des époques différentes, sont autant d'éléments qui feront barrage à une telle issue. L'histoire nous l'apprend, l'épouvantail n'est jamais une simple marionnette, et en leur ouvrant la porte, les conservateurs, fidèles en cela à leurs prédécesseurs, ouvriront à nouveau la boîte de pandore. [...]

## Étape romaine

Arrêtons-nous un instant sur le cas de l'Italie. D'abord parce que c'est là que le fascisme sort des tranchées pour se hisser au pouvoir sur les décombres d'une révolution refusée. Ensuite, parce qu'il pourra sembler curieux au lecteur que le premier texte qu'il rencontrera - ordre chronologique oblige - soit consacré à un courant artistique, le futurisme.

Né en Italie, mais également très présent en Russie, notamment avec Maïakovsky, le futurisme regroupe des artistes anticonformistes, hostiles au monde bourgeois, à ses institutions et épris de modernité. Partisans de la violence et de la guerre, considérée comme un «remède hygiénique», nombre de ces rebelles se rallieront au fascisme. Dans un courrier daté du 8 septembre 1922, Gramsci écrit ainsi à Trotsky qu'un nouvel hebdomadaire, dirigé par deux futuristes, «formule, ou cherche à formuler, les théories que Machiavel prêcha à l'Italie du 15<sup>e</sup> siècle : à savoir que la lutte qui divise les partis locaux et mène la nation au chaos ne peut être enterrée que par un monarque absolu, un nouveau César Borgia qui se placera à la tête des partis rivaux<sup>5</sup>».

Le 24 octobre 1922, Mussolini salue les 40 000 Chemises noires rassemblées à Naples qui se préparent à marcher sur Rome en réclamant qu'on leur donne le pouvoir et qu'à défaut ils le prendront. Mussolini sait, écrit Angelo Tasca<sup>6</sup>, à la fois satisfaire «les passions vagues des foules et les intérêts précis des capitalistes». Les propriétaires terriens de la vallée du Pô, le Cercle des intérêts industriels et commerciaux, les nationalistes exaltés et frustrés par le sort réservé à l'Italie par le traité de Versailles ont soif de

revanche. Les potentats squadristes, eux, ont soif de pouvoir... et d'avantages matériels. L'alliance avec les possédants a été scellée dès l'automne 1920 et depuis l'argent coule à flots dans les caisses des Chemises noires. La terreur blanche se répand dans le pays : journaux, Maisons du peuple, imprimeries, cercles ouvriers, ligues paysannes, Bourses du travail, coopératives sont attaqués, dévastés, détruits. Ceux qui résistent sont molestés et tués. Moins connue - le mussolinisme étant réputé non racial, du moins jusqu'à la radicalisation raciste de 1935-1938 - est la persécution des allogènes slavophones et germanophones, victimes d'une épuration ethnique «douce» par substitution de population dans les territoires annexés en 1918, la Vénétie Julienne, le Haut-Adige et Trieste<sup>7</sup>.

Mussolini semblant hésiter entre conquête légale et prise du pouvoir sous la pression des squadristes, le pouvoir en place tranche : le gouvernement démissionne et, alors que les Chemises noires marchent sur Rome, le roi refuse de décréter l'état de siège. Il choisit au contraire de confier à Mussolini le soin de former le gouvernement. «Mussolini offrit au grand capital la stratégie d'une contre-révolution anticipée», écrit Maria-Antonietta Macciocchi<sup>8</sup>. Nommé, le 28 octobre, Mussolini forme un gouvernement de coalition avec les différentes familles de la droite traditionnelle. Les fascistes y sont très minoritaires [...].

Le congrès de l'Internationale communiste [...] observe cependant un phénomène nouveau : le fascisme n'est pas seulement une organisation de combat contre-révolutionnaire, c'est aussi un mouvement disposant d'une base sociale «dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat». Mettant en avant une «démagogie sociale», poursuit le document, le fascisme utilise «les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie». La résolution ajoute que «la folle équipée fasciste est le dernier atout de la bourgeoisie» et qu'elle est «dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise» [...].

5. Léon Trotsky, «Céline et Poincaré», *Littérature et révolution*, Paris, 10/18, 1974, p. 185.

6. Angelo Tasca, *Naissance du fascisme : L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome*, Paris, Gallimard, 1967, p. 60.

7. Bruno Teissier, *Géopolitique de l'Italie*, Bruxelles, Complexe, 1996.

8. Maria A. Macciocchi, *Éléments pour une analyse du fascisme*, Paris, 10/18, 1976, t. 1, p. 24.

[En 1924, le] président de l'Internationale communiste, Grigori Zinoviev, émet ce qu'on peut considérer comme la matrice de la théorie du social-fascisme: «Le fascisme italien n'est pas très éloigné de la social-démocratie de Noske<sup>9</sup>.»

Des questions essentielles commencent cependant à émerger. Pourquoi le fascisme s'est-il imposé, alors que le prolétariat avait déjà subi une défaite? Pourquoi le gouvernement de Giolitti s'est-il effondré devant Mussolini, alors même qu'il avait assuré la victoire de la contre-révolution à l'automne 1920? Quel peut être la nature du parti fasciste de masse qui se construit? Dès 1923, Clara Zetkin avait en effet insisté sur la distinction à établir entre le fascisme et les «contre-révolutions féodalo-capitalistes», comme celle de l'amiral Horthy en Hongrie: «Le fascisme est le mouvement de ceux qui meurent de faim, qui souffrent, qui sont frustrés<sup>10</sup> [...]».

## Fascisme et démocratie

Après avoir proclamé en 1930 que le fascisme était déjà au pouvoir, le comité central du KPD déclare, en février 1932, que la démocratie et le fascisme sont «deux formes qui dissimulent le même contenu<sup>11</sup>». *Rote Fahne* met régulièrement en avant une citation de Staline où le dictateur affirme que «la social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme». Soulignant avec force la contradiction entre fascisme et démocratie, Trotsky rappelle à ceux qu'il désigne sous le terme péjoratif de «philistins», que celle-ci «n'exprime pas la domination de deux classes irréductibles» mais qu'elle «désigne deux systèmes différents de domination d'une seule et même classe». Le parlementarisme et le fascisme s'appuient, écrit-il, «sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et entrent inmanquablement en conflit aigu l'un avec l'autre».

Les conséquences politiques ne sont évidemment pas les mêmes puisque, dans

l'hypothèse d'une victoire du fascisme, toutes les institutions sont directement aux mains du grand capital. La «fascisation de l'État» ne peut s'accomplir qu'à la condition que les organisations ouvrières et démocratiques soient détruites et le prolétariat réduit à un «état d'apathie complète». Les organisations de la classe ouvrière sont alors remplacées par un «réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat<sup>12</sup>».

S'attaquant à ce qu'il appelle le «radicalisme vulgaire» du KPD, Trotsky explique que, si théoriquement la victoire du fascisme est le témoignage incontestable de l'épuisement de la démocratie, il en est politiquement tout autrement, puisque l'offensive du fascisme contre les positions ouvrières acquises dans la société bourgeoise ne peut que donner une vigueur nouvelle à la confiance dans la démocratie parlementaire :

La victoire du national-socialisme en Allemagne a provoqué dans les autres pays européens le renforcement [...] non des tendances communistes, mais des tendances démocratiques. [...] Grâce à dix années de politique criminelle de l'Internationale communiste stalinisée, le problème se pose devant la conscience de millions de travailleurs, non sous la forme de l'antithèse décisive «dictature du fascisme ou dictature du prolétariat», mais sous la forme de l'alternative beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette : fascisme ou démocratie.

Une autre idée-force apparaît alors: «Les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de *démocratie prolétarienne*<sup>13</sup>»

9. Theodor Draper, «The ghosts of social-fascism», *Commentary*, 1969.

10. Cité par Robert S. Wistrich, «Leon Trotsky's theory of fascism», *Journal of Contemporary History*, vol. 11, 1976.

11. Ossip K. Flechtheim, *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Paris, François Maspero, 1972.

12. Léon Trotsky, «La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne», dans *Comment vaincre le fascisme (Écrits sur l'Allemagne, 1930-1933)*, Paris, La Passion, 1993.

13. En critiquant les impasses de la social-démocratie autrichienne, il relève en novembre 1929 qu'en Autriche, où «la Constitution a été faite» par la social-démocratie, celle-ci «détient des positions d'une exceptionnelle importance» et qu'on devrait découvrir, dans la capitale notamment puisque celle-ci est sous son contrôle, des «formes de transition du capitalisme au socialisme dans leur expression la plus achevée» (Léon Trotsky, «La crise autrichienne et le communisme», 13 novembre 1929, *Écrits, 1928-1940*, t. 1, Paris, Marcel Rivière, [1929] 1955).

(souligné par Trotsky). Et si, selon lui, le prolétariat ne peut arriver au pouvoir que par la voie révolutionnaire, «c'est précisément pour cette voie révolutionnaire [qu'il] a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'État bourgeois». Les communistes doivent défendre les «positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a déjà conquises» et que le fascisme a vocation à démanteler. Le fascisme n'est donc pas seulement un système de répression, de violence et de terreur, c'est un système particulier qui suppose la destruction de tous les éléments d'auto-organisation que le mouvement social a construits au sein de la société bourgeoise<sup>14</sup>. La tâche du fascisme, écrit Trotsky, est de «maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée<sup>15</sup>». Pour cela, il lui faut détruire l'ensemble du système de contre-pouvoirs («les organisations libres et indépendantes», les «bases d'appui») acquis et construits par le mouvement ouvrier aussi bien réformiste que révolutionnaire.

Trotsky utilise tour à tour les termes de «démocratie» et de «démocratie prolétarienne». Si, au départ, il voit simplement dans la première un mode de domination politique de la bourgeoisie, et considère la seconde comme l'expression formelle des conquêtes du prolétariat («positions matérielles et intellectuelles du prolétariat»), il est certain que sa pensée a connu une évolution qui l'a conduit à récuser la distinction schématique (propre à une certaine vulgate gauchiste) entre démocratie formelle et démocratie réelle au profit d'une approche où la démocratie est le produit, dans un système de domination donné, d'un rapport de forces entre les classes.

Si, selon Trotsky, le front unique et la lutte contre le fascisme doivent se déployer dans une totale indépendance de classe, celle-ci ne signifie cependant pas dans son esprit un repli sur une conception étroitement «sociale», voire ouvriériste pourrait-on dire aujourd'hui, indifférente à tous les autres

mouvements ou contradictions de la société qui participent à son libre développement<sup>16</sup>.

Face au fascisme, la question démocratique devient alors essentielle et doit être défendue de façon inconditionnelle par le mouvement ouvrier. La défense des droits démocratiques élémentaires n'est pas sélective en fonction de la nature sociale ou politique des victimes ou de leurs organisations, il faut, écrit-il, à ses amis plongés dans la clandestinité en Allemagne, «apparaître comme les pionniers de la libération». C'est la portée universelle du combat de classe que Trotsky remet ainsi au premier plan. Il prend ainsi le parti de défendre les Églises allemandes face au nazisme et le droit des croyants à «consommer leur opium» et à «former des organisations<sup>17</sup>». Il propose ainsi la protection ouvrière de la franc-maçonnerie, contre laquelle il a eu tant de mots si durs, l'assimilant à une agence de la bourgeoisie. «Supposons, écrit-il, que, demain, les fascistes commencent à détruire les temples de la franc-maçonnerie ou écraser les journaux radicaux [...]. Il va sans dire que les ouvriers iront dans la rue pour défendre [leurs] temples».

On voit par ailleurs ici que la question de l'«autodéfense ouvrière» et de l'«armement des travailleurs<sup>18</sup>», que Trotsky développe à plusieurs reprises entre 1934 et 1940, doit être comprise dans une acception plus large que la défense *stricto sensu* des organisations ouvrières. Le mouvement ouvrier se voit assigner comme tâche la défense des libertés démocratiques et des institutions dans lesquelles elles s'incarnent. Cette

16. On le verra quelques années plus tard dans la manière dont il abordera la question noire aux États-Unis (Léon Trotsky, *Question juive, question noire*, Paris, Syllepse, 2011).

17. En citant ces lignes, nous ne pouvons pas résister à faire un certain rapprochement avec la situation française actuelle qui nous semble devoir requérir une certaine transposition de cette orientation.

18. Plus tard, une fois la guerre éclatée, Trotsky esquissera une stratégie quelque peu différente du défaitisme révolutionnaire prôné en 1914 (Sam Lévy, «À nouveau sur la politique militaire prolétarienne», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 43, septembre 1990). Tout en conservant ce mot d'ordre général, il préconisera une tactique adaptée aux nouvelles conditions sociales et politiques de 1939-1940. Il voit ainsi dans la conscription et dans son auto-organisation une occasion sans précédent de faire vivre une «politique militaire prolétarienne».

14. «À l'époque de la croissance ferme et organique du capitalisme [...], la démocratie jouait un rôle historique majeur, y compris celui de l'éducation du prolétariat», *ibid.*

15. *Ibid.*



position, qui pourrait de nos jours en surprendre plus d'un, s'appuie sur une conception de la démocratie et des droits humains qu'il argumente ainsi: «Ce dont il s'agit avant tout, c'est d'une question de liberté de conscience, donc d'égalité des droits» (souligné par nous). [...]

## Le mythe français

Nous n'en avons pas fini avec la question du fascisme, cette «névrose du sens commun» qui, déjà en 1940, selon Trotsky, lançait un «défi aux historiens». Près d'un demi-siècle plus tard, dans son introduction à *Ni droite ni gauche: L'idéologie fasciste en France*, Zeev Sternhell note que malgré les avancées de l'historiographie qui «permettent de cerner le fait fasciste [...], il n'existe toujours pas de définition acceptable pour tous ou reconnue comme universellement valable<sup>19</sup>». Face à cette difficulté, nombreux sont ceux qui s'accordent pour affirmer que le fascisme serait un fait historique soigneusement circonscrit dans le temps, de 1922 à 1945, et dans l'espace, l'Allemagne et l'Italie. Le fascisme serait donc à la fois absolument étranger à l'espace français et impossible aujourd'hui, toujours dans l'espace français.

Gare à ceux qui ont transgressé ces frontières académiques en explorant les racines et les avatars du fascisme à la française. On connaît ainsi les violentes attaques subies par Zeev Sternhell pour avoir dévoilé le berceau français du fascisme. On connaît également celles qui ont frappé Robert Paxton pour avoir mis à nu l'entreprise «révolutionnaire» de transformation sociale et politique menée par Vichy. Il n'est pas inutile de revenir sur ces polémiques, car l'historiographie française dominante, avec ses aveuglements, ses amnésies et ses occultations, a fait plus qu'obscurcir la recherche historique: elle a contribué à désarmer l'opinion face à l'émergence et à l'installation du Front national dans le paysage politique français. Pour nous, très modestement, dans le cadre limité de cette introduction, ce retour polémique sur les canons de l'historiographie française n'a d'autre objet que de tenter de dissiper les brumes qui brouillent la perception des

fascismes modernes qui se déploient sous nos fenêtres et à nos portes.

René Rémond, le pape des historiens des droites françaises, a ainsi émis des bulles qu'il ne faut pas tenter de crever sous peine d'excommunication. Évoquant les ligues «de droite», il affirme ainsi qu'y voir un «fascisme français», c'est «prendre l'apparence pour la réalité»: «Les ligues n'ont emprunté - et encore - au fascisme que le décor et la mise en scène, elles lui ont peut-être dérobé ses oripeaux, mais pas son esprit<sup>20</sup>.» Pour lui, les Croix de Feu du colonel de La Rocque n'étaient rien de plus qu'une forme de «scoutisme politique pour grandes personnes». Et tout en admettant que le Parti populaire français (PPF) de Doriot était «la forme la plus approchée d'un parti de type fasciste», il émet un «doute tenace sur la nature profonde du mouvement et sur les motivations de ceux qui y adhèrent<sup>21</sup>».

Des historiens, tels Pierre Milza et Serge Berstein, continuent de penser le fascisme au travers du paradigme de l'«état pur» (qui n'aurait vu le jour qu'en Allemagne), comme s'il agissait d'une formule chimique, ou encore à l'aune d'une condition sine qua non en déterminant la nature, à savoir l'existence d'un «véritable parti fasciste». De cela, nous pouvons évidemment discuter, mais ce n'est pas là l'essentiel pour ces auteurs. Une seule chose compte: décréter urbi et orbi que «la culture politique française, marquée par une longue tradition démocratique» a épargné à la France la tentation fasciste.

Pour les partisans de ce que Michel Dobry appelle la «thèse immunitaire<sup>22</sup>», il faudra attendre 1943-1944 pour que le «groupe le plus radical et le plus extrémiste de la nébuleuse vichyste» - le régime de Vichy étant «un pouvoir personnel d'inspiration nationaliste et traditionaliste» - s'engage dans la voie fasciste. Et encore, ajoutent-ils, cette tentative «apparaît davantage comme l'auxiliaire de l'occupant que comme l'émanation d'un courant politique national<sup>23</sup>». Il ne s'agi-

20. René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982.

21. *Ibid.*

22. Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, op. cit., p. 8.

23. Serge Berstein et Pierre Milza, *Dictionnaire des fascismes et du nazisme*, t. 1, A-M, et t. 2, N-Z, Paris,

19. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche: l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 31.



rait donc que d'un «nazisme d'importation», ironise Robert Paxton<sup>24</sup>.

C'est un peu comme s'il n'y avait pas, comme l'écrit Robert Paxton<sup>25</sup> un «continuum de formules d'extrême droite allant de l'autoritarisme clérical de Salazar, Dollfuss et Franco, tous trois teintés d'emprunts au fascisme [...], jusqu'au fascisme incomplet de Mussolini, qui partageait le pouvoir avec la droite classique, et au régime le plus proche du fascisme intégral, celui de l'Allemagne nazie». C'est un peu comme si de février 1934 à août 1944, il n'y avait pas eu à l'échelle mondiale - de Madrid à Munich et... Moscou - des événements dont l'enchaînement a créé les conditions économiques, sociales, politiques, idéologiques et militaires du développement de régimes de type fasciste - plus ou moins «aboutis» suivant les configurations nationales. Robert Paxton ajoute que «par rapport à l'ère libérale et industrielle», Vichy «se situe plus près,

somme toute, de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste que de l'Espagne et du Portugal<sup>26</sup>».

«Le fascisme, ironise Étienne Balibar, est donc quelque chose qu'on voit plutôt chez les autres<sup>27</sup>»... En octobre 1934, comme s'il avait anticipé la discussion, Trotsky écrit qu'en France, «on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays [...] où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel». Pourtant, le 6 février, écrit-il, «quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer.» Bandes armées qui ont, écrit-il en 1936, «jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France» en contraignant le gouvernement à démissionner le 7 février 1934.

En tout cas, en ce qui concerne la seule France, les espoirs déçus du Front populaire,

Tempus, 2014, p/ 29-33.

24. Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 140.

25. . Robert O. Paxton, *Le temps des chemises vertes : Révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 256-257.

26. Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit.*, p. 224.

27. Étienne Balibar, «De la "préférence nationale" à l'invention de la politique : comment lutter contre le néofascisme ?», dans Jean Viard, *Aux sources du populisme national*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1996, p. 201.

la Drôle de guerre et la débâcle de 1940, sans oublier les conséquences politiques désastreuses du pacte germano-soviétique, jettent les bases d'un régime qui ira, nous semble-t-il, au-delà de l'« inspiration nationaliste et traditionaliste ». À lire certains, on peut donc se rassurer sur la santé du corps français, Vichy n'aura été rien d'autre qu'un furoncle développé sur le corps sain de la démocratie française et de l'universalisme républicain.

Si le 20 août 1940, le jour même de son assassinat, Trotsky qualifie encore dans un texte non achevé, le régime de Vichy comme un « bonapartisme sénile » et non comme un fascisme « au sens propre du terme », l'entrée de la Wehrmacht à Paris, le 14 juin, a néanmoins ouvert une nouvelle époque au cours de laquelle les fascistes authentiques, les conservateurs, les monarchistes et les réactionnaires de tout poil vont tenter de communier, chacun avec sa partition, dans la révolution nationale au nom de la défense de la France éternelle et de son empire colonial, de l'aversion pour les Juifs apatrides, les métriques et les rouges.

Le 8 juillet 1940, Pierre Laval déclare ainsi que la « démocratie parlementaire » ayant été battue par le nazisme et le fascisme, « elle doit disparaître » au profit d'« un régime nouveau, audacieux, autoritaire, social, national ». Il n'y a pas d'autre voie, continue-t-il, que la « collaboration loyale avec l'Allemagne et l'Italie <sup>28</sup> ». Le 8 octobre, le maréchal Pétain emploie pour la première fois le terme de « révolution nationale », tandis que Thierry Maulnier, futur membre de l'Académie française et auteur parisien à succès de l'après-guerre, assure que le régime de Vichy est authentiquement français et qu'il n'a rien à emprunter au vainqueur. En effet !

Instauré le 10 juillet 1940, le régime « authentiquement français » ne perd pas de temps et n'attend pas les ordres de Berlin – aucun document allemand donnant de telles directives n'a été retrouvé dans les archives, signale Robert Paxton<sup>29</sup> – pour décider : la fondation de l'« État français » (11 juillet) ; la révision des naturalisations octroyées depuis 1927 (22 juillet) ; l'exclusion des Juifs

des postes électifs, des directions de la fonction publique, de la magistrature, de l'armée, de l'enseignement, de la presse, du cinéma (3 octobre) ; l'assignation à résidence des Juifs étrangers sur ordre préfectoral (4 octobre) ; l'abrogation du décret Crémieux (1870) qui avait accordé la nationalité française aux Juifs d'Algérie (7 octobre). La loi raciale du 3 octobre portant sur le « statut des Juifs » considère que toute personne issue de trois grands-parents « de race juive » – il est bien écrit de race juive et non de confession – doit être considérée comme juive.

Quant au ministre des finances, loin de toute idéologie, il suggère, le 30 septembre, que l'Allemagne s'engage vers la signature de contrats avec les industriels français plutôt que de choisir la voie du pillage<sup>30</sup>. Heureusement pour la France authentiquement française, l'Allemagne nazie n'a manifesté que peu d'intérêt pour ces propositions, alors que ses industriels et ses financiers « s'enthousiasmèrent pour le corporatisme [qui] permettait de faire d'une pierre deux coups [...] : échapper à la fois à la lutte des classes et à la concurrence impitoyable<sup>31</sup> ».

## La blanchisseuse et les chemises noires

Évoque-t-on le fascisme français que les mandarins élèvent des barrières en forme de typologies rigides et dogmatiques. Cependant, au-delà de la querelle universitaire, intéressante au demeurant, la réfutation d'un fascisme « réellement existant » à la française a eu – et a encore – des conséquences dans la manière dont est abordée l'installation du Front national dans la vie politique française. Nombre de commentateurs, nourris aux thèses dominantes de l'immunisation française contre le fascisme, furent quelque peu désarmés devant l'émergence du phénomène. La confusion s'accrut au fur et à mesure que celui-ci acquit une large surface électorale lui permettant de troubler le jeu politique institutionnel et de miner la droite classique en la poussant toujours plus à droite. Les adeptes de l'« impossible ici » – pour paraphraser le titre éponyme du roman de Sinclair Lewis qui imaginait

28. Roger Bourderon, et Germaine Willard, *La France dans la tourmente*, Paris, Éditions sociale, 1982, p. 91.

29. Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, op. cit., p. 144.

30. *Ibid.*, p. 73.

31. *Ibid.*, p. 205.

l'élection d'un fasciste aux États-Unis à la place de Roosevelt –, ne pouvaient pas envisager l'hypothèse du développement d'un parti fasciste tricolore candidat au pouvoir.

Il est légitime que la controverse sur le fascisme, nous y reviendrons, rebondisse à chaque fois que des « mesures draconiennes [sont] prises par une bourgeoisie effrayée<sup>32</sup> ». Ainsi, Atilio Borón rappelle que les défaites subies par le mouvement populaire en Amérique latine dans les années 1970 ont entraîné la réintroduction « vertigineuse » du terme « fascisme » dans le langage politique et dans les débats universitaires. Atilio Borón, qui critique l'usage du terme, explique que dans le cadre de « l'indissociable unité du travail théorique et de la praxis politique », il faut penser les dictatures latino-américaines comme un moment « exceptionnel » de la domination bourgeoise dans un capitalisme dépendant et dans les formations sociales latino-américaines. Il rappelle la difficulté du débat qui est illustrée par la prolifération des adaptations lexicales : « néofascisme », « fascisme dépendant », « fascisme du sous-développement », « fascisme primaire ».<sup>33</sup>

En France, devant les difficultés à saisir la particularité et la fonctionnalité de mouvements qui n'arborent pas la croix gammée, voire la rejette, les commentateurs ont eu recours à divers subterfuges lexicaux pour camoufler l'embarras à qualifier ces formations dès lors qu'elles ont une assise de masse. La logique « classificatoire<sup>34</sup> » étant prise en défaut, il devenait difficile de ranger les fascismes – nous utilisons à dessein le pluriel – renaissants au tournant des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles dans ce que Paxton appelle un « catalogue de portraits » où figure « une bête après l'autre, chacune représentée sur un vague fond de paysage et identifiée par ses signes extérieurs<sup>35</sup> ».

---

32. *Ibid.*, p. 224.

33. Atilio Borón, « Le fascisme comme catégorie historique : réflexions à partir des dictatures latino-américaines », *Mauvais Temps*, n° 6-7, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, Paris, Syllepse, 2000.

34. Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, *op. cit.*, p. 18

35. Robert O. Paxton, « Les cinq phases du fascisme », dans Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, *op. cit.*, p. 336.

Le Front national aime à se présenter tantôt comme « droite nationale », tantôt comme parti des « patriotes », récusant évidemment toute appellation qui le renverrait à son histoire. Pour les commentateurs, l'épithète de « néonazi » étant réservée aux groupuscules violents, celle de « fasciste » ayant été disqualifiée par avance par les penseurs de l'Université et celle de « national-socialiste » étant impraticable, la désignation s'avère un exercice délicat. Le qualificatif de « national-populisme », un temps utilisé, ayant été lui aussi plus ou moins abandonné, « extrême droite » est finalement assez pratique – et permet à l'occasion de renvoyer les extrêmes dos-à-dos. Enfin, « dédramatisation » aidant, on parle maintenant du « parti de Marine Le Pen »...

Nous ne sommes plus dans les années 1930, nous dit-on souvent en affichant des airs professoraux – la belle évidence –, et pourtant ! Il suffit de regarder le monde et l'Europe pour voir germer les nouvelles pousses qui occupent la niche politique du fascisme d'antan. Ernest Mandel considère que le fascisme est « un phénomène universel, qui ne connaît aucune frontière géographique ». Depuis qu'il a rédigé ces lignes, dans le contexte de la montée révolutionnaire des années 68, l'épuisement de cette situation et la déstabilisation planétaire produite par la mondialisation capitaliste ont permis que les racines des fascismes, « enfouies dans tous les pays impérialistes » se développent sur toute la planète ravagée par le capital.

Les facteurs de leur développement sont nombreux et divers : chômage de masse et de longue durée, exclusion et paupérisation, racialisation et racisme, conflits entre puissances locales, concurrences sur le marché mondial, accès aux ressources, partage de la manne pétrolière, hostilité aux puissances occidentales ici et à Bruxelles ailleurs, décomposition des sociétés<sup>36</sup>... Le « grand but final », dont parlait Wilhelm Reich, devient force matérielle et marche au son des tambours de la guerre de tous contre tous.

L'ordre économique et social étant profondément instable, pas plus aujourd'hui qu'hier, les bourgeoisies, financières et industrielles, nationales et supranationales, ne sont pas

---

36. Voir Pierre Rousset, « Le chaos géopolitique et ses implications », [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org), 2014.

homogènes. Les solutions politiques recherchées par leurs différentes fractions pour le maintien de leur domination ne sont donc pas les mêmes. Déjà en 1936, dans *Fascisme et grand capital*, Daniel Guérin signalait les stratégies divergentes entre les groupes capitalistes liés à l'industrie lourde et ceux liés aux industries de transformation<sup>37</sup>. Pour autant, les classes dominantes doivent réduire les résistances d'un prolétariat élargi qui, s'il est affaibli et émietté, persiste néanmoins à s'arc-bouter sur ses acquis sociaux et démocratiques. De ce fait, à nouveau comme hier, l'hydre-caméléon, de l'intérieur et de l'extérieur, favorise le consentement aux solutions politiques autoritaires, assurant équilibre et protection, contre ces extrémismes menaçants.

L'enchanteur historique sorti de l'Université française étant un brin trop savant, il a fallu s'adjoindre les services d'un exorciste. Le diable vieillissant allait pouvoir renaître en un phénix relooké... Jean-Marie cède enfin la place à Marine après une longue procession semée d'embûches et de relapses. L'apothéose n'est pas loin d'être atteinte quand un Nicolas Sarkozy déclare que «Marine Le Pen est compatible avec la République» et qu'on a discuté de lever l'excommunication du bleu marine pour le réintégrer dans le bleu horizon de l'Union sacrée à l'occasion des attentats de janvier 2015. De nos jours, la rédemption est assez aisée : il suffit, grâce aux «ruses de langage» décryptées par Jean-Pierre Faye<sup>38</sup>, de berner des interlocuteurs sans repères. «Grand théoricien du pouvoir médiatique, écrit Jean-Marie Vincent<sup>39</sup>, Hitler avait saisi que l'efficacité des médias tient moins dans leur capacité à inculquer et à manipuler que dans leur capacité à occuper le terrain, à rendre impossibles des rapprochements ou des liaisons entre certains phénomènes pour empêcher qu'on puisse se les représenter».

L'abandon des oripeaux fascistes les plus visibles, la disparition biologique des collabos et des SS français – tout à la fois si utiles et désormais si compromettants –, un soupçon de philosémitisme d'opportunité – toujours

contré par la «vieille garde», la «mise à l'écart» des nationalistes radicaux les plus extrêmes et divers ingrédients de circonstances suffisent aux faiseurs d'opinion pour imaginer que l'on puisse couper l'arbre bleu marine de ses racines brunes tout en se berçant de l'illusion de la longue tradition démocratique française.

Si le bleu marine intrigue et inquiète par sa progression, il rassure également. Après tout, si les hommes de La Rocque n'étaient que des scouts, les lepénistes habillés en bleu marine ne peuvent qu'être solubles dans la démocratie française. En tout cas, l'épouvantail est bien utile pour une République lorgnant du côté de Bonaparte.

Umberto Eco décrit le fascisme comme un mouvement «fuzzy», c'est-à-dire un ensemble flou, aux contours imprécis dont beaucoup de caractéristiques se contredisent réciproquement ou sont typiques d'autres formes de despotisme. Il faut, écrit à juste titre Michel Dobry, «prendre son parti du flou<sup>40</sup>» qui caractérise la catégorie de «fascisme». La matrice commune, c'est le rejet profond de la démocratie et des Lumières, synonymes de décadence, la mise en avant des inégalités organiques et la défense de la «terre», du «sang» et de la «souche» contre les «Français de papier», les Français «de confession juive», les «musulmans», les «sans-papiers» ou les «gens du voyage». Bien entendu, si de nos jours, la langue s'est le plus souvent policée, le Juif prédateur rôde toujours dans les esprits, alors même que le Musulman hante nos cités et qu'il faut, d'une manière ou d'une autre, exclure l'un et l'autre de la Cité. Si possible en les montant les uns contre les autres.

Le fascisme cherche à construire sa base sociale en combattant tout à la fois, l'«égoïsme de la bourgeoisie et celui du prolétariat<sup>41</sup>» les intérêts particuliers qui nuisent à la nation, le capitalisme, le libéralisme et le socialisme. C'est ainsi qu'il peut influencer différents secteurs de la population qui sentent leur mode de vie menacé, qui sont refoulés aux marges de la société et n'ont plus ni perspectives ni moyens

37. Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Paris, Syllepse, [1936] (1999), p. 25-30.

38. Jean-Pierre Faye, «Ruses des langages politiques», *Mauvais temps*, n° 1, Paris, Syllepse, 1998.

39. Jean-Marie Vincent, *Variations*, Paris, Syllepse, 2001.

40. Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, op. cit., p. 63.

41. Mihaly Vajda, *Fascisme et mouvement de masse*, Paris, Le Sycomore, 1979.

d'existence à l'intérieur de la société telle qu'elle est<sup>42</sup>. Le fascisme est à la fois le parti des petits-bourgeois mécontents et le parti des déclassés et des exclus de toutes sortes, parti d'ordre et parti de combat contre le système.

Pour construire des majorités idéologico-sociales qui se coalisent sur des axes de régression de civilisation – dont la préférence nationale (synonyme euphémisé de «La France aux Français»), qu'elle soit formulée ou simplement implicite, est un élément clé – et accéder au pouvoir, ils empruntent le plus souvent la voie électorale et organisent leurs discours selon la configuration sociale, économique et culturelle de leur pays d'origine. La scène européenne actuelle en est le kaléidoscope. Qu'y a-t-il de commun entre les nazis grecs d'Aube dorée et les partisans du Front national ? Pas grand-chose, si ce n'est leurs devenirs qui peuvent se croiser, portés par leur propre dynamique autoritaire et antidémocratique et par l'évolution de leur situation nationale respective.

Au cours de la longue crise sans issue dans laquelle nous sommes plongés depuis plusieurs décennies, on a vu apparaître, disparaître et réapparaître, selon les moments et les lieux, des formations de type fasciste, plus moins puissantes, plus ou moins «modernisées», adaptées à notre temps. Certaines se sont même hissées, provisoirement, en Autriche et en Italie par exemple, au gouvernement. Si elles ont pu être digérées et finalement expulsées, pour la première fois depuis 1945, des formations issues du fascisme sont entrées dans un gouvernement et ont pu utilement favoriser la naissance de formes gouvernementales plus autoritaires.

### «Demande à la poussière»

Dans un article daté du 26 novembre 1931, Trotsky écrit : «Pour l'instant, la force principale des fascistes tient à leur nombre», c'est-à-dire à leurs scores électoraux. Il ajoute que l'«armée principale du fascisme» est formée de «la petite bourgeoisie et d'une nouvelle couche moyenne». Le NSDAP recrute essentiellement parmi les artisans, les petits patrons, les employés de bureau, «sans oublier les aventuriers militaristes et la jeunesse

romantique et activiste<sup>43</sup>». Selon le recensement de 1925, l'Allemagne comptait environ 65 % de salariés dont 45 % d'ouvriers et 20 % d'employés et de fonctionnaires. Les agriculteurs représentaient 6,7 % de la population et les artisans et commerçants 11 %. Dans le même article, Trotsky qualifie la base sociale du fascisme de «poussière humaine», c'est-à-dire d'individus aux abois, mais dispersés et ne s'agréant qu'à l'occasion des élections. Mais également, pourrions-nous ajouter, à l'occasion des coups de main contre ceux qu'ils considéraient comme les responsables de leur «déchéance».

Quant à la France, elle comptait en 1936 un peu plus de 50 % de salariés (6 millions d'ouvriers, 1,5 million de salariés agricoles, 3 millions d'employés) au sein d'une population active comptant 19,5 millions d'individus (dont 6 millions de femmes). Les exploitants agricoles sont alors 4,5 millions et les commerçants et artisans 2,65 millions<sup>44</sup>. C'est la «petite bourgeoisie» des villes et des campagnes qui fit la base de masse militante des ligues. À la veille de l'épreuve de force du 6 février, les effectifs des ligues sont évalués à 300 000 membres et ceux des Chemises vertes de Dorgère à 420 000<sup>45</sup>.

Depuis cette époque déjà lointaine, les formations sociales ont profondément changé. Ainsi, sur les 29 millions d'actifs que compte la France de 2013, il n'y a plus que 2,6 millions de patrons, de commerçants, d'artisans et d'exploitants agricoles, alors que l'effectif salarié s'élève à 23,8 millions, auquel il faut ajouter les quelque 2,6 millions de chômeurs officiellement comptabilisés.

Est-ce à dire que la «poussière humaine» dont parlait Trotsky s'est volatilisée ? Non, car en regardant le paysage politique, on voit que la poussière a changé de composition et de mode de sédimentation. Est-ce à dire que les «mentalités» des couches petites-bourgeoises d'autrefois ont disparu ? Non, car si le statut juridique change, le poids des traditions, la culture, les perceptions de la place

43. Karl Dietrich Bracher, *La dictature allemande : naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Toulouse, Privat, 1986, p. 216.

44. Insee, *Insee Première*, n° 434, mars 1996.

45. Robert O. Paxton, *Le temps des chemises vertes : révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Le Seuil, 1996.

42. *Ibid.*

qu'on occupe dans la société, les valeurs n'ont pas les mêmes temporalités. La prolétarisation sans sentiment d'appartenance à une classe porteuse de projet commun - une classe « pour soi » - est vécue comme un insupportable déclassement. S'ajoutent à ce vécu douloureux la précarité, l'exclusion et le chômage qui rôdent et qui frappent tout un chacun. Ce sentiment de frustration est renforcé par les promesses de changement non tenues et par la perception d'une impasse personnelle et collective.

C'est dans de telles situations que s'exprime et se cristallise ce que certains désignent comme la « fausse conscience », c'est-à-dire une perception et un vécu social qui « distord ou interprète de manière erronée » les causes d'une situation que l'on subit et des conséquences de ce qu'on met en mouvement<sup>46</sup>. Il faut évidemment des situations et des combinaisons d'événements exceptionnelles pour que cela se produise. Quand « les partis de l'ordre [...] périssent de l'état légal créé par eux-mêmes » et qu'ils crient « la légalité nous tue<sup>47</sup> », alors la tempête de la « fausse conscience » de la « poussière humaine » peut se lever. Nous n'en sommes pas là, mais déjà le vent s'est levé et il est utile d'examiner la poussière d'aujourd'hui.

Si on ne retient comme observatoire que les élections européennes de 2014, compte tenu du taux d'abstention (56 %), l'enquête Louis Harris nous livre d'emblée quelques éléments qui devraient attirer notre attention. 1) La jeunesse de ses élus et de son électorat : 30 % des électeurs de 18 à 24 ans et 28 % des 25-34 ans ont voté pour le Front national - on peut estimer que parmi ces électeurs jeunes, la présence des chômeurs, des précaires et des déclassés est très forte. 2) Malgré l'imprécision des catégories socio-professionnelles utilisées, on observe que le lepénisme recueille 33 % des suffrages chez les « inactifs » (retraités, étudiants et femmes au foyer), 12 % chez les professions intermédiaires (techniciens, enseignants, etc.), 24 % chez les ouvriers, 17 % chez les employés et

7 % chez les indépendants, les cadres et professions libérales.

D'autres observations empiriques révèlent que le Front national obtient ses meilleurs scores dans les agglomérations où s'est installée une partie notable des salariés qui pensaient avoir échappé au sort collectif de la classe prolétaire<sup>48</sup> : les zones périurbaines et pavillonnaires, plus ou moins éloignées des quartiers populaires des grandes villes et des cités ghettoïsées de banlieue où a été « parquée » la main-d'œuvre « ethnique ». On note également une différence nette de comportement électoral entre les salariés travaillant dans des grandes entreprises et les autres (enquête Louis Harris), alors qu'aujourd'hui plus de la moitié d'entre eux travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés où les syndicats et les traditions solidaires et collectives n'existent que très peu, voire pas du tout.

Enfin, l'effacement de la sociabilité que structurait le mouvement ouvrier avec son système d'organisations et la dissolution de l'« appartenance de classe » contribue à transformer les groupes sociaux en poussière d'individus. Et l'on voit, ici et là, en France comme ailleurs, les fascismes mettre en place les structures d'une nouvelle sociabilité raciale et ségrégative.

C'est donc dans ce « grand désert » que l'on peut apercevoir la « poussière humaine » que le fascisme d'aujourd'hui se prépare à aspirer. Si le fascisme ne prendra pas, comme dans les années 1930, la forme d'une alliance terroriste entre le grand capital et la petite bourgeoisie, les tendances au repli national dans un monde mondialisé, l'absence vertigineuse d'alternative permettant de percevoir à une échelle de masse la possibilité d'une transformation de la société, l'enchevêtrement de longue durée des crises économiques, sociales, politiques ou nationales, laisse ouverte l'hypothèse que des secteurs des classes dominantes - on l'a vu il n'y a pas si longtemps en Italie avec l'Alliance nationale et la Ligue du Nord - peuvent se tourner vers un fascisme moderne - c'est-à-dire adapté aux crises engendrées par la mondialisation, pour trouver et construire

46. Ernest Mandel, « Les individus et les classes sociales : le cas de la Seconde Guerre mondiale », *New Left Review*, n° 157, 1986.

47. Friedrich Engels, « Introduction aux "Luttes de classe en France, 1848-1850" », dans *Œuvres*, t. 1, *Politique*, Paris, Gallimard, 1994, p. 1136.

48. Voir Jean-Pierre Terrail, *Destins ouvriers, la fin d'une classe*, Paris, PUF, 2002 ; et Olivier Schwartz, Olivier, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 2002.

des solutions autoritaires maniant la xénophobie et la racialisation pour ressouder la communauté « nationale » autour d'un dirigeant, même s'il ne s'agit que d'un « aigle apprivoisé ».

## Les cavaliers de l'apocalypse roulent en 4x4

Si nous devons évidemment être attentifs aux travaux historiques sur le fascisme, il est également utile de revisiter les réflexions, les hésitations, les indécisions, les résolutions, les combats, les erreurs et les abandons du mouvement ouvrier et démocratique. C'est là pour nous un des enjeux de ce livre. Il ne s'agit ni de dévotion ni de la recherche dogmatique d'un modèle; il s'agit avant tout de nous saisir des instruments, du moins de certains d'entre eux, que Trotsky a laissés pour tenter de disséquer l'hydre-caméléon qui se déploie à nouveau.

S'appuyant sur une base sociale particulière, se renouvelant et se métamorphosant sans cesse, les fascismes contemporains sont à la fois les héritiers des fascismes historiques et leur négation. Pour les comprendre et les repérer, il ne faut donc pas chercher la chemise noire - bien qu'on la rencontre à Athènes, par exemple. Il faut tenter d'analyser ce vaste archipel dont les îles et les îlots ont chacun leur histoire et leur physionomie propres, qui peuvent les conduire à des fâcheries et à des divisions, souvent profondes, et parfois violentes. Mussolini ne s'est-il pas opposé à Hitler jusqu'à envoyer des troupes à la frontière autrichienne après l'assassinat par les hitlériens autrichiens du chancelier Dollfuss allié de l'Italie fasciste? Georges Valois, fondateur en 1925 du Faisceau, n'est-il pas mort en déportation par haine de l'Allemand? Le colonel de La Rocque, vichyste et collaborateur déçu, n'a-t-il pas été arrêté par la Gestapo? Les mégrétistes n'ont-ils pas été exclus du Front national pour avoir eu raison trop tôt contre le Chef? Les disciples de Mussolini ne se sont-ils pas divisés entre les défenseurs de l'unité nationale et les partisans de la Padanie? Les héritiers des colonels grecs ne se sont-ils pas divisés entre Laos et Aube dorée à propos de la participation gouvernementale (Psarras, 2014)? Définir le fascisme, note Robert Paxton, est compliqué par sa « considérable et

décourageante disparité [...] dans l'espace et dans le temps»: «Chaque variante nationale [...] tire sa légitimité [...] de ce qu'elle tient pour être les éléments les plus authentiques de l'identité de sa propre communauté» (Paxton, 2003 : 327).

Quand les fascistes et les nazis ont accédé au pouvoir en Italie, puis en Allemagne - dans des gouvernements de coalition avec la droite «classique», rappelons-le -, les observateurs du temps étaient certains d'une chose: la droite classique qui les appuyait les maintiendrait en laisse. Inclassables, une fois au pouvoir dans des gouvernements de coalition qui redoublent d'attaque contre le mouvement ouvrier, les nouveaux maîtres du pouvoir fascinent une partie des élites qui craignent plus Moscou que Rome et Berlin et qui aspirent à l'ordre, au «coup de balai». Plus surprenant, les forces sociales qu'ils entraînent dans leurs sillages sont peu accoutumées à se retrouver ensemble: le boutiquier et l'ouvrier, le patron et le déclassé, le paysan et le chômeur. La mésalliance sociale n'est pas pour autant harmonieuse, particulièrement lorsque le fascisme arrive au pouvoir. Les intérêts de classe contradictoires, un temps gommés dans l'ivresse nationaliste, reprennent leurs droits. D'une main de fer, le fascisme dénoue alors ces contradictions, toujours en faveur des intérêts de la grande bourgeoisie avec laquelle le pacte est scellé depuis longtemps.

Ces configurations politiques nouvelles sont d'autant plus singulières que, sur le chemin du pouvoir, les mouvements fascistes contemporains sont capables de toutes les contorsions tactiques, souvent à la stupeur de leurs propres partisans<sup>49</sup>. Ils peuvent adopter un pseudo-langage «de classe», chevaucher la contestation sociale tout en combattant les programmes et les organisations des mouvements sociaux. Opposés

---

49. Souvenons-nous qu'en 1932, le NSDAP de Berlin - ville où il recueille de relativement faibles scores - participe activement à la grève des tramways, au grand dam de ses financiers et de ses alliés qui demandent des explications à Hitler. Jean-Pierre Faye souligne un paradoxe: «D'un côté, le grand capital va entrer dans le jeu et de l'autre, les masses, notamment de chômeurs vont adhérer au Parti nazi, dans des stratégies perverses et contradictoires.»



à la lutte des classes<sup>50</sup>, ils lui substituent la lutte contre le capitalisme étranger, hier la ploutocratie, aujourd'hui les élites mondialisées<sup>51</sup>. Ils peuvent se proclamer républicains, démocrates, laïcs comme ils peuvent se déclarer prêts à accueillir «tous les citoyens qui ont un casier judiciaire vierge [...], qu'ils aient été sur le front de l'Est [c'est-à-dire à la division SS Charlemagne] soit qu'ils aient été dans les Brigades internationales» (Le Pen, 8 novembre 1992) et soutenir Syriza en Grèce contre «le totalitarisme de l'Union européenne et de ses complices, les marchés financiers» (Marine Le Pen citée par *Le Monde*, 22 janvier 2015).

Il suffit de revenir, l'espace de quelques lignes, à Berlin et à Rome. Tout en prônant la réconciliation des classes au nom de la nation unifiée, les nazis attaquent violemment en 1932 les décrets du gouvernement von Papen en se faisant les défenseurs du «travail allemand». Quant aux fascistes italiens de 1919, ils s'efforcent de montrer leur détermination à changer les choses, au contraire du Parti socialiste italien. Mussolini peut ainsi déclarer qu'il est «nécessaire que soient satisfaites les revendications de la classe ouvrière pour obtenir la renaissance

de l'esprit italien dans leurs manifestations les plus splendides<sup>52</sup>». Et, tout en rappelant que les fascistes changent de programme comme de chemise (noire), il est intéressant de rapprocher le programme mussolinien de 1919<sup>53</sup> de celui du marinisme lepéniste.

«Le flottement du langage est constitutif du Front national», note Jean-Pierre Faye qui précise que ce faisant, celui-ci manifeste tout à la fois une «conscience tactique» et une «conscience stratégique<sup>54</sup>». Il serait donc absolument erroné de sous-estimer le sens de ces prises de position et de les réduire à des postures démagogiques. Comme il serait tout à fait erroné également de ne pas prendre au sérieux l'impact du discours «social-national-laïc» qui n'a pas d'autre fonction que la réussite de la «suture du nationalisme et du radicalisme social<sup>55</sup>» en transcendant les classes et en purifiant la communauté nationale de ses ennemis: le cosmopolitisme, les «élites mondialisées», les «Français de papier» et la gauche.

Faut-il rappeler que pour nous, les fascismes s'analysent pour être combattus et que nous les combattons pour les détruire. Souligner les retards et les impasses du mouvement ouvrier et démocratique – dans toutes ses composantes – au cours du 20<sup>e</sup> siècle ne constitue en aucune façon un appel à la condamnation morale *a posteriori*, mais une invitation à comprendre les approximations et les aveuglements qui peuvent conduire à la défaite. Défaite qui a eu lieu bien avant 1940, dans les faubourgs

50. Les nazis opposaient aux antagonismes de classes la «communauté du peuple créateur».

51. «L'État doit d'abord s'affranchir des règles ultralibérales de l'Union européenne et [...] venir au soutien de notre industrie, en la protégeant de la concurrence internationale déloyale. [...] L'immobilisme et la soumission aveugle des élites à des dogmes absurdes ont déjà coûté beaucoup trop cher aux travailleurs français» (Marine Le Pen, juillet 2012); «Davos réunit une nouvelle fois à partir d'aujourd'hui tout le gratin de l'élite politique et financière mondiale [...]. L'idéologie de l'élite de Davos est simple: défaire les nations, les peuples et les démocraties pour laisser le champ libre aux marchés, à la grande finance et au multiculturalisme obligatoire. Ses recettes sont bien connues: suppression de toutes les frontières et de toutes les protections, immigration de masse imposée aux peuples, mainmise de la banque sur l'économie, affaiblissement culturel et moral des États et des nations. [...] Le projet que je porte [...] se fonde sur la souveraineté des nations, la liberté des peuples, la protection des travailleurs et des retraités et la promotion de nos valeurs et de nos cultures nationales» (Marine Le Pen, 23 janvier 2013); «Les travailleurs allemands doivent reconnaître qu'ils n'ont jamais été autant réduits en esclavage qu'ils le sont aujourd'hui par le capitalisme étranger. Cette lutte de libération que mène le prolétariat, en tant que partie la plus opprimée de la nation opprimée, est une guerre civile [que nous menons] contre la bourgeoisie mondiale» (Moeller van den Bruck, 1933).

52. Andreu Nin, *Les dictatures dels nostres dies*, Barcelone, Lluita, [1930] 1984.

53. Extension du suffrage universel, droit de vote des femmes, instauration de la proportionnelle, convocation d'une assemblée constituante, salaire minimum, assurance-chômage et une assurance-maladie obligatoires, participation des travailleurs aux bénéfices, droit de grève à condition qu'elle ne soit pas «nocive pour la production nationale», suppression des fonctions économiques de l'État, confiscation des bénéfices de guerre, cession de la terre à ceux qui la travaillent, nationalisation des usines d'armement, etc. La sacro-sainte laïcité républicaine, si chère aujourd'hui au Front national, se retrouve également, un temps, chez les fascistes italiens qui souhaitaient en découdre avec la papauté au nom de l'Italie et de la modernité.

54. Jean-Pierre Faye, «Ruses des langages politiques», art. cité.

55. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire (1885-1914): les origines françaises du fascisme*, Paris, Le Seuil, 1978.

de Rome, de Vienne, de Berlin, de Barcelone et de Paris. Et, bien entendu, dans ceux de Moscou.

Nous avons, dans le cadre de cette introduction, tenté de suivre la recommandation de Zeev Sternhell qui indique qu'il convient de «dégager le dénominateur commun, le "minimum" fasciste, dont participent non seulement les différents mouvements et idéologies politiques qui se réclament du fascisme, mais aussi ceux qui déclinent l'épithète mais appartiennent néanmoins à la famille<sup>56</sup>». Nous avons délibérément choisi une certaine approche «fonctionnaliste<sup>57</sup>», «paxtonienne», en inscrivant les extrêmes droites de notre temps dans la conjoncture historique longue et qui est celle, ainsi que nous l'avons écrit, des «situations révolutionnaires épuisées ou manquées». Il nous faut donc débusquer les fascismes, comme nous l'indique Étienne Balibar, qui ne ressemblent pas à l'image que nous nous en faisons et se défaire de l'idée que les «fascistes "ne sont pas des gens comme nous"». L'essentiel, ajoute-t-il, «n'est pas de savoir qui est fasciste, comme si c'était une essence, mais de savoir qui le devient et surtout qui peut le devenir<sup>58</sup>». Il rejoint ici Paxton qui critique la recherche d'un «bestiaire» du fascisme pour

privilegier une approche «qui s'intéresse plus aux processus qu'aux essences<sup>59</sup>».

«L'histoire ne se répète[ant] jamais tout à fait, écrivait Nicos Poulantzas, les régimes d'exception qui naissent des crises présentent des traits distinctifs selon les périodes historiques au sein desquelles elles surgissent<sup>60</sup>.» Il en est de même des formations sociales où la bête se love. Il en est également de même des organismes et des institutions politiques qui préfigurent, sécrètent et cristallisent ces régimes d'exception. La bête qui s'est réveillée est bel et bien un hydre-caméléon dont les têtes, les peaux, les squelettes et la peste sont ceux de leur époque, de notre époque.

Sans jouer les Cassandre, les rapports sociaux capitalistes et l'état du monde tel qu'il est recèlent des tendances à la barbarie qui nous autorisent à lire Léon Trotsky avec nos yeux d'aujourd'hui.

---

Patrick le Tréhondat, Robi Morder et Patrick Silberstein sont membres du comité éditorial des éditions Syllepse.

---

56. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe., 1987, p. 32.

57. Tout en soulignant les limites de cette approche, Paxton suggère que le Ku Klux Klan a constitué le «tout premier phénomène qui semble apparenté sur le plan fonctionnel au fascisme» (Robert O. Paxton, «Les cinq phases du fascisme», art. cité, p. 340). L'époque où le Klan apparaît combine : la défaite militaire des confédérés, l'écroulement de leur monde, l'émancipation des esclaves, le droit de vote accordé aux Noirs, une milice raciste se substituant aux autorités fédérales pour défendre la communauté blanche «menacée» et l'inachèvement d'une révolution (Marx et Lincoln, *Une révolution inachevée*, Paris, Syllepse, 2012). Le Klan comptera des dizaines de milliers d'adhérents dans les années 1920. Paxton établit également un rapprochement «fonctionnel» entre les skinheads, les "squadristi" et les SA, «seulement si des éléments influents de l'élite conservatrice commencent à les choyer afin de les utiliser comme armes contre un quelconque ennemi intérieur» (Robert O. Paxton, «Les cinq phases du fascisme», art. cité, p. 360; souligné par nous).

58. Étienne Balibar, «De la "préférence nationale" à l'invention de la politique : comment lutter contre le néofascisme?», art. cité, p. 201-203.

---

59. Robert O. Paxton, «Les cinq phases du fascisme», art. cité, p. 336.

60. Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, François Maspero, 1970, p. 387.

# PARTI PRIS



# 8 Mars : grève féministe !

## Un appel unitaire

*Avec les femmes du monde entier, pour les droits des femmes, toutes en grève féministe et en manifestations !*

*Stop à l'extrême droite, à la droite réactionnaire, au gouvernement et à sa politique libérale et autoritaire !*

Le 8 mars, journée internationale de mobilisation pour les droits des femmes, nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques, de la consommation. Sans les femmes, tout s'arrête ! Nous sommes déterminées à lutter, à faire entendre nos voix pour obtenir l'égalité.

### **Solidaires avec les femmes du monde entier !**

Afghanes, Iraniennes, Palestiniennes, Soudanaises, Kurdes, Ukrainiennes, nous sommes solidaires de toutes celles qui encore aujourd'hui sont emmurées, exécutées, qui font face à des bombardements massifs, au génocide, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes, de toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits, qui sont confrontées aux conflits armés, aux régimes fascistes, réactionnaires, théocratiques et colonialistes.

Nous sommes solidaires des femmes et des populations subissant de plein fouet les conséquences dramatiques du changement climatique, aggravé par les politiques productivistes et capitalistes.

### **Non à l'extrême droite !**

Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre, le racisme, la misogynie, les LGBTQIA+ phobies, le validisme, se banalisent, et sont aux portes du pouvoir, voire

y accèdent partout dans le monde, à l'image de Trump aux États-Unis... Les femmes, les minorités de genre, les migrant-es en sont les premières cibles.

En France, nous dénonçons les propos racistes du ministre de l'intérieur, nous exigeons la régularisation et l'ouverture des guichets pour que tou·tes les immigré·es puissent rester ici. Nous refusons l'abrogation du droit du sol à Mayotte et la remise en cause de l'aide médicale d'État.

### **Nous voulons vivre et pas survivre !**

Les différents gouvernements ne font rien contre les inégalités salariales et les bas salaires qui touchent particulièrement les femmes (62 % des personnes payées au SMIC sont des femmes). Quant aux mères isolées touchant le RSA, elles sont confrontées à de multiples difficultés pour trouver un emploi (problème de garde d'enfants, de transports...). Particulièrement touchées par la crise du logement cher, les femmes sont majoritaires parmi les personnes expulsables et sont de plus en plus nombreuses à vivre dans la rue. Les femmes sont majoritaires parmi les 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté !

Nous exigeons l'abandon de la réforme du RSA, qui oblige les bénéficiaires à faire 15 heures de travail forcé, gratuit et sans contrat !

Nous exigeons l'abrogation des réformes sur l'assurance chômage restreignant les droits des chômeur·ses.

Rémunérons le travail à sa juste valeur, à salaire égal entre femmes et hommes !

Pour l'égalité salariale, du temps pour vivre, des salaires et une retraite décente !

Le gouvernement n'a aucune volonté de réduire les inégalités salariales, de 27 % en moyenne entre les femmes et les hommes. La transposition de la directive européenne sur la transparence salariale vise à renforcer l'application du principe d'une même rémunération «pour un même travail ou un travail de valeur égale».

Nous exigeons la transposition immédiate de cette directive, la revalorisation salariale des métiers féminisés (éducation, soins, nettoyage...), l'interdiction du temps partiel imposé, la transformation des CDD en CDI et la réduction du temps de travail avec embauches correspondantes.

Nous nous battons pour l'abrogation de la réforme Macron des retraites, et pour une réforme des retraites favorable aux femmes, la retraite à 60 ans avec une réduction du nombre d'annuités.

### **Des services publics au service de nos besoins !**

Malgré la paupérisation croissante et le manque crucial d'aide publique sur les territoires, le gouvernement Bayrou va continuer le démantèlement des services publics de la santé, de l'éducation, du logement... Les femmes en seront doublement pénalisées : parce qu'elles sont majoritaires dans la fonction publique, et qu'elles devront se substituer aux services de la petite enfance et de la prise en charge de la dépendance.

Nous exigeons un service public national de l'autonomie tout au long de la vie, à la hauteur des besoins, avec les moyens correspondants, sans oublier une prise en charge réelle du 4<sup>e</sup> âge.

Nous exigeons la création d'un vrai service public de la petite enfance pour en finir avec les crèches privées à but lucratif et les maltraitances liées aux économies de personnels dans ces structures. Nous sommes opposées à la recommandation de la Cour des comptes de développer «la garde parentale, moins onéreuse pour les finances publiques» qui n'est qu'une incitation au retour des femmes à la maison.

### **Pour un réel partage du travail domestique !**

Nous ne pouvons nous satisfaire que rien ne bouge dans la répartition des tâches au

sein des couples et ce depuis des années. Cette inégalité dans la répartition du travail domestique se traduit par des inégalités dans la sphère professionnelle et est l'un des facteurs des inégalités salariales et patrimoniales. Nous dénonçons le mirage des «nouveaux pères» car les femmes en font toujours beaucoup plus que les hommes, qui de fait prennent plus souvent les tâches valorisantes, en laissant les tâches ménagères à leur compagne. C'est tout l'enjeu d'une éducation non sexiste qui puisse permettre d'en finir avec les stéréotypes de genre.

### **Notre corps nous appartient !**

L'inscription dans la constitution de l'IVG ne doit pas masquer les obstacles liés au manque de moyens du service public de la santé pour recourir à l'IVG.

Nous réclamons la réouverture des plus de 130 centres d'interruption volontaire de grossesse fermés.

Nous dénonçons les offensives réactionnaires qui s'en prennent aux droits des personnes LGBTQIA+ qui veulent limiter le droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre. Nous exigeons une transition libre et gratuite pour toutes et tous.

Nous dénonçons les offensives transphobes réactionnaires, notamment les propositions de loi qui remettent en cause toute possibilité de transition des mineur-es, et nous demandons la fin des mutilations et des traitements hormonaux non consentis.

Femmes handicapées, nous subissons toutes les violences. Privées de nos droits à l'autonomie, à l'éducation, à l'emploi, aux soins et à la procréation. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle à l'ensemble des lieux et bâtiments.

### **Halte aux violences sexistes et sexuelles !**

Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot a rappelé que les violeurs sont des hommes ordinaires, et que la culture du viol persiste dans les différentes strates de la société. La nomination de Darmanin mis en cause pour des violences sexistes et sexuelles comme garde des Sceaux est une véritable provocation.

Nous continuons à compter nos mortes car il n'y a aucune volonté politique de lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants.

Pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, dont les violences obstétricales et gynécologiques, nous voulons une loi-cadre intégrale qui mette en avant prévention, éducation, protection, accompagnement, sanction et garantisse les moyens pour la prise en charge de l'ensemble des victimes, femmes, enfants et minorités de genre. Les plus touchées par les violences sexistes, dont les violences économiques, sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : femmes victimes de racisme, migrantes, sans papiers, femmes précarisées, en situation de handicap, femmes lesbiennes et bi, femmes trans, femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle. Nous demandons la mise en place d'actions concrètes pour lutter contre toutes les violences sexistes et sexuelles, protéger les victimes et combattre les réseaux de traite prostitutionnelle et de proxénétisme.

Nous exigeons les 3 milliards nécessaires pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Nous refusons que les enfants violé-es, maltraité-es, incesté-es continuent le plus souvent à être abandonné-es à leur sort !

Pour l'éducation, pour les enfants, l'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle pour toutes et tous maintenant !

Le dernier rapport du Haut conseil à l'égalité note que le sexisme progresse chez les adolescents et les jeunes hommes. Nous dénonçons fermement les attaques portées par le précédent gouvernement contre le projet de programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) reprenant les propos des associations réactionnaires de parents qui y sont farouchement opposées.

Nous exigeons l'adoption et la mise en place immédiate du projet de programme EVARS, dans la continuité des lois votées pour l'éducation à la sexualité à l'école. L'EVARS aide à déconstruire les stéréotypes, à comprendre les inégalités, à comprendre l'injustice des dominations qui s'exercent par les hommes sur les femmes, à prendre conscience de son corps et de son intimité et à respecter l'autre et soi-même.

Mobilisées tous les jours contre le patriarcat, les politiques libérales et autoritaires et contre l'extrême droite.

Le 8 mars, nous manifesterons, nous serons en grève féministe.

Nous serons en grève sur nos lieux de travail (santé, commerce...), en grève du travail domestique et en grève de la consommation !

### **Quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête !**

Premières signataires de l'appel : ActionAid France, AFRICA 93, APEL-Égalité, Association panafricaniste des droits civiques des femmes, Attac-France, CGT, CNT-SO Fédération éducation/recherche, Collectif Faty Koumba, Association des libertés, Collective des mères isolées, Droits de l'homme et non-violence, FAGE, Féministes révolutionnaires-Paris, Femmes Égalité, Fondation Copernic, Force féministe (57), FSU, Fête des 3 Quartiers, Genre et altermondialisme, HFE /Handi Femme Epanouie, Handi-Social, Las Rojas Paris, Le Planning familial, Le Planning familial 94, Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie, Mouvement des femmes kurdes fn France, Mouvement de la paix, Organisation de solidarité trans, Stop aux violences obstétricales et gynécologiques France, Sud-Logement social, UNEF, Union étudiante, Union syndicale Solidaires, Union des femmes socialistes.

En soutien :

Après, Égalités, Ensemble ! GDS, GES, Génération-s, LFI, MJCF, NPA-A, NPA-R, PCF, PCOF, PG, PS, PEPS, REV, UCL, Volt Europa.

Source : [Grève féministe](#).

# Adresse inaugur@le pour une revue

Adresses, n° 0, 23 janvier 2024

## C'était il y a longtemps

Les tambours de guerre du FNL vietnamien annonçaient une incroyable nouvelle : les envahisseurs n'étaient pas invincibles. Partout, ou presque, les campus s'enflammaient, l'insubordination ouvrière se répandait comme une traînée de poudre, le vieux monde était bousculé, Paris, Mexico, Berlin, Berkeley, Turin et Prague ne faisaient plus qu'un.

La jeunesse, celle des facs et celle des usines, secouait la vieille société, les hiérarchies, les pouvoirs de droit divin, la propriété inaliénable, le patriarcat, les bureaucraties prédatrices et liberticides. Les murs prenaient la parole et les barricades ouvraient des voies insoupçonnées.

Désordre climatique dans le monde de Yalta, le cycle des saisons en fut perturbé. Le printemps fut tchécoslovaque et, en France, Mai dura jusqu'en juin. En Italie, Mai fut rampant et l'automne chaud. Dans les années qui suivirent, tout avait semblé possible à Santiago et à Lisbonne qui s'était couvert d'œillelets.

Le fond de l'air était rouge et le souffle long de la révolution mit à mal la propriété privée des moyens de production, la morale établie, les rapports sociaux sexués, les divisions ethniques et les partis uniques. Il y eut de la contestation et de la subversion, des grèves et des conseils ouvriers, des expropriations et de l'autogestion, des livrets militaires brûlés, des batailles pour les droits civiques, des combats pour l'égalité et la libération des femmes, l'émergence nouvelle de l'écologie et, à une échelle inconnue jusque-là, d'un raz-de-marée féministe. Les libertés inabouties ou trahies étaient à portée de main et la chienlit éclaboussait les pères fouettards et les gardes-chiourmes.

Le monde pouvait changer de base : il apparaissait désormais possible de se

réapproprier le contrôle des mécanismes de la vie en société. La démocratie pouvait être sans bornes et ne plus s'arrêter ni à la porte des entreprises ni aux frontières pas plus que dans les quartiers et les relations entre les peuples.

## C'est aujourd'hui

Le monde a changé. Le printemps fut brisé à Prague et à Santiago, étouffé à Lisbonne. Un silence de mort est retombé sur la place Tiananmen. Mais le Mur de la prison «soviétique» s'est effondré libérant à la fois un espace pour la liberté et un continent entier aux prédateurs. L'emprise des multinationales sur le monde ne connaît plus guère de limites. Les impérialismes ont désormais de nombreux visages. De même que la barbarie. La planète brûle des prédatations que la civilisation capitaliste lui inflige. Le monde est lourd du péril de la guerre de tous contre tous. Le fond de l'air est sombre, parfois même brun. Les fascismes du 21<sup>e</sup> siècle ne portent pas que des chemises noires.

## Demain est pourtant déjà commencé

Cela fait plus d'un demi-siècle que d'aucuns avaient annoncé que la «civilisation était à un carrefour». Il fallait choisir un itinéraire qui passait par des politiques démocratiques qui mettent au service du plus grand nombre ce que permettaient les progrès sociaux, culturels, scientifiques, technologiques et humains. Les chars russes, ceux qui pensaient que le bilan était «globalement positif», ceux qui se sont adaptés et accommodés et bien sûr ceux qui étaient partisans de la liberté du renard dans le poulailler en ont décidé autrement.

La civilisation est désormais au bord du gouffre: les forces du capital, celles des impérialismes et des sous-impérialismes, celles des barbaries et celles des fascismes sont à l'offensive sur la planète. Une planète qui brûle.

Quant aux forces émancipatrices, elles ont souvent fait, en partie, ce qu'elles ont pu mais elles se sont également souvent égarées dans diverses impasses dont les noms figurent sur les cartes comme autant d'obstacles à éviter: «campisme», «avant-gardisme», «substitutisme», «étatisme», «sectarisme», «autoritarisme», «relativisme» et bien d'autres encore.

### **Alors oui, il faut en sortir. D'où l'idée d'une revue**

Une de plus, direz-vous. C'est vrai. Cependant son titre se veut un clin d'œil à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Bakounine et un appel à la mise en place d'un outil international et internationaliste de réflexion, de partage et d'échanges.

Le projet que vous avez sous les yeux paraissait dans divers tiroirs. Il attendait un déclic. Celui-ci est venu d'outre-Atlantique avec le texte «Pour une gauche démocratique et internationaliste» rédigé par Ben Gidley, Daniel Mang et Daniel Randall, que nous avons été plusieurs à signer en répondant ainsi à leur appel et que nous publions en page 5 de ce numéro 00. C'est un texte qui met les pieds dans le plat et qui appelle au renouvellement des pratiques et des idées afin de rester fidèles à ce pour quoi nous combattons depuis des décennies: nous sommes attachés à une vision et à une pratique révolutionnaire où la démocratie, l'auto-organisation, l'autogouvernement – sous toutes leurs formes – sont au cœur du projet. Non la démocratie comme abstraction mais la démocratie comme objectif. Non l'internationalisme comme abstraction mais l'internationalisme comme pratique.

L'ambition est claire: faire renaître la capacité à discuter et à élaborer ensemble pour que s'ouvre – à la lumière de nos expériences multiples qui se sont souvent frottées les unes aux autres – une large discussion pour faire de la révolution une utopie concrète, pour permettre des synthèses,

pour conserver et transmettre la mémoire des luttes, des expériences, des révolutions, pour contribuer à la socialisation des opprimés et des exploités.

Alors oui, une revue mondiale qui mette en place les conditions d'un échange mondial et qui donne accès «au plus grand nombre» à l'archipel des articles et des textes participant de cette recherche d'une issue à la crise du projet émancipateur.

### **Une revue pour explorer l'internationalisme et la démocratie**

Sa «base politique» sera articulée autour des thématiques suivantes: émancipation du travail, autogouvernement, autodétermination, autogestion, auto-organisation, féminisme et genre, révolution, renversement/dépassement du capitalisme, alternatives, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie socialiste, reconversion industrielle pour une production socialement utile et écologiquement soutenable, refus du campisme et lutte contre tous les impérialismes et sous-impérialismes...

Une revue singulière composée de «cahiers» comportant des textes et articles piochés sur les sites et revues du monde, une sorte de plateforme, de *hub* où se croiseront les réflexions, selon un dispositif à construire et sans autres lignes directrices que de permettre l'échange et la lecture.

Une revue qui ne fera volontairement aucune concurrence aux publications papier ou internet existantes, bien au contraire, qui agira pour les mettre en synergie.

Une revue qui évitera les polémiques de seconde zone ou les textes étroitement politiques.

Un projet ouvert en construction permanente.



# La question fasciste aux éditions Syllepse



